

TABLE DES MATIÈRES

Manifestations	5
TVANOUVELLES / JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Montréal : Marche pour la gratuité scolaire - Première publication 22 octobre 2012 à 13h59 - Mise à jour : 22 octobre 2012 à 18h00 / Publié le: lundi 22 octobre 2012, 14H27 Mise à jour: lundi 22 octobre 2012, 15H44.....	5
Des contraventions de 494 \$	5
Afficher 1-80 de 188 commentaires (Montréal).....	5
Manifestation du 22 octobre 2012 à Montréal (Images : PHILIPPE-OLIVIER CONTANT/AGENCEQMI).....	5
LA PRESSE : Manifestation contre la brutalité policière au centre-ville - Publié le samedi 06 octobre 2012 à 21h54 Mis à jour le dimanche 07 octobre 2012 à 07h41	6
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Manifestations étudiantes : un hélicoptère à 1762 \$ l'heure pour la SQ – Mise à jour le mercredi 3 octobre 2012 à 17 h 23 HAE	6
Les commentaires (26).....	7
24HEURES : Manifestation houleuse à l'université de Montréal – Lundi 1 ^{er} octobre 2012, 16h12.....	7
Contre la direction	7
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Manifestation contre le Plan Nord – Mise à jour le jeudi 27 septembre 2012 à 20 h 53 HAE	7
Les commentaires (3).....	8
TVANOUVELLES : Répression policière et carré rouge : Victimes et témoins recherchés - Première publication 27 septembre 2012 à 14h08 - Mise à jour : 27 septembre 2012 à 19h41	8
Profilage	8
RADIO-CANADA / QUÉBEC : Québec réclame 1 M\$ pour les manifestations étudiantes – Mise à jour le mardi 25 septembre 2012 à 15 h 00 HAE	8
Les commentaires (24).....	8
LE SOLEIL : Manifestations étudiantes: la Ville de Québec réclame 1 million\$ - Publié le mardi 25 septembre 2012 à 09h48 Mis à jour le mardi 25 septembre 2012 à 17h13.....	8
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : à la une étudiants : Et ça continue - Malgré l'annulation de la hausse - Publié le: samedi 22 septembre 2012, 23H21 Mise à jour: samedi 22 septembre 2012, 23H37	9
Violence décriée	9
Et ça continue(photos Joel Lemay, QMI).....	9
Manif illégale	9
Faute du Black bloc ?	9
Afficher 1-79 de 550 commentaires (Montréal).....	9
Afficher 8 commentaires (Québec).....	9
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Manifestation paisible à Québec : Quelques dizaines de marcheurs dans la Vieille Capitale pour revendiquer la gratuité scolaire - Publié le: samedi 22 septembre 2012, 22H24 Mise à jour: samedi 22 septembre 2012, 22H4310	10
Un millier à Montréal.....	10
Deux arrestations.....	10
Afficher 6 commentaires (Québec).....	10
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Montréal : ils ont marché pour la gratuité scolaire – Mise à jour le samedi 22 septembre 2012 à 21 h 25 HAE	10
La CLASSE veut la gratuité scolaire.....	10
Léo Bureau-Blouin plaide pour l'indexation	11
Les commentaires (995).....	11
LA PRESSE : Policiers et grève étudiante: QS demande une enquête publique - Publié le samedi 22 septembre 2012 à 16h56.....	11
24HEURES : Manifestation de la CLASSE : Un millier de personnes pour la gratuité scolaire – Samedi 22 septembre 2012, 16h50	11
Manifestation illégale	12
Une marche pour la gratuité scolaire.....	12
LE DEVOIR : Des centaines de personnes manifestent à Montréal pour la gratuité scolaire – Samedi 22 septembre 2012, 16h13	12
Vos réactions (11).....	12
LA PRESSE : Manif du 22: deux arrestations, un policier légèrement blessé - Publié le samedi 22 septembre 2012 à 11h44 Mis à jour le samedi 22 septembre 2012 à 17h39	13
Gratuité scolaire	13
TVANOUVELLES : Manifestation de la CLASSE : Un millier de personnes marchent pour la gratuité scolaire - Première publication samedi 22 septembre 2012 à 09h35 - Mise à jour : samedi 22 septembre 2012 à 23h47.....	13
LE SOLEIL : Conflit étudiant: deux caporaux sanctionnés pour propos haineux - Publié le samedi 22 septembre 2012 à 05h00.....	15
LE DEVOIR : Le 22 retourne à la CLASSE : La manifestation mensuelle se déroulera dans un contexte métamorphosé – Samedi 22 septembre 2012	15
Changement de ton?	16
Vos réactions (4).....	16
LE SOLEIL : Altercation à l'hôtel de ville de Québec: pas d'accusation - Publié le vendredi 21 septembre 2012 à 05h00 Mis à jour le vendredi 21 septembre 2012 à 08h51.....	16
Un « anarchiste».....	16
Pas de pressions politiques	16
LE DROIT : Une défense commune pour les manifestants [du Lac des Fées] mis à l'amende? - Publié le jeudi 20 septembre 2012 à 09h3317	17
LA PRESSE : Manifestations: Concordia abandonne ses plaintes - Publié le mercredi 19 septembre 2012 à 09h57.....	17
LA PRESSE : 1714 arrestations en quatre mois à Montréal - Publié le mercredi 19 septembre 2012 à 08h19.....	17
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Facebook : Menaces contre la manif du 22 septembre - Publié le: mardi 18 septembre 2012, 12H24 Mise à jour: mardi 18 septembre 2012, 17H21	18
Des menaces sur facebook	18
« Une coche au dessus ».....	18
Afficher 17 commentaires (Québec).....	18

Afficher 65 commentaires (Montréal).....	18
LA PRESSE : Arrêté dans son restaurant, il réclame 42 000\$ - Publié le mardi 18 septembre 2012 à 05h00 Mis à jour le mardi 18 septembre 2012 à 09h28	18
Plainte en déontologie.....	19
LA PRESSE : Conflit étudiant: une journée de grève chaque mois? - Publié le lundi 17 septembre 2012 à 06h43	19
Front commun?	19
LA PRESSE : Manif étudiantes: peu d'impact chez les festivaliers - Publié le lundi 17 septembre 2012 à 05h00	19
Bonne saison touristique	20
LE DEVOIR : Carrés rouges dans la rue – Lundi 17 septembre 2012	20
Vos réactions (8)	20
JOURNALDEMONTRÉAL : Montréal : Manifestation contre la hausse des droits de scolarité - Publié le: dimanche 16 septembre 2012, 14H02 Mise à jour: dimanche 16 septembre 2012, 14H06	21
Afficher 1-40 de 43 commentaires (Montréal).....	21
LA TRIBUNE : Le conflit étudiant a coûté 439 000\$ aux Sherbrookois - Publié le dimanche 16 septembre 2012 à 11h34.....	21
LE DROIT : Gatineau attend son chèque du gouvernement - Publié le lundi 11 septembre 2012 à 11h38.....	21
LA PRESSE : Conflit étudiant: un chèque de 15 millions pour Montréal - Publié le samedi 08 septembre 2012 à 10h27 Mis à jour le samedi 08 septembre 2012 à 15h53.....	22
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Les casseroles se font entendre à Montréal – Mise à jour le lundi 3 septembre 2012 à 23 h 04 HAE.....	22
Les commentaires (28).....	22
LAPRESSE.CA : Manifestation de casseroles à Montréal - Publié le lundi 03 septembre 2012 à 22h00.....	22
RABBLE.CA : Student strikers uphold strike mandate, blockade Chamber of Commerce - Friday, August 31, 2012.....	23
LA PRESSE : Manifestation: quatre arrestations au centre-ville de Montréal - Publié le mercredi 29 août 2012 à 12h36 Mis à jour le mercredi 29 août 2012 à 14h15	24
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Bas-Saint-Laurent : des étudiants ont manifesté à Rimouski – Mise à jour le dimanche 26 août 2012 à 17 h 54 HAE	24
Les commentaires (15).....	24
TVANOUVELLES : Manifestation nocturne : Une foule énergique défile dans le centre-ville de Montréal - Première publication samedi 25 août 2012 à 22h29	25
RABBLE.CA : In Montreal's streets, the movement continues – Friday, August 24, 2012	25
LE NOUVELLISTE: «La rue» ne montre pas de signe d'accalmie - Publié le jeudi 23 août 2012 à 09h51	26
Chasser le PLQ, oublier la CAQ.....	27
RABBLE.CA : Tens of thousands march for social justice in Montreal – Thursday, August 23, 2012	27
LE DEVOIR : «Charest dehors», mot d'ordre des manifestants : En période électorale, la manifestation du «22 du mois» a débordé du thème de l'éducation – Jeudi 23 août 2012	27
Vos réactions (36).....	28
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Une grande manifestation étudiante en pleine campagne électorale – Mise à jour le mercredi 22 août 2012 à 22 h 43 HAE	28
Galerie photo : Luc Lavigne.....	28
Toronto porte le carré rouge	29
Grève, malgré le retour en classe	29
Les commentaires (367).....	30
TVANOUVELLES : 6e manifestation nationale du 22 août : Les étudiants s'invitent dans la campagne électorale - Première publication mercredi 22 août 2012 à 15h29 - Mise à jour : mercredi 22 août 2012 à 19h09	30
Position divergente de la FEUQ et la FECQ.....	31
THE GAZETTE : Boycotts on hold, but march goes on – Wednesday, August 22, 2012	31
18 comments.....	32
LE DEVOIR : Une autre grande manifestation s'est tenue à Montréal – Mercredi 22 août 2012, 20 h 59.....	32
Dans le calme.....	32
Une dernière manif ?	32
Vos réactions (19)	32
1. MANIFESTATION DU 22 MARS 2012	33
2. MANIFESTATION DU 22 AVRIL 2012.....	33
3. MANIFESTATION DU 22 MAI 2012	33
4. MANIFESTATION DU 22 JUIN 2012.....	33
5. MANIFESTATION DU 22 JUILLET 2012	33
Galerie photo manif du 22 août 2012	33
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : La manif en direct - Publié le: mercredi 22 août 2012, 13H56	35
LA PRESSE: Les manifestants se refont entendre - Publié le mercredi 22 août 2012 à 13h33 Mis à jour le mercredi 22 août 2012 à 23h30	39
10 000 ou 100 000 manifestants?	39
Jean Charest réagit	39
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL / 24HEURES : 22 août: «Pour une justice sociale» - Publié le: mercredi 22 août 2012, 9H11 Mise à jour: mercredi 22 août 2012, 23H18 / Mercredi 22 août 2012, à 14h54 - Mise à jour mercredi 22 août 2012, à 15h44	39
Campagne électorale : la CLASSE refuse de prendre position	40
Position divergente de la FEUQ et la FECQ.....	40
Afficher 14 commentaires (Québec)	40
Afficher 1-78 de 378 commentaires (Montréal).....	40
TVANOUVELLES : Manifestation nationale : Des cégeps suspendent les cours - Première publication mercredi 22 août 2012 à 08h21	40
Levée de cours demandée	40
TVANOUVELLES : Manifestation nationale du 22 : «La plus grande marche de l'Histoire du Québec»? - Première publication mercredi 22 août 2012 à 07h41 - Mise à jour : mercredi 22 août 2012 à 12h54.....	41
Situation dans les cégeps	41

LA PRESSE : Des piquets de grève devant des collèges - Publié le mercredi 22 août 2012 à 05h00 Mis à jour le mercredi 22 août 2012 à 14h09	41
Un «gros» rassemblement?	41
LE DEVOIR : Mobilisation incertaine pour la manifestation du «22 du mois» - Mercredi 22 août 2012.....	41
La loi spéciale pourrait nuire.....	41
Vos réactions (8)	42
TVANOUVELLES / 24HEURES : Manifestations étudiantes : La facture du SPVM s'élève à 15 millions \$ - Première publication mardi 21 août 2012 à 13h08 - Mise à jour : mardi 21 août 2012 à 17h13 / Mardi 21 août 2012, à 13h39.....	42
LA PRESSE : Le conflit étudiant a coûté 15 millions au SPVM - Publié le mardi 21 août 2012 à 11h39 Mis à jour le mardi 21 août 2012 à 14h07.....	42
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Conflit étudiant : Une manifestation nocturne fréquentée - Publié le: lundi 13 août 2012, 23H03 Mise à jour: lundi 13 août 2012, 23H32	43
Afficher 1-48 de 49 commentaires(Montréal).....	43
LA PRESSE : Manifestation nocturne ponctuée de vandalisme - Publié le lundi 13 août 2012 à 22h50 Mis à jour le lundi 13 août 2012 à 23h00.....	43
LE DROIT : La mobilisation étudiante bat de l'aile en Outaouais - Publié le lundi 13 août 2012 à 05h28.....	43
Des élections déterminantes	44
LA PRESSE : Victoriaville: plus de policiers que de manifestants - Publié le 11 août 2012 à 10h38 Mis à jour le 11 août 2012 à 18h48 ...	44
LE DEVOIR : Jeunes libéraux à Victoriaville: des mesures de sécurité mises en place – Samedi 11 août 2012, 09h01.....	44
Vos réactions (11)	45
LE SOLEIL : Manifestations: la police garde l'encadrement serré - Publié le samedi 11 août 2012 à 05h00.....	45
Du travail «bien fait»	46
THE GAZETTE : Small protest meets Jean Charest in Victoriaville – Saturday, August 11, 2012.....	46
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Rassemblement du PLQ : Victoriaville sous haute surveillance - Publié le: vendredi 10 août 2012, 16H39 Mise à jour: vendredi 10 août 2012, 17H46	46
Afficher 1-4 de 5 commentaires (Québec)	46
Afficher 4 commentaires (Montréal)	47
TVANOUVELLES : Les jeunes libéraux se réunissent samedi : Victoriaville sous haute surveillance - Première publication vendredi 10 août 2012 à 12h59 / Mise à jour : vendredi 10 août 2012 à 19h21.....	47
RADIO-CANADA / ETSRIE : Rassemblement des jeunes libéraux : Victoriaville se prépare à toute éventualité – Mise à jour le vendredi 10 août 2012 à 7 h 20 HAE.....	47
Les commentaires (2).....	47
LE DEVOIR: Manifestation devant Hydro-Québec: le «coup d'envoi du retour en grève», prévient la CLASSE – Mercredi 08 août 2012, 17 h 39	48
Perturbation symbolique	48
Galerie photos Pedro Ruiz.....	48
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : La police disperse une manifestation au centre-ville de Montréal – Mise à jour le mercredi 8 août 2012 à 15 h 03 HAE.....	50
JOURNALMÉTRO : La manifestation du 8 août en photos - Mise à jour: Mercredi 8 août 2012 23:59	50
JOURNALMÉTRO : Manif de la CLASSE à Montréal - Mise à jour: Mercredi 8 août 2012 17:02	53
Afficher 10 commentaires.....	53
24HEURES : Montréal : Manifestation de la CLASSE au centre-ville – Mercredi 08 août 2012, à 15h33	53
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : La police disperse une manifestation au centre-ville de Montréal – Mise à jour le mercredi 8 août 2012 à 15 h 03 HAE.....	54
Les commentaires (153).....	54
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Manif Montréal: Manifestation de la CLASSE au centre-ville - Publié le: mercredi 08 août 2012, 13H22 Mise à jour: mercredi 08 août 2012, 14H19	54
Afficher 1-80 de 210 commentaires (Montréal).....	54
Afficher 2 commentaires (Québec)	54
TVANOUVELLES : La CLASSE se mobilise à Montréal : Les manifestants se sont dispersés - Première publication mercredi 8 août 2012 à 12h47 - Mise à jour : mercredi 8 août 2012 à 17h43.....	54
Tensions.....	54
Raviver la flamme	54
LA PRESSE : CLASSE: quelques centaines de manifestants à Montréal - Publié le mercredi 08 août 2012 à 11h26 Mis à jour le mercredi 08 août 2012 à 16h58	54
Relisez notre couverture en direct de l'événement : Manifestation étudiante du 8 août 2012	55
Galerie Photos : PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE	55
THE GAZETTE : Protesters disperse after Montreal police fire projectile – Wednesday, August 08, 2012	57
15 comments	57
THE GAZETTE : Student tuition protest thin on 102nd night – Saturday, August 04, 2012.....	57
4 comments	58
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Dénoncer la loi 78 : Six pendaisons symboliques - Publié le: vendredi 03 août 2012, 17H57 Mise à jour: vendredi 03 août 2012, 17H59	58
Un geste déploré	58
Afficher 6 commentaires (Montréal)	58
TVANOUVELLES : Contre la loi 78 : Six pendaisons au Saguenay - Première publication vendredi 3 août 2012 à 12h47.....	58
Un geste déploré	58
LA PRESSE : Une paisible 101e manifestation - Publié le jeudi 02 août 2012 à 00h00 Mis à jour le vendredi 03 août 2012 à 00h00.....	58
QS et ON, les partis de la rue?	59
Khadir au secours de «Charest».....	59
JOURNALMÉTRO : Centième marche nocturne à Montréal: 17 arrestations - Mise à jour: jeudi 02 août 2012 10:04	59

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : La 100e manifestation nocturne pour le 1er jour de la campagne électorale – Mise à jour le jeudi 2 août 2012 à 8 h 05 HAE.....	60
Concert de casseroles.....	60
Un manifestant blessé et un délit de fuite.....	60
Les commentaires (482).....	61
LE DEVOIR : 100e manifestation nocturne à Montréal - Place aux casseroles électorales - Jeudi 02 août 2012	61
Charnière.....	61
Vives tensions.....	61
Vos réactions (60).....	61
Galerie Photos, Annik MH De Carufel - Le Devoir.....	61
THE GAZETTE : Student casserole protests resume – Thursday, August 02, 2012	62
LA PRESSE : Des milliers de marcheurs pour une 100e manifestation - Publié le mercredi 01 août 2012 à 20h45 Mis à jour le jeudi 02 août 2012 à 06h15	63
Cent manifestations depuis avril.....	63
JOURNALEMONTRÉAL : Manifestation : Les casseroles sont de retour! - Publié le: mercredi 01 août 2012, 20H24 Mise à jour: mercredi 01 août 2012, 20H29	63
Le retour des casseroles.....	64
Un automobiliste fonce sur des manifestants.....	64
Afficher 1-80 de 128 commentaires (Montréal).....	64
100e manifestation nocturne en photos - PHILIPPE-OLIVIER CONTANT / AGENCE QMI	64
TVANOUVELLES : Délit de fuite à Montréal : Un automobiliste fonce sur les manifestants - Première publication mercredi 1 août 2012 à 20h20 - Mise à jour : mercredi 1 août 2012 à 23h10.....	65
LA PRESSE : Une auto fonce dans les manifestants, blesse l'un d'eux - Publié le mercredi 01 août 2012 à 20h17	66
TVANOUVELLES : 17 arrestations à Montréal - 5000 personnes manifestent leur grogne - Première publication mercredi 1 août 2012 à 17h53 - Mise à jour : jeudi 2 août 2012 à 04h55	66
Le retour des casseroles.....	67
TVANOUVELLES : G20 : Arrêtées parce qu'elles avaient les jambes poilues - Première publication mercredi 1 août 2012 à 15h51.....	67
THE GAZETTE : Tuition protest ready to rumble : Quebec's striking students ready to take to the streets in Montreal Wednesday night – Wednesday, August 01, 2012	68
JOURNALMÉTRO : Recours collectif contre l'arrestation de masse du 23 mai - Mise à jour: Mardi 31 juillet 2012 21:02	68
Au-delà des partis.....	69

Manifestations

TVANOUVELLES / JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Montréal : Marche pour la gratuité scolaire - Première publication 22 octobre 2012 à 13h59 - Mise à jour : 22 octobre 2012 à 18h00 / Publié le: lundi 22 octobre 2012, 14H27 | Mise à jour: lundi 22 octobre 2012, 15H44

VIDÉO : Comme tous les 22 du mois depuis le conflit étudiant du printemps dernier, une manifestation se déroulait lundi après-midi dans les rues de Montréal, 22 octobre 2012, TVA Nouvelles

Agence QMI

Comme tous les 22 du mois depuis le conflit étudiant du printemps dernier, une manifestation s'est déroulée lundi après-midi dans les rues de Montréal.

Cette fois, une centaine de participants marchaient pour l'amnistie des gens arrêtés lors des manifestations étudiantes, pour le droit de manifester ainsi que pour la gratuité scolaire.

Les protestataires se sont réunis au square Victoria pour 14h. La manifestation a toutefois été déclarée illégale une trentaine de minutes plus tard par la police de Montréal. L'escouade antiémeute était sur place.

Ceci n'a pas empêché les participants de défiler pacifiquement dans les rues du centre-ville de Montréal jusqu'à la place Émilie-Gamelin.

Des contraventions de 494 \$

Vers 16h, quelque 30 manifestants ont marché vers l'ouest sur la Sainte-Catherine Ouest pour se rendre devant le poste de police sur la rue Sainte-Élisabeth. Ils ont été interpellés par les policiers qui leur ont remis des contraventions de 494 \$. En vertu du Code de la sécurité routière, ces manifestants qui marchaient à l'inverse du trafic à l'heure de pointe ont nui à la circulation.

Une seule arrestation a été effectuée pendant la manifestation. Il s'agit d'un individu en bris de condition qui a été reconnu par les policiers dès le début de la manifestation.

[Afficher 1-80 de 188 commentaires \(Montréal\)](#)

Manifestation du 22 octobre 2012 à Montréal (Images : PHILIPPE-OLIVIER CONTANT/AGENCEQMI)



Manifestation du 22 octobre 2012 à Montréal, intitulée: "Marchons ensemble pour l'Amnistie des arrêtés de la grève étudiante du Québec et en soutien à tous ceux et celles, qui, à travers le monde, subissent la répression pour s'être levés contre l'injustice





LA PRESSE : Manifestation contre la brutalité policière au centre-ville - Publié le samedi 06 octobre 2012 à 21h54 | Mis à jour le dimanche 07 octobre 2012 à 07h41



Photo André Pichette, archives La Presse

La Presse Canadienne, Montréal
 Quelques centaines de personnes ont pris part à une manifestation contre la brutalité policière, samedi soir au centre-ville de Montréal. Le rassemblement s'est ébranlé vers 21h, de la Place Émilie-Gamelin, et selon le Service de police de la ville de Montréal (SPVM), il a été déclaré

illégal dès le début parce qu'aucun itinéraire n'avait été fourni aux autorités policières.

La manifestation a cependant été tolérée et s'est terminée, à toutes fins pratiques, autour de 22h45.

Le sergent Laurent Gingras, du SPVM, a indiqué qu'une personne avait été arrêtée, vers 22h30, pour avoir lancé une pièce pyrotechnique en direction des policiers. Cette personne a ensuite été libérée, mais s'est vu remettre un constat d'infraction aux règlements municipaux.

Une page Facebook consacrée à la manifestation, samedi, mentionnait que le Commissaire à la déontologie policière a récemment annoncé que 46 pour cent de toutes les plaintes déposées durant le conflit étudiant ont été rejetées.

La page invitait ensuite les gens à manifester, le 6 octobre, en se rassemblant à la Place Émilie-Gamelin, à 20h30, contre le rejet des plaintes déontologiques.

«Nous appelons la population de Montréal à se lever et à prendre la rue avec nous contre la violence que nous avons subie, pour montrer au SPVM que la population de cette ville, les gens qui paient leurs salaires ne toléreront plus de tels abus d'autorité, ne se laisseront pas intimider par l'ombre de leurs matraques, ne permettront plus notre innocence, notre dignité et notre volonté être abusées par des hommes casqués portant des insignes. Nous ne tolérerons pas que la police fasse enquête sur elle-même. Nous ne tolérerons pas le fascisme. Joignez-vous, vêtu-e-s de noir, alors que nous affirmerons notre puissance, notre point de vue et notre volonté de justice», est-il mentionné sur la page Facebook.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Manifestations étudiantes : un hélicoptère à 1762 \$ l'heure pour la SQ – Mise à jour le mercredi 3 octobre 2012 à 17 h 23 HAE

Exclusif - Les deux hélicoptères utilisés par la Sûreté du Québec (SQ) lors des manifestations étudiantes du printemps dernier ont coûté respectivement 1762 \$ et 445 \$ l'heure. Ces taux horaires correspondent aux frais de fonctionnement et d'entretien des appareils.

Ces informations ont été obtenues par Radio-Canada à la suite d'une demande d'accès à l'information.

Le corps policier refuse de révéler le nombre d'heures pendant lesquelles les hélicoptères ont été utilisés et le coût total de leur utilisation. Il soutient que ces informations permettraient

d'évaluer les effectifs déployés et les stratégies utilisées, ce qui pourrait nuire à la sécurité publique.

Selon un document sur le service héliporté de la SQ publié sur Internet, l'équipe type lors d'une intervention de ce service est constituée de : un pilote



un commandant un chargé de mission, qui planifie l'opération différents experts

L'hélicoptère le plus coûteux a été utilisé le plus souvent. Il s'agit d'un Bell 412 EP SQL qui peut accueillir 13 personnes à bord. Il est muni de feux de recherche, d'une caméra infrarouge et d'un système de pilotage automatique. L'autre hélicoptère, le Bell 206 LT SQA, a été moins souvent utilisé.

Comparé à la SQ, le Service de police de la Ville de Montréal accepte plus volontiers de donner des renseignements sur ses opérations. Ainsi, une demande d'accès à l'information a permis à Radio-Canada d'apprendre que les manifestations étudiantes avaient coûté 11,6 millions de

dollars en heures supplémentaires en date du 7 août.

En complément



Vidéo - [En vidéo: l'hélicoptère Bell 412 EP utilisé par la Sûreté du Québec et sa caméra infrarouge](#)

[Les commentaires \(26\)](#)

24HEURES : Manifestation houleuse à l'université de Montréal – Lundi 1^{er} octobre 2012, 16h12



Photo: Jean-François Villeneuve / 24h

Une centaine d'étudiants en colère sont entrés de force dans plusieurs pavillons de l'Université de Montréal, lundi, pour dénoncer le recours aux forces policières lors des manifestations du mois d'août qui ont eu dans cet établissement.

Jean-François Villeneuve

Une centaine d'étudiants en colère sont entrés de force dans plusieurs pavillons de l'Université de Montréal, lundi, pour dénoncer le recours aux forces policières lors des manifestations du mois d'août qui ont eu dans cet établissement.

Une façon pour eux de commémorer le retour en classe pour la session automnale.

Agressifs, ils ont frappé contre les murs, portes et fenêtres à l'intérieur des locaux de l'université et de la Polytechnique. Plusieurs d'entre eux étaient masqués et cagoulés.

Une échauffourée a d'ailleurs eu lieu dans un bâtiment de la Polytechnique entre des agents de sécurité et les manifestants, qui ont profité de leur nombre pour forcer leur passage. Une jeune femme a été poussée au sol par un représentant de l'Université, ce qui a envenimé la situation.

Contre la direction

Des slogans demandant la démission du recteur Guy Breton, ont été maintes fois criés. Une excursion dans le pavillon Roger-Gaudry, où se trouvent les bureaux de M. Breton, a avorté lorsque les étudiants se sont butés à des portes verrouillées.

Ils lui en veulent d'avoir fait appel au SPVM, en août, afin de disperser des manifestants qui s'étaient introduits dans les corridors de l'université.

Étudiant en littérature, Geoffroy est convaincu de la nécessité de tels gestes, afin de « rompre l'illusion de consensus » sur la question des frais de scolarité et de la légitimité de la direction des établissements postsecondaires. « Ce sont toujours les mêmes luttes depuis toujours ».

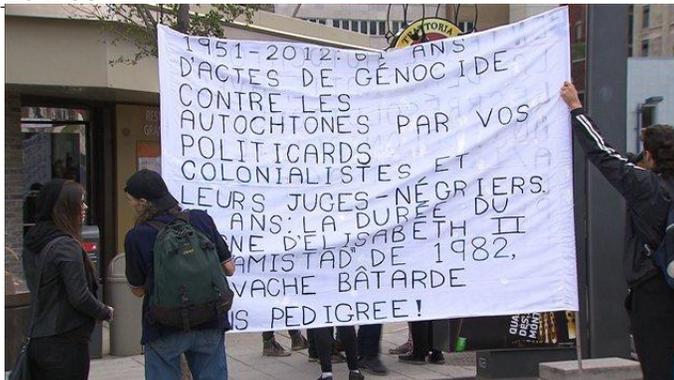
Stéphanie, pour sa part, croit que la situation aurait été « débile » si la police avait été présente lundi. « C'est absurde de dire que c'est le bordel quand on manifeste, mais que la direction laisse des étudiants se souler sur le campus. Il y a un problème ».

Le groupe s'est dissipé dans le calme vers 12h30, après avoir investi la Place Laurentienne, où se déroulaient des initiations.

La police de Montréal s'est faite discrète tout au long de l'événement, restant en périphérie du campus. Aucune arrestation n'a été rapportée.

Du côté de l'Université, on affirme qu'il s'agissait d'une « marche pacifique » et que « la sécurité a laissé les gens marcher sur le campus », selon Mathieu Filion, conseiller principal au Bureau des communications et des relations publiques de l'établissement.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Manifestation contre le Plan Nord – Mise à jour le jeudi 27 septembre 2012 à 20 h 53 HAE



Environ 150 personnes ont participé à la manifestation.

Environ 150 personnes ont participé à une manifestation contre la conférence d'affaires du Plan Nord, qui a lieu dans un hôtel du centre-ville de Montréal.

Cette conférence se déroule jeudi et vendredi à l'hôtel Hyatt Regency, situé à l'intersection des rues Sainte-Catherine et Jeanne-Mance.

Sur la page Facebook « Manif-action contre la conférence d'affaires du Plan Nord », les organisateurs de la manifestation « Positionnez-vous sur l'échiquier Plan Nord » soutiennent que « ce plan inclut des dizaines de projets miniers et d'infrastructure, qui entraîneront une dévastation écologique massive et la destruction du mode de vie autochtones. »

« Ceci est un appel pour une action anti-capitaliste et anticoloniale contre cette conférence, en solidarité avec toutes celles et ceux qui résistent au Plan Nord et défendent leurs terres, de la santé et de la culture. Plan Nord, le Plan Mort! », ont-ils écrit sur la page de l'événement.

En avril dernier, [90 manifestants avaient été arrêtés](#) devant le Palais des congrès de Montréal. Des [affrontements y avaient éclaté](#) entre des policiers et des centaines de protestataires qui dénonçaient le Salon Plan Nord.



Des policiers montent la garde devant l'hôtel Hyatt Regency.

Les commentaires (3)

Envoyé par [GILLES LEBEAU](#) de MARIEVILLE, 27 septembre 2012 à 14 h 11 HAE
Faites-en des conférences tant que vous voudrez, mais n'oubliez pas la chose principale, le

peuple du Québec est le premier au niveau d'environnement et de redevances.
Si-non continuez à perdre votre temps. On vous surveille, le PLQ n'est plus au pouvoir.
Envoyé par [Sam4567 Sam](#) de Québec, 28 septembre 2012 à 03 h 19 HAE en réponse à [GILLES LEBEAU](#) de MARIEVILLE

pis le PQ est sur le bord de la porte..
Envoyé par [Ghislain Bélisle Ghislain](#) de Québec, 29 septembre 2012 à 17 h 28 HAE en réponse à [GILLES LEBEAU](#) de MARIEVILLE
sur le bord de la porte ??? hihihih
elle as meme pas eu le temps de se fermer

TVANOUVELLES : Répression policière et carré rouge : Victimes et témoins recherchés - Première publication 27 septembre 2012 à 14h08 - Mise à jour : 27 septembre 2012 à 19h41



Crédit photo : Philippe-Olivier Contant, Agence QMI

Par Cynthia Laflamme | Agence QMI

La **Ligue des droits et libertés**, l'**Association des juristes progressistes** et la **CLASSE** demandent aux **victimes et aux témoins de répression policière durant le conflit étudiant** de leur faire parvenir leur histoire.

Les trois organisations prévoient produire un rapport cet automne et le présenter au gouvernement Marois. Elles demanderont la **tenue d'une enquête publique** et souhaiteraient qu'une enquête se penche sur les stratégies des forces policières.

«Il y a eu une répression organisée, selon nous, et on aimerait que l'enquête porte à la fois sur les stratégies qui ont été utilisées par les forces policières et sur les responsabilités partagées avec les dirigeants», a détaillé **Nicole Filion**, de la **Ligue des droits et libertés**.

Profilage

Les organisations voudraient que l'enquête étudie l'utilisation de certaines armes et munitions.

Le profilage au travail et en dehors des manifestations, lorsque les gens portaient le carré rouge, préoccupe également **Sibel Ataogul**, de l'**Association des juristes progressistes**.

«Il ne faut pas oublier les déclarations de certains dirigeants politiques qui associaient manifestation et violence, porteur de carré rouge et fauteur de troubles», a évoqué Mme Filion.

Les actes policiers «ont eu des conséquences graves à long terme, dont des troubles de vue, sans compter les conséquences psychologiques», selon **Émilie Breton-Côté**, du comité légal de la **CLASSE**.

La **CLASSE** se positionnera sur la demande d'une enquête lors du congrès de ce week-end à Québec.

RADIO-CANADA / QUÉBEC : Québec réclame 1 M\$ pour les manifestations étudiantes – Mise à jour le mardi 25 septembre 2012 à 15 h 00 HAE



La Ville de Québec demandera à son tour au gouvernement une compensation financière pour les manifestations étudiantes du printemps dernier.

Une facture d'un peu plus d'un million de dollars sera acheminée sous peu au nouveau ministre de la Sécurité publique, Stéphane Bergeron.

Le maire Régis Labeaume admet qu'il s'appuie sur la compensation accordée à la Ville de Montréal pour réclamer au gouvernement le remboursement de ses dépenses. « S'il n'avait pas remboursé les frais de Montréal, peut-être qu'on l'aurait pas fait. Mais à partir du moment où ils ont remboursé 15 millions à Montréal, on aurait l'air un petit peu bête de ne pas envoyer notre facture. Alors, on envoie notre facture. »

Le gouvernement du Québec a déjà accepté de verser 15 millions de dollars à la Ville de Montréal pour les coûts associés aux manifestations, notamment les heures supplémentaires des policiers. Cette compensation avait toutefois été accordée par l'ancien gouvernement libéral.

La Ville de Montréal a été dédommée après des négociations avec l'ancien ministre libéral des Finances, Raymond Bachand, et son collègue de la Sécurité publique à l'époque, Robert Dutil.

[Les commentaires \(24\)](#)

LE SOLEIL : Manifestations étudiantes: la Ville de Québec réclame 1 million\$ - Publié le mardi 25 septembre 2012 à 09h48 | Mis à jour le mardi 25 septembre 2012 à 17h13

Valérie Gaudreau, Le Soleil

(Québec) La Ville de Québec «aurait été un petit peu bête» de ne pas envoyer sa facture au gouvernement provincial pour essuyer le coût des manifestations étudiantes du printemps, estime le maire Régis Labeaume. La métropole a eu 15 millions\$, la capitale en demande un.

«S'ils n'avaient pas remboursé les frais de Montréal, peut-être qu'on ne l'aurait pas fait», a indiqué le maire de Québec mardi lors d'une mêlée de presse à l'issue d'une activité sur les coopératives à l'hôtel de ville.

«Mais à partir du moment où ils ont remboursé 15 millions\$ pour Montréal, on aurait eu l'air un petit peu bête de ne pas envoyer notre facture.»

Le nouveau ministre de la Sécurité publique, Stéphane Bergeron, devrait recevoir la demande par lettre d'ici la fin de la semaine, a indiqué en matinée l'attaché de presse du maire, Paul-Christian Nolin.

À la mi-septembre, le chef de police, Michel Desgagné, confiait au *Soleil* que le «printemps érable» avait coûté un million vingt-sept milles et des poussières, une somme attribuable principalement aux heures supplémentaires.

Le remboursement à Montréal est l'un des derniers décrets signés par le gouvernement Charest avant les élections. Paul-Christian Nolin a dit ne pas craindre que l'arrivée du Parti québécois à la tête de l'État ne vienne changer la donne.

Avec Jean-François Néron



Le Soleil, Erick Labbé

À la mi-septembre, le chef de police de Québec, Michel Desgagné, estimait que le «printemps érable» avait coûté un million vingt-sept milles et des poussières, une somme attribuable principalement aux heures supplémentaires.

Violence décriée

Le grabuge n'est pas tolérable, croient les partis politiques. « Ils peuvent manifester, bien sûr, mais tout geste de violence dans des manifestations, le grabuge, c'est totalement inacceptable », a déploré Jean-François Del Torchio, porte-parole de la Coalition avenir Québec, la deuxième opposition à l'Assemblée nationale.

« La hausse des frais a été abolie. Je ne comprends pas. Ça n'a pas sa place », conclut-il.

Militants et élus de Québec solidaire ont pris part au début de la marche puisque le parti prône la gratuité scolaire. Le parti déplore néanmoins le grabuge.

« C'était très calme et pacifique quand on était là », souligne David Dubois, attaché de presse de la députée de Gouin Françoise David. « On encourage les gens à manifester pacifiquement. C'est sûr que tous les gestes de violence, c'est bien loin de notre philosophie », lance-t-il.

Le gouvernement de Pauline Marois s'est pour sa part refusé à tout commentaire sur la manifestation.

Il tiendra un sommet sur l'éducation postsecondaire au courant des semaines à venir. Les différentes options seront alors mises sur la table.

D'où l'importance de maintenir la pression sur le gouvernement, croit Camille Robert, coporte-parole de la CLASSE.

Celle-ci est d'avis que « le mouvement doit continuer de se mobiliser », bien que l'annulation de la hausse des frais de scolarité constitue « une victoire historique ».

« La gratuité scolaire est un projet de société qui est tout à fait réalisable dans les circonstances présentes au Québec. C'est une question de volonté politique, point à la ligne », assure-t-elle.

Et ça continue (photos Joel Lemay, QMI)



Des manifestants s'en sont pris à une voiture de police garée, entre autres à l'aide d'un bâton pendant la manifestation.



Les policiers du Service de police de la Ville de Montréal ont procédé à deux arrestations pour attroupement illégal en vertu d'un règlement municipal.



De nombreux manifestants portaient masques, foulards ou cagoules pour cacher leur identité.

Sarah Bélisle

Voitures de police qu'on tente de vandaliser, un policier blessé, deux arrestations. L'abolition de la hausse de frais de scolarité n'a pas su convaincre les manifestants de rester chez eux hier.

Le nouveau gouvernement péquiste s'est empressé d'annuler la hausse des frais de scolarité et d'abroger la loi 12 sur les manifestations aussitôt élu.

Toutefois, plusieurs n'ont pas renoncé à la tradition de tenir une manifestation tous les 22 de chaque mois pour autant.

À l'invitation de la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), ils étaient plusieurs centaines de personnes à défiler dans les rues hier après-midi pour revendiquer plus que l'annulation de la hausse : la gratuité scolaire au Québec.

La marche s'est déroulée dans l'ensemble de façon pacifique. Malgré tout, certains manifestants en ont profité pour faire du grabuge.

Manif illégale

Ainsi, les manifestants marchaient sur la rue Sherbrooke en direction ouest aux environs de 16 h, lorsque des projectiles ont alors été lancés par des manifestants. Ceux-ci visaient les policiers chargés de protéger l'édifice de Loto-Québec, selon le Service de police de Montréal (SPVM).

Un policier a été blessé légèrement au genou.

La manifestation a été déclarée illégale en vertu du règlement municipal dans les minutes qui ont suivi.

Ce règlement adopté le printemps dernier par la Ville de Montréal décrète que les organisateurs d'une manifestation ont l'obligation de remettre leur itinéraire aux policiers avant même que l'événement ne débute.

La foule a été dispersée par des manœuvres policières.

Au terme de la manifestation, les agents ont procédé à deux arrestations. Deux hommes de 20 et 24 ans ont été interpellés parce qu'ils étaient des « éléments perturbateurs », explique Simon Delorme, porte-parole du SPVM.

Tous deux ont été relâchés un peu plus tard avec un constat d'infraction de 500 \$ plus les frais pour attroupement illégal entre les mains.

Faute du Black bloc ?

Masqués et vêtus de noir, des individus associés au Black Bloc s'étaient joints aux manifestants. Du côté du SPVM, il est impossible de dire si le grabuge leur est attribuable, mais ce n'est pas exclu non plus.

Le service de police ne s'avance pas non plus sur un chiffre quant au nombre de membres de ce mouvement qui se sont invités à la manifestation d'hier.

N'empêche, « il y avait un petit groupe et si vous étiez là, vous savez qu'ils étaient bien visibles dans la manifestation », souligne M. Delorme.

[Afficher 1-79 de 550 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 8 commentaires \(Québec\)](#)

Gougoune 1 commentaire masqué

Les bébés gâtés ont eu l'annulation de la hausse des frais de scolarité, juste à temps pour aller s'acheter le nouveau I-Phone à \$300 ou + !

La misère des riches !

[09/23/2012 12:34 PM](#)

Kwadneuf 1 commentaire masqué

Au lieu de traîner dans les rues, allez travailler pour payer vos frais de scolarité! Parasites!

[09/23/2012 09:56 AM](#)

Guy7500 1 commentaire masqué

DES BS!!!!!!

[09/23/2012 09:19 AM](#)

machiniste 1 commentaire masqué

SALUT khadir et francoise david reprennent du boulot désobéissance civil et dire que le monde vote pour cela elle a 64ans

[09/23/2012 08:23 AM](#)

lili49 1 commentaire masqué

les gens en ont tellement marre.....que s'ils continuent, tout ce que la CLASSE risque d'obtenir c'est un recul...et là ça risque de faire mal...et je me demande là...Jeanne Reynolds et Camille Robert, ça leur tente pas des fois de terminer leurs études et d'avancer dans la vie au lieu d'avoir pour seul objectif de faire suer le peuple...

[09/23/2012 08:18 AM](#)

mafioso4 2 commentaires masqués
Bon Khadir reprend le boulo!

[09/23/2012 08:18 AM](#)

Guy7500 1 commentaire masqué

Tu parles de sa fille?

[09/23/2012 04:40 PM](#)

papa5030 1 commentaire masqué

Les dictateurs sont de retour.

[09/23/2012 06:15 AM](#)

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Manifestation paisible à Québec : Quelques dizaines de marcheurs dans la Vieille Capitale pour revendiquer la gratuité scolaire - Publié le: samedi 22 septembre 2012, 22H43 | Mise à jour: samedi 22 septembre 2012, 22H43

VIDÉO : Manifestation étudiante du 22 septembre à Québec, 22 septembre 2012, Journal de Québec

Jean-Nicolas Blanchet

Une cinquantaine de manifestants ont marché durant près de deux heures dans les rues du centre-ville pour réclamer la solidarité citoyenne sur la question de la gratuité scolaire.

De 14 h à 16 h, les manifestants ont circulé dans l'ordre, sous une faible présence policière. Le trajet avait été remis aux forces de l'ordre avant le début de la marche.

Malgré un court « sit-in » à l'intersection de l'avenue Honoré-Mercier et de la rue Saint-Jean, les manifestants n'ont pratiquement pas nui à la circulation.

Escortés par quelques autopatrouilles, ils ont plutôt animé les rues brièvement, attirant plus d'appuis que de plaintes de la part des citoyens, qui semblaient toutefois curieux de les revoir après quelque temps d'absence.

Un millier à Montréal

À Montréal, environ un millier de personnes ont répondu à l'appel de la CLASSE en participant à la traditionnelle manifestation du 22e jour du mois.

Bien que la hausse des droits de scolarité ait été annulée et la loi 12 abrogée par le nouveau gouvernement de Pauline Marois, les ardeurs de certains manifestants n'ont de toute évidence pas été refroidies.

« J'ai trois enfants qui veulent aller à l'école et c'est beaucoup trop cher l'université, a déclaré Lisa, une mère de famille qui manifestait en compagnie de ses enfants. Tout le monde devrait pouvoir y aller », a-t-elle poursuivi.

Pour plusieurs, cette manifestation, organisée par la CLASSE, visait aussi à souligner la récente victoire du mouvement étudiant.

« D'un côté, on est là pour célébrer, et de l'autre, parce qu'on croit à la gratuité scolaire », a indiqué Antoine, un étudiant de l'Université de Montréal (UdeM).

Puisque les organisateurs n'ont pas remis leur itinéraire aux policiers, la marche a rapidement été déclarée illégale.

Deux arrestations

Une vingtaine de manifestants masqués et vêtus de noir prenaient part à la marche dans la métropole. Deux arrestations ont eu lieu.

Avant que la manifestation commence, vers 13 h 30, les coporte-parole de la CLASSE, Camille Robert, Jeanne Reynolds et Jérémie Bédard-Wien, ont tenu à souligner la « victoire historique » des étudiants.

« Le mouvement doit continuer de se mobiliser », croit néanmoins Camille Robert, qui a réaffirmé la volonté de son association de mettre de l'avant la question de la gratuité scolaire en vue du sommet qu'organisera le gouvernement sur l'éducation postsecondaire.

— Avec la collaboration de l'Agence QMI

Afficher 6 commentaires (Québec)

SuiSaBoutE 1 commentaire masqué

Calvaire y faut qui soit combien pour que vous en parliez plus genre 7 personnes ds la Rue ??? .. Spa Une Nouvelle mais plutot une Farce !!!

[09/23/2012 02:16 PM](#)

Nicole43 1 commentaire masqué

Faudrait surtout pas leur donner trop d'importance; ils ne demandent que ça pour continuer leurs demandes farfelues.

Il y a quelque temps, plus de 5000 personnes étaient présentes pour une marche de 24 heures au profit des recherches pour le cancer; aucun média de Québec en a parlé.

[09/23/2012 01:13 PM](#)

centerfield8 1 commentaire masqué

peut-être un fond de pension basé sur le nombre d'année à manifester, oups étudiant...

[09/23/2012 10:40 AM](#)

mabbuu 1 commentaire masqué

50 personnes ! C'est pas une nouvelles ca !

[09/23/2012 06:36 AM](#)

OEILDELOUP 1 commentaire masqué

ON VEUT LA GRATUITÉ POUR COMMENCÉ

Puis après , un salaire pour étudier

[09/23/2012 12:26 AM](#)

monaco1 1 commentaire masqué

Ne pas oubliez votre fond de retraite les étudiants....

[09/23/2012 12:19 AM](#)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Montréal : ils ont marché pour la gratuité scolaire - Mise à jour le samedi 22 septembre 2012 à 21 h 25 HAE

Radio-Canada avec La Presse Canadienne

Des centaines de personnes ont manifesté samedi après-midi dans les rues de Montréal. Ils voulaient souligner les victoires du mouvement étudiant mais aussi poursuivre la lutte pour la gratuité scolaire.

Après s'être rassemblés au parc Lafontaine, les manifestants ont descendu la rue Berri et se sont dirigés vers l'ouest du centre-ville.

La manifestation a toutefois été déclarée illégale par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) puisque l'itinéraire de la marche n'avait pas été divulgué, comme l'exige le règlement municipal P-6.

Deux avis de dispersion ont été donnés à la foule aux environs de 16 h, après que des projectiles aient été lancés en direction des policiers. Deux manifestants ont été arrêtés.

Un policier a par ailleurs été blessé au genou, selon le SPVM, qui a annoncé sur le réseau Twitter vers 16 h 30 que la manifestation était terminée.

En réponse à un tweet du nouveau député péquiste et ancien président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) lui a demandé son avis sur l'intervention policière, ce à quoi il n'a pas répondu.



[Léo Bureau-Blouin @leoblouin 22 Sept 12](#)

En en juger par les centaines de commentaires reçus, nous aurons d'excellentes réflexions lors du sommet sur l'éducation. Merci! [#assnat](#)



[ASSÉ @ASSÉsolidarite](#)

[@leoblouin](#) Que penses-tu de l'intervention policière à la [#manifestations](#) du [#22septembre](#)? [#qqi](#) [#polqc](#) [#assnat](#)



Manifestation du 22 septembre, au centre-ville de Montréal

La CLASSE veut la gratuité scolaire

Malgré l'annulation cette semaine de la hausse des droits de scolarité par le nouveau gouvernement péquiste, la CLASSE a tenu à organiser samedi un rassemblement dans la métropole, comme à tous les 22 du mois depuis le printemps dernier.

L'organisation étudiante plaide en faveur de la gratuité scolaire, alors que le gouvernement Marois propose plutôt une indexation des droits de scolarité.

« Beaucoup de gens ignorent que la gratuité n'est pas un choix économique mais politique et que nous pourrions facilement la financer. »

Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la CLASSE

Selon la co-porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds, une étape a été franchie et il faut « célébrer la victoire », même si le combat se poursuit. Elle soutient que l'indexation entre dans une « logique marchande » similaire à celle d'une hausse des frais de scolarité, et qu'il s'agirait d'une mesure régressive. Il faut donc maintenir la pression sur les élus, insiste Mme Reynolds.

« Je crois à la gratuité scolaire, pas juste pour moi mais pour les générations à venir », a affirmé pour sa part une manifestante.

Léo Bureau-Blouin plaide pour l'indexation

De son côté, Léo Bureau-Blouin croit maintenant que l'indexation est « raisonnable et acceptable », alors qu'il défendait le gel des droits de scolarité lorsqu'il était président de la FECQ.

La députée de Gouin et co-chef de Québec solidaire, Françoise David, participait elle aussi à la manifestation. « [Cet événement] a pour but de rappeler que ce que veut la CLASSE, c'est aussi ce que veut Québec solidaire, et c'est la gratuité scolaire », a-t-elle rappelé.

Des représentants d'Option nationale, le parti de Jean-Martin Aussant qui demande lui aussi la gratuité scolaire à tous les niveaux, ont également participé à la marche.

QS veut une enquête publique

En marge de la marche, la co-porte-parole de Québec solidaire (QS), Françoise David, a exhorté le nouveau gouvernement péquiste à mettre sur pied une enquête publique sur le travail des policiers pendant les manifestations étudiantes du printemps dernier.

Il s'agit d'une nécessité démocratique, a-t-elle indiqué, soulignant que trop de manifestations ont connu des arrestations arbitraires.

QS joint s'associe ainsi au collectif de 131 enseignants qui ont signé une lettre publiée dans *Le Devoir*, le 19 septembre, réclamant une enquête indépendante. Ils s'interrogeaient notamment sur les arrestations de masse, les arrestations et détentions arbitraires, la présence possible d'agents provocateurs, etc.

La députée de Gouin a par ailleurs souligné l'ouverture « encourageante » du nouveau ministre de la Sécurité publique, Stéphane Bergeron. Au cours d'un point de presse, la semaine dernière, celui-ci a déclaré que si « les policiers, lors des événements du printemps dernier, ont agi avec tout le professionnalisme requis dans les circonstances (...), on a eu vent de quelques cas particuliers, alors il faudra voir quels gestes on posera pour aller au fond des choses dans ce dossier-là », ajoutant qu'il n'écartait rien.

Reste à savoir si le politicien passera de la parole aux actes, a précisé Françoise David.

En complément

- Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



- Vidéo - [Pour la gratuité](#)
[Les commentaires \(995\)](#)

LA PRESSE : Policiers et grève étudiante: QS demande une enquête publique - Publié le samedi 22 septembre 2012 à 16h56



Photo: EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

Un blessé au centre des congrès de Victoriaville lors de la manifestation contre le gouvernement Charest, à la tenue du congrès du Parti libéral, le 4 mai.

La Presse Canadienne, Montréal

Québec solidaire (QS) exhorte le nouveau gouvernement péquiste à mettre sur pied une enquête publique sur le travail des policiers pendant les manifestations étudiantes du printemps dernier.

La co-porte-parole du parti, Françoise David, a formulé cette requête alors qu'elle participait à la manifestation nationale pour la gratuité scolaire organisée par la CLASSE.

Il s'agit d'une nécessité démocratique, indique-t-elle.

QS joint sa voix à celle d'un collectif de 131 enseignants qui ont signé une lettre publiée dans le quotidien *Le Devoir*, le 19 septembre, réclamant une enquête indépendante. Ils s'interrogeaient notamment sur les arrestations de masse, les arrestations et détentions arbitraires, présence possible d'agents provocateurs, etc.

Mme David soutient que trop de manifestations ont connu des arrestations arbitraires.

La députée de Gouin souligne d'ailleurs l'ouverture « encourageante » manifestée par le nouveau ministre de la Sécurité publique, Stéphane Bergeron. Au cours d'un point de presse, la semaine dernière, M. Bergeron a déclaré que si « les policiers, lors des événements du printemps dernier, ont agi avec tout le professionnalisme requis dans les circonstances (...), on a eu vent de quelques cas particuliers, alors il faudra voir quels gestes on posera pour aller au fond des choses dans ce dossier-là », ajoutant qu'il n'écartait rien.

Reste à savoir si le politicien passera de la parole aux actes, ajoute Mme David.

24HEURES : Manifestation de la CLASSE : Un millier de personnes pour la gratuité scolaire – Samedi 22 septembre 2012, 16h50



Photo Joël Lemay / Agence QMI

La marche a rapidement été déclarée illégale

MONTRÉAL - Environ un millier de personnes ont répondu à l'appel de la CLASSE, samedi, en participant à la traditionnelle manifestation du 22e jour du mois, à Montréal, avec, pour principale revendication, la gratuité scolaire.

Bien que la hausse des droits de scolarité ait été annulée et la loi 12 abrogée par le nouveau gouvernement de Pauline Marois, les ardeurs de certains manifestants n'ont de, toute évidence, pas été refroidies.

«J'ai trois enfants qui veulent aller à l'école et c'est beaucoup trop cher l'université, a déclaré Lisa, une mère de famille qui manifestait en compagnie de ses enfants. Tout le monde devrait pouvoir y aller», a-t-elle poursuivi.

Pour plusieurs, cette manifestation, organisée par la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), visait aussi à souligner la récente victoire du mouvement étudiant.

«D'un côté, on est là pour célébrer et de l'autre, parce qu'on croit à la gratuité scolaire», a indiqué Antoine, un étudiant de l'Université de Montréal (UdeM). On a eu une victoire, mais ce n'est pas fini, il y a encore l'objectif de la gratuité», a souligné une autre étudiante de l'UdeM.

Manifestation illégale

Puisque les organisateurs n'ont pas remis leur itinéraire aux policiers, la marche a rapidement été déclarée illégale, en vertu du règlement municipal adopté le printemps dernier par la Ville de Montréal.

Une vingtaine de manifestants masqués et vêtus de noir prenaient part à la marche.

Malgré une animosité et une ambiance pour le moins électrique, la marche s'est majoritairement déroulée sans anicroche. Les choses se sont toutefois corsées aux environs de 16 h, lorsque des projectiles ont été lancés vers les policiers du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), blessant légèrement au genou l'un d'entre eux. La police a ensuite émis un avis de dispersion, suivi d'un deuxième.

Quelques instants plus tard, deux personnes ont été arrêtées pour attroupelement illégal. Un constat d'infraction leur a finalement été remis pour avoir enfreint un règlement municipal.

Une marche pour la gratuité scolaire

Avant que la manifestation ne commence, vers 13h30, les porte-parole de la CLASSE, Camille Robert, Jeanne Reynolds et Jérémie Bédard-Wien, ont tenu à souligner la « victoire historique » des étudiants.

«Le mouvement doit continuer de se mobiliser», croit néanmoins Camille Robert, qui a réaffirmé la volonté de son association de mettre de l'avant la question de la gratuité scolaire en vue du sommet qu'organisera le gouvernement sur l'éducation postsecondaire.

La députée de Gouin et porte-parole de Québec solidaire, Françoise David, a fait acte de présence. «Cette semaine, les étudiants et les gens de la population qui les ont appuyés ont plein de raisons de célébrer, a-t-elle remarqué. Il faut célébrer les victoires même si elles ne sont pas totales», a affirmé Mme David.

Québec Solidaire a profité de l'occasion pour réclamer auprès du gouvernement Marois «une enquête publique et indépendante sur l'ensemble du travail des policiers pendant les manifestations du printemps dernier».

LE DEVOIR : Des centaines de personnes manifestent à Montréal pour la gratuité scolaire – Samedi 22 septembre 2012, 16h13

<p>La Presse canadienne Malgré l'annulation de la hausse des droits de scolarité par le nouveau gouvernement péquiste, des étudiants ont encore une fois envahi les rues du centre-ville de Montréal, samedi.</p> <p>À l'appel de la CLASSE, des centaines de personnes ont manifesté en après-midi pour revendiquer la gratuité scolaire à l'université.</p> <p>La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a organisé des manifestations similaires à tous les 22 du mois depuis le printemps dernier.</p> <p>L'action de samedi se déroulait sous une forte présence policière.</p> <p>De son côté, le gouvernement de Pauline Marois propose plutôt une indexation des droits de scolarité au lieu de la gratuité scolaire.</p> <p>Selon la porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds, une étape a été franchie et il faut «célébrer la victoire», mais le combat se poursuit. Elle déclare que l'indexation entre dans la même «logique marchande» qu'une hausse des frais de scolarité, et qu'il s'agirait d'une mesure régressive. Il faut donc maintenir la pression sur les élus, conclut Mme Reynolds.</p> <p>De son côté, le nouveau député péquiste Léo Bureau-Blouin, ancien leader de la Fédération étudiante collégiale du Québec, a déclaré vendredi que l'indexation est «raisonnable et acceptable».</p> <p>La députée et cochef de Québec solidaire, Françoise David, a notamment participé à la manifestation. Sa formation appuie la gratuité scolaire.</p> <p>Vos réactions (11)</p> <p>Mariou Blais-Tremblay – Abonné, 22 septembre 2012 16 h 19 Des étudiants ? Petite précision: pas des étudiants, mais des citoyens dont certains sont des étudiants. (à</p>	<p>l'oeil, pas même la moitié) Il y avait beaucoup de solidaires, (Françoise David, Manon Massé, Alexandre Leduc et un paquet de militants..) et d'autres Option nationale. On comptait aussi "Profs contre la hausse" et d'autres groupes souverainistes.</p> <p>Jean-Philippe Bombay – Inscrit, 22 septembre 2012 17 h 27 Rappel</p> <p>Rappelons que les étudiants et étudiantes qui ont pratiqué la grève lors des six derniers mois subissent maintenant une session condensée. À moins d'une semaine de la fin de session, je n'ai pu me présenter à la manifestation et j'imagine que ce fut de même pour une bonne partie de la population étudiante.</p> <p>J'en profite aussi pour dire qu'il ne faut oublier que les années dix commencent à peine et que les derniers mois donne le pas à une décennie enflammée! Ce ne qu'un début, continuons le combat! Patrick Boulanger – Inscrit, 22 septembre 2012 18 h 07 Désolant! M. Bureau-Blouin est maintenant pour un dégel modéré des frais de scolarité universitaires! En tant que vire-capot, il est plutôt précoce! André Michaud – Inscrit, 23 septembre 2012 09 h 50 Le réalisme du pouvoir est différent du rêve dans les rues..</p> <p>Tout comme le parent qui réalise qu'il ne peut pas donner à un de ses enfants tout ce qu'il exige en enlever aux autres..</p> <p>Quand les autres payent déjà 80% , leur demander 100% est beaucoup trop..chacun doit faire sa part au lieu d'exiger que les autres payent à sa place, sinon nous aurons des enfants qui devien-</p>	<p>dront des adultes irresponsables attendant tout des autres..</p> <p>Yves Claudé – Inscrit, 22 septembre 2012 18 h 13 Une manifestation sans classe ... et sans étudiants ...!</p> <p>La manifestation rituelle de la CLASSE, du 22 septembre à Montréal, réduite à sa plus simple expression (moins de mille manifestants), a mis en évidence les effets d'une idéologie et d'une stratégies sectaires qui ont vidé le mouvement étudiant de ses forces vives : le milieu étudiant était à toutes fins pratiques absent d'une manifestation qui comprenait en fait surtout différentes sections paléo-politiques d'une extrême gauche folklorisée, à laquelle se joignait une section de jeunes gymnastes cagoulés professant une version infantile d'un improbable "anarchisme", se manifestant quand même dans des chorégraphies plus ou moins coordonnées avec celles des sportifs du SPVM (Service de Police de la Ville de Montréal).</p> <p>Il est regrettable que le groupe des "Profs contre la hausse" se soit prêté à cette mascarade. Il serait intéressant de savoir ce que pensent ces professeurs du pénible exposé du Manifeste de la CLASSE qui a précédé la manifestation, avec un appel à une grève générale illimitée qui n'a de tangible existence que dans l'imagination "révolutionnariste" de quelques délégués ou permanents de la CLASSE.</p> <p>Par ailleurs, cette gratuité scolaire revendiquée en pure perte par la CLASSE, n'est-elle pas la revendication d'un privilège quelque peu indécent, pour les issus et les futurs parvenus de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie ? S'il s'agit simplement de jouer à la révolution, pourquoi ne pas le faire, à moindre frais, dans le cyberspace, parmi d'autres jeux de société ?</p>
--	--	---

Yves Claudé
 Marc Blanchard – Inscrit, 22 septembre 2012 19 h 52
 Tout à fait!
 Patrick Boulanger – Inscrit, 22 septembre 2012 23 h 48
 Le milieu étudiant était à toutes fins pratiques absent de la manifestation?
 J'étais présent durant une bonne partie de la manifestation et je peux vous dire qu'il y avait beaucoup de jeunes (17-25 ans environ). Je ne sais pas si ces jeunes étaient en grande partie des «décrocheurs», mais je suis porté à croire qu'ils étaient nombreux, parmi eux, à être des étudiants. Pouvez-vous nous dire sur quoi vous vous basez pour affirmer cela?

En ce qui a trait au faible taux de participation à la manifestation, vous semblez oublier qu'il pleuvait aujourd'hui et que Mme Marois s'est prononcée publiquement depuis son élection pour l'abolition de la hausse des frais de scolarité universitaires annoncée par M. Charest. Je suis étonné qu'en tant que sociologue, vous n'avez pas tenu compte de cela dans votre commentaire.
 Cédric Rococo - Inscrit
 23 septembre 2012 09 h 06
 1. Quelle était la stratégie sectaire?
 2. En quoi est-elle nuisible?
 3. Pourquoi est-il regrettable que les profs se soient joints? (Vous énoncéz vos thèses sans vos arguments)
 4. Pourquoi la gratuité est-elle revendiquée, selon vous, en pure perte?

5. Pourquoi cela favorisait-il les bourgeois?
 6. Sur quoi vous basez-vous pour dire que la CLASSE "joue" les révolutionnaires?
 Belanger Louis – Inscrit, 22 septembre 2012 23 h 54
 Carré rouge?
 Bon Mme Marois, il est où votre carré rouge maintenant?
 Vos casseroles?
 Patrick Boulanger – Inscrit, 23 septembre 2012 10 h 42
 Vous êtes en retard M. Bélanger. Mme Marois ne porte plus le carré rouge depuis plusieurs mois!
 Belanger Louis – Inscrit, 23 septembre 2012 12 h 22
 Précisément! Elle n'aurait JAMAIS dû le porté.

LA PRESSE: Manif du 22: deux arrestations, un policier légèrement blessé - Publié le samedi 22 septembre 2012 à 11h44 | Mis à jour le samedi 22 septembre 2012 à 17h39

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse
 Malgré l'arrivée de l'automne, les rues de Montréal ont renoué avec leurs habitudes printanières, cet après-midi, alors qu'une manifestation étudiante était dispersée par les policiers.
 Deux manifestants ont été arrêtés.
 La manifestation organisée par la CLASSE avait débuté vers 14h30 au parc Lafontaine et a pris fin 90 minutes plus tard, au centre-ville.
 Selon le Service de police de la ville de Montréal (SPVM), des projectiles auraient été lancés sur les policiers qui protégeaient l'édifice Loto-Québec sur la rue Sherbrooke. «Un policier aurait été blessé à un genou après avoir reçu un projectile. Il a été blessé légèrement», a expliqué Daniel Lacoursière, porte-parole policier.
 Après la diffusion d'avis, «les manifestants ont été dispersés», a continué l'agent Lacoursière.

Les étudiants n'ont pas la même version de l'histoire.
 «Ça faisait au moins 20 minutes qu'on avait dépassé Loto-Québec lorsqu'une file d'antiémeutes a traversé la foule», a relaté Jeanne Reynolds, l'une des porte-parole de la CLASSE. «On ne comprend pas.»
 L'organisation étudiante dénonce aussi les moyens employés par le SPVM pour disperser les participants.
 «C'était presque dangereux. Il y avait des enfants, des bébés. Ce n'est pas très sécuritaire que les gens partent en courant, en peur», a dénoncé Mme Reynolds.
Gratuité scolaire
 Après avoir marché pendant six mois contre la hausse des frais de scolarité, certains manifestants étudiants ont dû maintenant modifier pancartes et slogans.
 Prenant acte de l'annulation de la hausse des frais de scolarité par le gouvernement péquiste de Pauline Marois, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) met maintenant le cap sur la gratuité scolaire.
 «Ce n'est pas une position qui est aussi marginale qu'on le croit», a assuré Camille Robert, porte-parole de l'association étudiante. «La gratuité scolaire est un projet de société qui est tout à fait réalisable [...] C'est une question de volonté politique, point à la ligne.»
 Le gouvernement péquiste de Pauline Marois a confirmé cette semaine qu'il annulera la hausse des droits de scolarité décidée par le gouverne-

ment Charest. Les bonifications à l'aide financière proposées par ce dernier seront aussi reconduites pour au moins un an.
 Entretemps, le gouvernement devrait réunir tous les acteurs du domaine de l'éducation postsecondaire afin de discuter du financement des universités. Le Parti québécois a déjà annoncé qu'il défendrait l'idée de frais de scolarité indexés à l'augmentation du coût de la vie. Hier, le nouveau député Léo Bureau-Blouin a qualifié cette solution de «raisonnable» et d'«acceptable».
 La soudaine conversion de l'ancien leader étudiant n'a pas surpris Camille Robert.
 «On ne se fie pas à Léo Bureau-Blouin pour établir nos positions et ce qui est raisonnable pour nous. Du côté de la CLASSE, de la FECQ et de la FEUQ, ce n'est pas qu'il y ait une indexation, ce qu'on souhaite, c'est un gel ferme», a-t-elle fait valoir.



Photo: Robert Skinner, archives La Presse
 Des manifestants s'opposant à la hausse des droits de scolarité lors de la marche du 22 juillet dernier.

TVANOUVELLES: Manifestation de la CLASSE: Un millier de personnes marchent pour la gratuité scolaire - Première publication samedi 22 septembre 2012 à 09h35 - Mise à jour: samedi 22 septembre 2012 à 23h47



Agence QMI

Environ un millier de personnes ont répondu à l'appel de la CLASSE, samedi, en participant à la traditionnelle manifestation du 22e jour du mois, à Montréal, avec, pour principale revendication, la gratuité scolaire.
 Bien que la hausse des droits de scolarité ait été annulée et la loi 12 abrogée par le nouveau gouvernement de Pauline Marois, les ardeurs de certains manifestants n'ont de toute évidence, pas été refroidies.



(Joël Lemay, Agence QMI)

«J'ai trois enfants qui veulent aller à l'école et c'est beaucoup trop cher l'université, a déclaré Lisa, une mère de famille qui manifestait en compagnie de ses enfants. Tout le monde devrait pouvoir y aller», a-t-elle poursuivi.



(Joël Lemay, Agence QMI)

Malgré une animosité et une ambiance pour le moins électrique, la marche s'est majoritairement déroulée sans anicroche. Les choses se sont toutefois corsées aux environs de 16h, lorsque des projectiles ont été lancés vers les policiers du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), blessant légèrement au genou l'un d'entre eux. La police a ensuite émis un avis de dispersion, suivi d'un deuxième.

Quelques instants plus tard, deux personnes ont été arrêtées pour attroupement illégal. Un constat d'infraction leur a finalement été remis pour avoir enfreint un règlement municipal.



(Joël Lemay, Agence QMI)

Pour plusieurs, cette manifestation, organisée par la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), visait aussi à souligner la récente victoire du mouvement étudiant.



(Joël Lemay, Agence QMI)

Une marche pour la gratuité scolaire

Avant que la manifestation ne commence, vers 13h30, les coporte-parole de la CLASSE, Camille Robert, Jeanne Reynolds et Jérémie Bédard-Wien, ont tenu à souligner la «victoire historique» des étudiants.

«Le mouvement doit continuer de se mobiliser», croit néanmoins Camille Robert, qui a réaffirmé la volonté de son association de mettre de l'avant la question de la gratuité scolaire en vue du sommet qu'organiserait le gouvernement sur l'éducation postsecondaire.

La députée de Gouin et porte-parole de Québec solidaire, Françoise David, a fait acte de présence. «Cette semaine, les étudiants et les gens de la population qui les ont appuyés ont toutes les raisons de célébrer. Il faut célébrer les victoires même si elles ne sont pas totales», a affirmé Mme David.

Québec Solidaire a profité de l'occasion pour réclamer auprès du gouvernement Marois «une enquête publique et indépendante sur l'ensemble du travail des policiers pendant les manifestations du printemps dernier».

À Québec, une cinquantaine de manifestants ont marché durant près de deux heures, samedi après-midi, dans les rues du centre-ville pour réclamer la solidarité citoyenne sur la question de la gratuité scolaire. De 14h à 16h, les manifestants ont circulé dans l'ordre, sous une faible présence policière. Le trajet avait été remis aux forces de l'ordre avant le début de la marche.



(Joël Lemay, Agence QMI)

«D'un côté, on est là pour célébrer et de l'autre, parce qu'on croit à la gratuité scolaire», a indiqué Antoine, un étudiant de l'Université de Montréal (UdeM). «On a eu une victoire, mais ce n'est pas fini, il y a encore l'objectif de la gratuité», a souligné une autre étudiante de l'UdeM.

Manifestation illégale

Puisque les organisateurs n'ont pas remis leur itinéraire aux policiers, la marche a rapidement été déclarée illégale, en vertu du règlement municipal adopté le printemps dernier par la Ville de Montréal.

Une vingtaine de manifestants masqués et vêtus de noir prenaient part à la marche.



(Joël Lemay, Agence QMI)



(Joël Lemay, Agence QMI)

LE SOLEIL : Conflit étudiant: deux caporaux sanctionnés pour propos haineux - Publié le samedi 22 septembre 2012 à 05h00



Photo Carl Laprise

Dominique Laliberté a été atteinte au visage lors d'une manifestation à Victoriaville, alors qu'elle et son ami Pierre Léveillé s'éloignaient du garage. Fachowatch.com rapportait que des propos haineux avaient été dirigés directement à son endroit sur les médias sociaux.

Jean-François Néron, Le Soleil (Québec) Kevin Bernard et Maxime Latulippe, deux caporaux du 5e Groupe brigade mécanisé du Canada (GBMC), ont été mis à l'amende pour les propos haineux qu'ils ont tenus sur Internet au printemps pendant le conflit étudiant.

Le caporal Bernard a reçu sa sentence disciplinaire, vendredi matin, à la base militaire de Valcartier. Il devra verser 1000 \$ pour ce qu'il a écrit sur Facebook. Il est l'auteur de la phrase suivante: «Est chanceuse, c juste

une dent attendre que larmer débarque aik nos 12 a balle de rubber vs allez vous calmer les nerfs jpense [sic].»

Le militaire faisait référence à Dominique Laliberté, une étudiante de l'Université Laval blessée lors d'une manifestation tenue à Victoriaville en mai pendant un congrès du Parti libéral. La dame a subi une multiple fracture à la mâchoire et a perdu plusieurs dents après avoir été atteinte par un objet.

Lundi, un autre soldat, le caporal Maxime Latulippe, a aussi été condamné à verser un montant de 1000 \$ «pour avoir publié dans Internet des commentaires tendant à jeter le discrédit sur les Forces canadiennes», disait l'acte d'accusation, le même que son collègue. Les deux hommes auront aussi une tache à leur dossier, ce qui pourrait «ralentir» leur cheminement de carrière dans l'armée.

Un troisième militaire devrait subir son procès d'ici les Fêtes, explique la capitaine Julie Brouillette, officière des affaires publiques du 5e GBMC. Un complément d'enquête a été demandé dans le dossier d'un quatrième soldat soupçonné d'avoir tenu des propos haineux. Aucune accusation le concernant n'a encore été déposée.

Des commentaires d'autres militaires avaient été publiés sur le réseau social. Par exemple, on y trouvait: «Ouais manifester a Aushwitz, dans les petite chambre spéciale bande de connard, on va les réouvrir juste pour vous! [sic].» Ou encore: «Only the strong survive, les petits communistes trop fifi, vous manifestez, bin assumez. Il faudrait un système national-socialiste [pour envoyer] au camp de concentration les faibles [sic].» On ne sait pas si les prochaines accusations concernent les auteurs de ces lignes.

LE DEVOIR : Le 22 retourne à la CLASSE : La manifestation mensuelle se déroulera dans un contexte métamorphosé - Samedi 22 septembre 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Des mois de manifestations d'une ampleur rare, d'affrontements souvent houleux, de casseroles et de slogans bruyants. Mais là où les manifestations du 22 de chaque mois ont rythmé le conflit étudiant depuis mars, celle de samedi se déroulera dans un contexte métamorphosé.

Guillaume Bourgault-Côté C'est la fin d'un cycle qui aura profondément marqué le Québec. Des mois de manifestations d'une ampleur rare, d'affrontements souvent houleux, de casseroles et de slogans bruyants. Mais là où les manifestations du 22

de chaque mois ont rythmé le conflit étudiant depuis mars, celle de samedi se déroulera dans un contexte métamorphosé. Sans hausse des droits de scolarité à bloquer. Sans loi spéciale à dénoncer. Et sans front commun étudiant, la CLASSE étant désormais seule à monter au front.

Ainsi, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) n'y sera pas, non plus que la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). « C'est la première fois qu'on ne participe pas, souligne la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. Pour nous, la victoire a été obtenue totalement cette semaine avec les décrets annulant la hausse des frais et la loi 12 [pour ses dispositions restreignant le droit de manifester]. C'est exactement ce pour quoi on se battait depuis un an. »

Selon Mme Desjardins, le temps n'est plus à la « confrontation, mais davantage à la discussion, à la collaboration, aux débats ». « On change l'orientation et on se prépare pour le sommet sur l'éducation postsecondaire [promis et annoncé par le gouvernement Marois], dit la présidente. Et si jamais on a à retourner manifester ou en grève, ce sera dans un autre contexte. » Pas question, donc, de célébrer la « victoire » de cette semaine.

C'est par conséquent en l'absence de deux alliés temporaires importants que la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) retourne dans la rue samedi. Puisqu'elle sera seule à mener le bal, elle le fera à sa manière : sur le thème d'« en route vers la gratuité ». Un slogan qui met l'accent sur le fossé idéologique séparant la FEUQ et la CLASSE, et qui révèle en filigrane que cette manif du 22 septembre marquera la fin du front commun étudiant né ce printemps.

« Je ne crois pas que nous serons seuls, nuance toutefois la co-porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds. Beaucoup de professeurs sont avec nous depuis le début, et ça a toujours été dans la perspective d'améliorer le sort de l'éducation au Québec. Une réflexion est en marche

pour savoir comment améliorer l'éducation et la rendre accessible, sans discrimination. Et pour plusieurs, la réponse à ses questions est la gratuité scolaire. »

Mme Reynolds estime donc que cette manifestation du 22 sera une « sorte de célébration, une façon de dire merci aux militants qui se sont levés ce printemps, qui ont été combatifs et ont maintenu la pression sur le gouvernement. On a récolté cette semaine les fruits d'un travail ardu. Maintenant, il faut continuer si on veut obtenir d'autres gains sociaux ».

Le texte officiel annonçant la manifestation de samedi affirme que « si le gouvernement [a cédé], c'est que notre poids politique n'a jamais été aussi important. Ce poids, nous devons l'utiliser. La lutte contre la hausse des frais n'est qu'un premier pas vers un véritable projet politique : la gratuité scolaire, qui n'est elle-même qu'un pas vers une société plus égalitaire, solidaire et juste ».

En somme : la CLASSE « se réjouit, mais ne baisse pas la garde », dit Jeanne Reynolds. « Il y a le sommet sur l'éducation qui s'en vient. Le Parti québécois semble vouloir y défendre l'indexation des frais [Pauline Marois a rejeté en campagne l'option de la gratuité]. Pour nous, c'est une mesure aussi régressive qu'une hausse. C'est la même logique marchande. Alors on maintient la pression. »

Changement de ton?

Mais le ton et la manière de revendiquer doivent-ils changer après le résultat de l'élection et les décrets de cette semaine ? Jeanne Reynolds répond que la question sera débattue lors du prochain congrès de la CLASSE, fin septembre. « On aura une réflexion sur la stratégie à adopter, c'est certain. Mais on sait déjà qu'il faut maintenir la pression pour que le gouvernement sache qu'on ne souhaite pas l'indexation, répète-t-elle. Les gens nous trouvent ambitieux de parler de gratuité, mais c'est aussi notre

Vos réactions (4)

Georges Paquet - Abonné, 22 septembre 2012 07 h 53

Mais la hausse n'est pas annulée...

elle n'est que suspendue et remise à demain. Ou bien, on ne comprend pas ce que veut dire indexation.

Sébastien Paquin - Inscrit, 22 septembre 2012 13 h 24

En effet. Quand l'indexation sera vaincue, nous pourrons nous attaquer à la prochaine cause.

Un salaire pour les étudiants avec temps supplémentaire pour les travaux, primes de départ pour ceux qui changent de programme et enfin une pension après les études en attendant de

trouver un emploi (Si on n'a pas déjà atteint l'âge de la retraite).

Georges Paquet - Abonné, 22 septembre 2012 07 h 57

Et le carré rouge...

que porte fièrement Les leaders de la FEUQ et de la FECQ ne serait-il plus le symbole de la lutte étudiante? Est-ce que le PQ aurait réussi à fragmenter le mouvement étudiant, au point où ne retrouvera plus la CLASSE qui menait le bal et les autres qui suivaient le rythme?

André Michaud - Inscrit, 22 septembre 2012 09 h 46

Avec Mme Marois, Le vent dans les voiles

L'élection du PQ et le support dans les manifs de Mme Marois donne du vent dans les voiles de la

rôle de faire connaître et de défendre cette position. » Dont acte, dès samedi.

Reste que cette manifestation marque vraiment un changement de paradigme. Dans le message, d'une part, mais aussi dans le groupe de messages. Et Martine Desjardins juge que c'est une bonne chose. « On était alliés dans le contexte d'une négociation, on avait une revendication commune qui était l'annulation de la hausse. C'est ce qui a facilité le front commun. Mais c'est sain qu'on retourne à la normale, que chacun recommence à défendre ses idées et ses positions. La CLASSE veut proposer la gratuité. Or, nous n'avons pas cette proposition. » Alors chacun militera de son côté, selon ses orientations.

Dans ce contexte, il sera intéressant de voir si la CLASSE pourra survivre au conflit du printemps. La coalition rassemblait temporairement autour de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) un total de 67 associations étudiantes représentant un peu plus de 100 000 étudiants (au dernier décompte effectué il y a un mois). Le regroupement a été formé « afin de lutter contre la hausse des frais de scolarité et de coordonner la grève générale illimitée », indique le site Web de la CLASSE. La hausse annulée et la grève terminée, l'existence même de la CLASSE est en jeu, reconnaît Jeanne Reynolds.

« Plusieurs des associations membres de la CLASSE ont des positions en faveur de la gratuité, comme l'ASSE, dit-elle. Mais c'est une coalition de grève, et on devra aborder la question de l'avenir de la CLASSE lors du congrès [28-29 septembre]. Est-ce qu'on continue jusqu'au sommet avec cette structure, est-ce qu'on la dissout, c'est à voir. » On saura alors si la manifestation de samedi aura été un chant du cygne, ou simplement le début d'autre chose.

Classe qui sait qu'elle peut continuer sa lutte non seulement contre toute hausse mais pour la gratuité totale ...car selon la Classe les citoyens devraient payer 100% des études des étudiants, 80% n'étant pas suffisant(sic).

Faisons payer les autres, voilà leur slogan.

Seul l'élection des libéraux aurait mis fin aux manifs étudiantes et clos le dossier qui maintenant est réouvert et coutera énormément en temps et en argent..

Même si la majorité des étudiants ne veut plus du boycott qui leur a fait perdre beaucoup de temps et d'argent, il suffit de quelques milliers d'étudiants pour repartir la foire..

LE SOLEIL : Altercation à l'hôtel de ville de Québec: pas d'accusation - Publié le vendredi 21 septembre 2012 à 05h00 | Mis à jour le vendredi 21 septembre 2012 à 08h51



Photo tirée d'une vidéo de RDI

La bousculade entre un citoyen et Louis Côté, le chef de cabinet de Régis Labeaume, est survenue le 19 juin dernier.

François Bourque, Le Soleil

(Québec) Le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) met de côté les accusations contre le citoyen et le chef de cabinet du maire Labeaume impliqués dans une bousculade à l'hôtel de ville de Québec en juin dernier.

La preuve disponible, notamment les images de télévision tournées lors de la séance agitée du 19 juin, aurait normalement entraîné des accusations contre MM. David Gagnon et Louis Côté, rapporte Me René Verret du DPCP.

La Couronne a cependant choisi de ne pas poursuivre et d'appliquer le Programme de traitement non judiciaire, qui vise des infractions de moindre gravité.

Si le citoyen Gagnon et M. Côté démontrent un « bon comportement » pendant les cinq prochaines années, les accusations seront définitivement abandonnées et il n'y aura pas de dossier judiciaire, explique Me Verret.

Un «anarchiste»

M. Gagnon, un professeur de littérature qui se décrit comme un «anarchiste», était accusé de voies de fait ayant causé des lésions. Il lui était reproché d'avoir fait tomber le conseiller municipal Steeve Verret.

M. Gagnon devait se présenter au tribunal la semaine dernière, mais a été informé la veille au soir de l'abandon des procédures. Quant à M. Côté, les images de télévision l'avaient montré alors qu'il repoussait de la main M. Gagnon, craignant que celui-ci s'en prenne au maire Labeaume.

M. Gagnon avait le soir même porté plainte contre celui qu'il avait alors décrit comme «le monsieur à la chemise blanche».

Ces incidents sont survenus au sortir d'une assemblée extraordinaire du conseil municipal où l'administration Labeaume a adopté un nouveau règlement sur les manifestations.

Une cinquantaine de manifestants avaient fait irruption peu après dans l'hôtel de ville. Cet incident fut un des éléments qui a nourri la réflexion des dernières semaines sur l'opportunité d'accroître la sécurité à l'hôtel de ville.

Pas de pressions politiques

La mise de côté des accusations n'est pas le résultat de pressions politiques mais bien de l'application du Programme de traitement non judiciaire créé en 2006.

La gravité du geste commis, le degré de préméditation et le niveau de collaboration des personnes impliquées sont alors pris en compte.

Le DPCP évalue aussi les «circonstances particulières», les conséquences de l'infraction et s'il est nécessaire de porter des accusations à des fins de dissuasion.

Dans ce cas-ci, l'apaisement du conflit étudiant et l'amélioration du climat social ont joué dans la décision de ne pas aller plus loin, rapporte Me Verret.

Sont exclues du Programme les infractions reliées à la violence conjugale et familiale, au jeu et à la prostitution, à la conduite automobile et au crime organisé.

Les personnes qui ont des antécédents «pertinents» en sont aussi exclues.

LE DROIT : Une défense commune pour les manifestants [du Lac des Fées] mis à l'amende? - Publié le jeudi 20 septembre 2012 à 09h33



Simon Séguin-Bertrand, Archives LeDroit

Un groupe Facebook tente actuellement «de rejoindre toutes les personnes arrêtées le 18 avril dernier afin de coordonner une défense aux contraventions annoncées en vertu de l'article 500.1 du Code de la sécurité routière».

Justine Mercier, Le Droit

Les manifestants arrêtés sur la promenade du Lac-des-Fées le 18 avril dernier, lors des manifestations étudiantes, s'organisent pour contester les contraventions émises en vertu du Code la sécurité routière (CSR), qui leur sont livrées ces jours-ci.

L'activiste Bill Clennett fait partie des gens ayant reçu par la poste, cette semaine, des avis d'infraction au CSR. Un groupe Facebook tente actuellement «de rejoindre toutes les personnes arrêtées afin de coordonner une défense aux contraventions annoncées en vertu de l'article 500.1 du Code de la sécurité routière».

L'article dont il est question stipule que «nul ne peut, au cours d'une action concertée destinée à entraver de quelque manière la circulation des véhicules routiers sur un chemin public, en occuper la chaussée, l'accotement [...] de manière à entraver la circulation des véhicules routiers sur ce chemin ou l'accès à un tel chemin».

Selon les internautes affirmant avoir reçu un constat d'infraction en vertu de cet article, l'amende peut atteindre 494\$.

Cinq mois après les événements, Bill Clennett ne digère toujours pas l'intervention des policiers auprès de quelque 160 manifestants qui étaient présents sur la promenade du Lac-des-Fées. «C'est à la fois extraordinaire et préoccupant de voir qu'on veut se servir de plus en plus du Code de la sécurité routière pour, en quelque sorte, contrôler les gens qui voudraient exprimer leur dissidence avec le gouvernement, souligne-t-il. C'est très préoccupant.»

Selon M.Clennett, une réunion doit être organisée prochainement pour que les personnes ayant reçu un tel constat d'infraction évaluent les possibilités de présenter une défense commune.

LA PRESSE : Manifestations: Concordia abandonne ses plaintes - Publié le mercredi 19 septembre 2012 à 09h57



Photo Patrick Sanfaçon, archives La Presse

Des étudiants de Concordia lors d'une manifestation au printemps dernier. Janie Gosselin, La Presse

L'Université Concordia a retiré ses plaintes contre 26 étudiants, accusés d'avoir violé les règlements de l'établissement pendant les manifestations étudiantes. Dans un communiqué publié sur le site de l'université, le recteur et vice-chancelier Alan Shepard a indiqué que la décision a été prise après consultation avec des étudiants et des employés.

«Comme président de l'université, je crois qu'il est temps que notre communauté tourne la page et se concentre sur notre avenir commun», écrit M. Shepard en anglais.

Depuis la fin du mois de mars, l'Université a porté plainte contre des étudiants en vertu de son Code des droits et obligations, notamment dans les cas d'entrave de l'accès aux cours et aux installations universitaires. Les sanctions prévues pouvaient aller jusqu'à l'expulsion de l'université.

LA PRESSE : 1714 arrestations en quatre mois à Montréal - Publié le mercredi 19 septembre 2012 à 08h19



Photo Patrick Sanfaçon, La Presse

Une des nombreuses interventions du SPVM au centre-ville de Montréal durant le conflit étudiant.

Pierre-André Normandin, La Presse

On a procédé à pas moins de 1714 arrestations dans la métropole au printemps durant le conflit étudiant, révèle un bilan du Service de police

de la Ville de Montréal (SPVM). En quatre mois, les policiers ont eu à intervenir dans 509 manifestations, soit plus de quatre par jour.

La direction du SPVM a récemment fait parvenir aux élus un rapport dressant un bilan du conflit étudiant ayant secoué la métropole le printemps dernier. On y explique que le corps policier a dû agir dans une «situation exceptionnelle qui se distingue surtout par le niveau exercé de résistance et de violence de la part de certains manifestants à l'égard des policiers et des institutions».

Les policiers n'ont pas simplement distribué des amendes aux manifestants arrêtés: un sur cinq a été arrêté en vertu du Code criminel. Ainsi, 329 personnes doivent aujourd'hui répondre à des accusations criminelles, principalement d'agressions armées sur des policiers, de voies de fait sur des policiers, de non-respect des conditions et de méfaits. La majorité (80%) des manifestants arrêtés a toutefois simplement été arrêtée pour avoir contrevenu à un règlement municipal ou au Code de la sécurité routière.

Le plus récent rapport sur le conflit étudiant ne précise pas le nombre de blessés. Un précédent état sur la situation précisait toutefois que 25 policiers ont été blessés durant les mois de mars et d'avril. Huit d'entre eux ont dû être placés en arrêt de travail prolongé. Durant la même période, une dizaine de manifestants ont quant à eux été blessés, selon le SPVM.

Les manifestations ont été moins nombreuses aux mois de mai et de juin, mais le corps policier constate que celles-ci ont donné lieu à davantage d'arrestations. Le 20 mai, 303 manifestants ont été arrêtés tandis qu'un autre groupe de 501 personnes a été interpellé trois jours plus tard. Le SPVM souligne que, malgré son expérience en « matière de manifestations, maintenir le cap après une aussi longue période d'activités demeure l'un des principaux défis » qu'il a dû relever. Pour éviter des dérapages, le bilan indique que les commandants sur le terrain ont été épaulés pour préparer leurs interventions. Le rapport souligne également que l'utilisa-

tion des médias sociaux a permis de « désamorcer » certaines situations, sans préciser lesquelles. Plusieurs rumeurs ont circulé sur la Toile, notamment quant au décès d'un manifestant retrouvé vivant quelques jours plus tard par *La Presse*. La Ville de Montréal a obtenu 15 millions du gouvernement québécois pour compenser les importantes dépenses entraînées par le conflit étudiant. C'est précisément la somme avancée par la métropole après le comptage des frais engendrés par le conflit, principalement en heures supplémentaires de ses policiers.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALEDMONTRÉAL : Facebook : Menaces contre la manif du 22 septembre - Publié le: mardi 18 septembre 2012, 12H24 | Mise à jour: mardi 18 septembre 2012, 17H21



Capture d'écran
Des menaces sur facebook
Capture d'écran
Taïeb Moalla

Un virulent opposant aux mobilisations étudiantes a posté un message particulièrement menaçant, sur Facebook, visant la manifestation de Québec du 22 septembre. Il fera vraisemblablement face à des accusations criminelles.

« Jvous attend toute ak mon jeep pu mon 12 coupe ma bande de cross de chien de tbk j'espère que vous allez être plus que 100 comme la dernières fois PLQ moi jva être prêt!!!! », a écrit Jordan Ronnie Tremblay mardi matin, à 10h41, sur la page Facebook annonçant une manifestation pour la gratuité scolaire, samedi, à Québec.

Le « 12 coupé » fait vraisemblablement référence à un fusil. Le statut ainsi que les commentaires qui l'ont suivi ont été supprimés en fin de matinée au bout d'une quarantaine de minutes de mise en ligne. Comme la suppression ne vient d'aucun des administrateurs de l'évènement, il est très probable que ce soit M. Tremblay qui a lui-même décidé d'effacer l'échange.

Tremblay aurait déjà eu une vive confrontation avec des protestataires, le 22 juin en soirée, devant l'Assemblée nationale, à la fin d'un vaste rassemblement étudiant. Des marcheurs auraient lancé une casserole sur le pare-brise de la BMW qu'il conduisait en alléguant qu'un des leurs avait été poussé par la voiture. La police était rapidement intervenue ce soir-là pour mettre fin à un incident qui aurait pu dégénérer.

Mardi matin, plusieurs plaintes ont été acheminées à différents corps de police de la province. Un résident de Laval a même reçu la visite de la police municipale à peine dix minutes après son appel au 9-1-1. « Ils ont pris ça vraiment au sérieux. Ils sont arrivés très vite pour récupérer des captures d'écran et pour prendre ma déposition », a fait savoir notre source qui préfère demeurer anonyme.

Comme la plainte a été déposée à Laval, c'est la police de cette ville qui chapeaute l'enquête. Mardi en fin d'après-midi, Tremblay n'avait pas encore été rencontré par les enquêteurs. Cela devrait cependant se faire au cours des prochaines heures. « C'est certain qu'il va y avoir des accusations. Ce sont des menaces claires », a mentionné Nathalie Lorrain, porte-parole de la police de Laval.

« Une coche au dessus »

Tout en décidant de maintenir la manifestation du 22 septembre, les trois organisateurs de l'évènement ont dénoncé un message qui « va une coche au dessus des messages d'insultes qu'on reçoit de plus en plus depuis quelques jours ».

« On n'a pas porté plainte, car la police est déjà au courant, a fait savoir l'organisateur Alexandre Vallerand. D'après ce que je lis sur Facebook, je crois que le gars a eu sa leçon. »

Sur Facebook, Jordan Ronnie Tremblay se présente comme cuisiner dans un restaurant de Québec. Il n'a pas répondu au message Facebook envoyé par le Journal. Le propriétaire du restaurant où travaillerait le jeune homme ne nous a pas rappelés.

Selon les informations du Journal, Tremblay regretterait le message qu'il a posté. Il a d'ailleurs totalement effacé son profil Facebook au cours de l'après-midi de mardi.

[Afficher 17 commentaires \(Québec\)](#)
[Afficher 65 commentaires \(Montréal\)](#)

LA PRESSE : Arrêté dans son restaurant, il réclame 42 000\$ - Publié le mardi 18 septembre 2012 à 05h00 | Mis à jour le mardi 18 septembre 2012 à 09h28



Photo: Ninon Pednault, La Presse
Plusieurs mois après l'incident, Dominique Dion, propriétaire du Resto-bar Zéro8, rue Saint-Denis, ne connaît toujours pas l'identité du policier qui l'a arrêté. Il espère que sa plainte en déontologie policière lui permettra de retrouver sa trace.

Gabrielle Duchaine, La Presse

Quatre mois après avoir été brusquement arrêté et menotté sur la terrasse de son propre commerce pendant une manifestation étudiante, le propriétaire d'un restaurant du centre-ville réclame 42 000\$ en dommages à la Ville de Montréal. Il dépose également une plainte en déontologie policière dans l'espoir de retrouver la trace de l'agent qui a procédé à son arrestation.

Le 19 mai, alors qu'une manifestation tournait au vinaigre, Dominique Dion, propriétaire du Resto-bar Zéro8 situé rue Saint-Denis, a été arrêté par la police. Il se tenait sur le seuil de la porte pour laisser entrer dans son commerce les gens réfugiés sur sa terrasse. Selon ce qu'il raconte, un policier du groupe d'intervention a fait irruption sur sa propriété en criant: «Lui, on l'embarque.»

«Pardon? Je suis propriétaire», a répondu le restaurateur, qui portait un carré rouge sur sa chemise. «Je m'en calice», aurait rétorqué le policier, avant de le plaquer contre la fenêtre et ensuite le projeter au fond de la terrasse, toujours selon M. Dion. Il a été menotté, embarqué dans un véhicule de police et amené au poste sirènes hurlantes. «C'était fou, raconte le commerçant. Le policier avait complètement perdu les pédales.» Après plusieurs heures en cellule, l'homme d'affaires a été relâché sans qu'aucune accusation ne soit portée contre lui. Il n'a pas reçu de contravention.

Un mois plus tard, le chef du poste de quartier en personne lui a envoyé une lettre d'excuses. «De nombreuses interventions ont lieu et malheureusement, certaines ne se déroulent pas comme nous l'aurions souhaité», écrit l'inspecteur Alain Simoneau. Il est difficile pour nous d'expliquer l'attitude du policier concerné et nous prenons part à votre inquiétude face à ce comportement», poursuit le chef.

Si Dominique Dion apprécie le geste, il refuse de laisser impuni le comportement «inacceptable» d'un membre des forces de l'ordre. «On ne peut pas accepter ça au Canada. J'étais chez moi. Sur mon terrain. Et je ne faisais rien de mal», clame-t-il. Depuis l'événement, il se plaint de problèmes de motricité d'un pouce qui, selon lui, pourraient être dus aux des lanières en plastique qui ont servi de menottes et qui étaient «trop serrées».

Plainte en déontologie

Plusieurs mois après l'incident, le restaurateur ne connaît toujours pas l'identité de l'agent qui l'a arrêté. Il espère que sa plainte en déontologie policière lui permettra de retrouver sa trace. «Mon restaurant est situé dans un secteur animé et j'ai souvent besoin des policiers. Ils ont toujours été extrêmement professionnels avec moi. Mais cet homme-là ne l'a pas été.»

M. Dion a aussi envoyé en fin de semaine dernière une mise en demeure à la Ville de Montréal dans laquelle il donne 15 jours pour que lui soit accordé 42 000\$ en dommages. Il exige notamment 10 000\$ pour atteinte à la réputation et autant en dommages corporels.

À la Ville de Montréal, qui confirme la réception de la mise en demeure, on dit étudier le dossier. «Nous allons procéder à l'examen de ce document et des circonstances des événements auxquels il est fait référence avant de prendre position», explique le porte-parole Gonzalo Nunez.

LA PRESSE : Conflit étudiant: une journée de grève chaque mois? - Publié le lundi 17 septembre 2012 à 06h43



Photo: Patrick Sanfaçon, archives La Presse
Des milliers de personnes se sont rassemblées le 22 août dernier pour manifester contre la hausse des droits de scolarité.

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse

Malgré la fin de leur grève, les étudiants ne veulent pas tomber dans l'oubli. Et ils entendent prendre les grands moyens pour se faire entendre.

Réunie en congrès le week-end prochain, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) devra se prononcer sur la possibilité d'appeler à une journée de grève le 22 de chaque mois, au moins pour l'automne.

Le débrayage viserait à faire valoir les revendications étudiantes en prévision du Sommet sur l'éducation annoncé par le gouvernement péquiste de Pauline Marois, selon les documents préparatoires de la réunion. Ce sommet devrait notamment traiter du financement des universités. Le Parti québécois a déjà annoncé qu'il défendrait l'indexation des droits de scolarité au coût de la vie.

«C'est quand même une hausse des droits de scolarité. Elle est plus petite, mais c'est quand même une hausse», a expliqué Camille Robert, porte-parole de l'organisation. C'est important pour les étudiants et les étudiantes de continuer la mobilisation.»

Elle ajoute que certaines associations étudiantes locales ont déjà voté pour les grèves d'une journée.

Front commun?

Par ailleurs, l'ASSÉ devra aussi se prononcer sur la possibilité d'inviter les autres associations étudiantes à se consulter avant le sommet du gouvernement Marois.

«Ça pourrait être une bonne occasion pour les associations d'en discuter», a expliqué Camille Robert. C'est aussi pour voir les perspectives de mobilisation à plus long terme.»

Habitues à travailler chacune de leur côté, les grandes organisations étudiantes ne se rencontrent que rarement, du moins de façon officielle. Depuis plusieurs années, une tension palpable existait entre l'ASSÉ, d'un côté, et les deux fédérations étudiantes, de l'autre. Les événements du printemps dernier ont toutefois semblé favoriser un certain rapprochement entre les militants.

LA PRESSE : Manifs étudiantes: peu d'impact chez les festivaliers - Publié le lundi 17 septembre 2012 à 05h00



Photo: Bernard Brault, archives La Presse
Le groupe Loco Locass, lors de son spectacle extérieur aux FrancoFolies de Montréal, en juin dernier.

Pierre-André Normandin, La Presse

Le conflit étudiant a eu peu d'effets sur la participation des Québécois aux nombreux festivals de la province au cours de l'été. Près des trois quarts (72%) des répondants à un sondage réalisé pour le Regroupement des événements majeurs internationaux (REMI) ont ainsi affirmé ne pas avoir changé leurs plans en raison de la situation.

À l'approche de la saison estivale, l'industrie touristique s'était inquiétée de l'impact du conflit étudiant qui sévissait depuis des mois. À la fin du mois de mai, André Boisclair, président du REMI, avait invité les manifestants à ne pas perturber la saison des festivals. «Ces événements doivent demeurer des rassemblements apolitiques, pacifistes, où les gens se retrouvent dans la bonne humeur pour célébrer.»

Dans un sondage Léger Marketing réalisé au début du mois de septembre auprès de 1000 personnes, seulement 16% des répondants affirment

avoir décidé de ne pas participer aux festivals à cause de la situation, et 8% affirment avoir assisté à moins d'activités pour cette raison.

Ces résultats laissent les dirigeants du REMI songeurs puisque les festivals n'ont pas constaté de baisse de fréquentation cet été. «Est-ce que des gens ont répondu ça en raison de leur insatisfaction? Est-ce que leur absence a été compensée par plus de visiteurs de l'extérieur du Québec? Ce sont des questions auxquelles le sondage ne peut répondre seul», indique Martin Roy, directeur général du regroupement.

Selon le sondage, ce sont surtout les personnes de plus de 65 ans qui ont été découragées de participer aux festivals. Les jeunes, eux, ont très largement assuré que le conflit ne les avait pas influencés.

Or, les personnes âgées participent généralement moins aux festivals. Le sondage ne permet pas de déterminer si ces gens avaient réellement l'intention de s'y rendre - conflit étudiant ou non-, reconnaît Martin Roy.

Bonne saison touristique

Les résultats du sondage indiquent que près d'un Québécois sur deux (45%) a pris part à au moins un festival cet été. Le REMI indique que cette proportion ressemble à celle observée habituellement, autre signe que le conflit n'a pas eu d'influence. Plusieurs festivals ont d'ailleurs connu une bonne saison 2012, notamment en raison d'un temps propice aux activités extérieures.

Les FrancoFolies, qui se déroulaient en juin, au moment où le conflit étudiant battait son plein, ont dépassé leurs objectifs en billetterie et constaté une progression des ventes de produits sur leur site.

Le sondage Léger Marketing a été réalisé en ligne auprès de 1000 Québécois de 18 ans et plus. La saison des festivals prenait fin hier, avec la clôture du Festival western de Saint-Tite.

Les festivals ne sont pas les premiers à constater que le conflit a eu un impact minime, voire nul. Les hôteliers, qui craignaient les retombées négatives, ont au contraire connu un mois de juin record, selon les données du ministère du Tourisme. Le taux d'occupation dans les hôtels de Montréal a augmenté de 11,6% par rapport au même mois l'an dernier. Les établissements ont toutefois connu un recul de 2,2% en juillet, alors que le conflit était entré en dormance.

LE DEVOIR : Carrés rouges dans la rue – Lundi 17 septembre 2012



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir

Une centaine de manifestants ont participé à une marche contre la hausse des droits de scolarité dans les rues de Montréal, dimanche après-midi.

Le Devoir

Une centaine de manifestants ont participé à une marche contre la hausse des droits de scolarité dans les rues de Montréal, dimanche après-midi.

L'événement regroupait des étudiants ainsi que les groupes Profs contre la hausse et Mères en colère et solidaires. L'itinéraire n'ayant pas été dévoilé aux policiers, la manifestation a rapidement été déclarée illégale. L'événement s'est soldé par deux arrestations, l'une pour méfait sur un véhicule policier et l'autre pour menace de mort.

Vos réactions (8)

Sylvain Auclair – Abonné, 17 septembre 2012 13 h 32

Et les carrés verts?

Maintenant que la hausse a été annulée, où sont passés les étudiants qui étaient pour la hausse et qui auraient été majoritaires si l'on en croit certains commentateurs? Que fait le Mouvement des étudiants socialement responsables (site web: pourlahausse.com) pour faire pression sur le nouveau gouvernement?

Dan Guil – Inscrit, 17 septembre 2012 15 h 33

Le forum du mesrq contient 2 messages de la part de l'administrateur, le premier souhaitant la bienvenue aux éventuels utilisateurs, l'autre indiquant comment se connecter avec facebook. Aucun utilisateur n'a utilisé le forum depuis son ouverture... Un bon indicateur de l'ampleur du mouvement? :)

Lydia Anfossi – Inscrite, 17 septembre 2012 16 h 17

Le PQ a été élu et appuyait les carrés rouges, il faut respecter le vote démocratique (même si cela n'a jamais été dans les valeurs des carrés verts de respecter le vote démocratique) nous avons choisi Mme Marois!

Michel Lebel – Inscrit, 17 septembre 2012 13 h 55

Étrange!

Étrange comme on parle moins des carrés rouges depuis que le PQ a pris le pouvoir. Étrange! Les médias sont devenus bien silencieux sur le sujet des droits de scolarité. Jean Charest, le responsable de tous les maux, n'étant plus là...

Lydia Anfossi – Inscrite, 17 septembre 2012 16 h 19

Mme Marois a dit qu'elle allait abolir la loi 12 et la hausse. Ce n'était pas la position de M. Charest à ce que je sache!!

Solange Bolduc – Abonné, 17 septembre 2012 16 h 31

Pourquoi on en parlerait puisque Mme Marois a promis d'annuler la hausse, et même la loi 12, par décret! Les médias ont autres choses à parler, en attendant.

Ce qui m'étonne, par contre, c'est qu'une centaine de manifestants n'ont pas attendu son officialisation avant de manifester, et certains avec violence! Décevant!

Se pourrait-il qu'on s'ennuie à ce point? Ils n'ont pas autres choses à faire dans la vie?

Ils pourraient au moins faire confiance à Mme Marois, attendre qu'elle entre en fonction! Moi qui les ai toujours défendus, là je trouve qu'ils exagèrent, ou sont carré rougement démunis!

André Michaud – Inscrit, 17 septembre 2012 20 h 15

@ Solange Bolduc

Pour certains, ils ressentent une grande montée d'adrénaline quand ils sont dans la rue à défier les lois..ils s'ennuient du printemps érable et de sa "belle folie"..L'aspect politique est secondaire.

Comme vous-dites;peut-on s'ennuyer à ce point, il y a tellement de choses à faire et de possible, surtout quand on est jeune.

Solange Bolduc – Abonné, 17 septembre 2012 22 h 19

M. Michaud, votre réplique à la teneur de mes propos me semble pour le moins assez biaisée! Je ne pense pas que l'aspect politique soit secondaire! Certains sont plus impatients que d'autres (ou n'ont pas assez confiance en Mme Marois?). N'oubliez pas que je les ai appuyés, et ce

n'est pas parce que j'émetts une certaine réserve, en ce moment, que je les blâme au point où vous le faites !

Tout simplement j'aurais préféré qu'ils fassent confiance en la parole de Mme Marois qui m'a semblé sincère !

JOURNALDEMONTRÉAL : Montréal : Manifestation contre la hausse des droits de scolarité - Publié le: dimanche 16 septembre 2012, 14H02 | Mise à jour: dimanche 16 septembre 2012, 14H06

VIDÉO : Près de 100 manifestants ont pris part à une marche contre la hausse des droits de scolarité dans les rues de Montréal, dimanche, et ce, malgré les récents engagements annoncés par Pauline Marois. L'événement s'est soldé par deux arrestations. 16 septembre 2012, Agence QMI Agence QMI

Près de 100 manifestants ont pris part à une marche contre la hausse des droits de scolarité dans les rues de Montréal, dimanche après-midi, et ce, malgré les récents engagements annoncés par le gouvernement de Pauline Marois. L'événement s'est soldé de deux arrestations.

Étudiants, familles ainsi que les Profs contre la hausse et les Mères en colère et solidaires s'étaient donné rendez-vous au parc Laurier, vers 13h.

Parmi les manifestants, quelques-uns étaient masqués et vêtus de noir. Le groupe a défilé

dans les rues en scandant divers slogans antipolice et antigouvernement.

Les protestataires ont rejoint au passage d'autres manifestants à la place Émilie-Gamelin. Selon les témoignages recueillis au sein du groupe, la marche visait entre autres à s'assurer que l'engagement de Mme Marois d'annuler la hausse des frais de scolarité, décrétée par le gouvernement Charest, soit respecté.

«Ce n'est pas fait encore alors on veut mettre de la pression», a expliqué Carole, une militante du regroupement des Mères en colère et solidaires. On ne dit pas qu'elle ne respectera pas ses engagements, on veut juste l'encourager à le faire.» «On a gagné la bataille, mais on n'a pas gagné la guerre», a pour sa part indiqué un étudiant de secondaire 5, qui tenait fièrement la banderole à l'avant de la marche.

Certains militants étaient également présents afin de réclamer une enquête indépendante sur

la brutalité policière qu'ils disent avoir constatée tout au long du conflit étudiant.

Deux arrestations

La marche s'est majoritairement déroulée dans le calme. Toutefois, à la toute fin, deux personnes ont été arrêtées en raison de méfaits sur une voiture de police et de menaces de mort.

Lorsque les policiers ont voulu procéder à une première arrestation, le suspect a pris la fuite. Une courte poursuite policière à pied s'en est suivie, après quoi le suspect a eu droit à une arrestation pour le moins musclée de la part des policiers qui lui ont asséné quelques coups de poing.

Deux pièces pyrotechniques ont été lancées durant la manifestation qui a pris fin vers 15 h 30.

[**Afficher 1-40 de 43 commentaires \(Montréal\)**](#)

LA TRIBUNE : Le conflit étudiant a coûté 439 000\$ aux Sherbrookoïses - Publié le dimanche 16 septembre 2012 à 11h34



David Bombardier, La Tribune

IMACOM, Jessica Garneau

(Sherbrooke) Le conflit étudiant aura finalement coûté 439 000 \$ aux contribuables sherbrookoïses, a appris *La Tribune*. Le Service de police de Sherbrooke (SPS) a acheminé sa facture au ministère de la Sécurité publique en début de semaine. Le directeur du SPS, Gaétan Labbé, souhaite un remboursement complet. «Nous nous attendons à être traités de la même façon que Montréal», affirme M. Labbé.

La Ville de Montréal a récemment obtenu un dédommagement de 15 M \$, soit le montant total réclamé. À son dernier Conseil des ministres, au lendemain des élections, le gouvernement Charest a autorisé ce remboursement par décret. Pendant ce temps, Gatineau attend toujours son chèque d'environ 1 M \$, même si sa demande de compensation a été transmise à Québec en juillet.

Le SPS a volontairement attendu la fin de la campagne électorale avant d'acheminer sa demande puisqu'il s'attendait à des manifestations dans la circonscription du premier ministre Jean Charest. Des policiers supplémentaires ont été déployés lors de la soirée électorale à l'hôtel Delta, où avait lieu le rassemblement national des militants libéraux et de leur chef. «Sherbrooke était une ville ciblée par les associations étudiantes», rappelle le directeur du SPS.

Plusieurs manifestations nationales contre la hausse des droits de scolarité ont eu lieu dans les rues sherbrookoïses le printemps dernier.

LE DROIT : Gatineau attend son chèque du gouvernement - Publié le lundi 11 septembre 2012 à 11h38



Le Droit, Étienne Ranger

Alors que Montréal recevra une compensation de 15 millions pour les frais engendrés par le conflit étudiant, la Ville de Gatineau attend toujours son chèque.

Patrick Duquette, Le Droit

Alors que Montréal recevra une compensation de 15 millions pour les frais engendrés par le conflit étudiant, la Ville de Gatineau attend toujours son chèque.

Le Service de police de la Ville de Gatineau (SPVG) a évalué à un peu plus d'un million de dollars les coûts reliés aux manifestations étudiantes du printemps dernier.

Le cabinet du maire Marc Bureau a fait parvenir une demande de remboursement au cabinet du ministère de la Sécurité publique Robert Dutil, le 26 juin dernier. «Le dossier suit son cours, nous attendons des nouvelles», dit Martin Potvin, attaché de presse du maire Bureau.

À l'autre bout de l'autoroute 417, la Ville de Montréal a déjà obtenu sa réponse. À son dernier conseil des ministres, mercredi dernier, le gouvernement Charest a adopté un décret afin de rembourser la somme de 14,9 millions à la métropole.

À Gatineau, les policiers se sont déployés à plus d'une centaine de reprises lors du conflit étudiant.

La demande de remboursement vise le temps supplémentaire versé aux policiers pour contenir les manifestants, notamment lors de la visite du premier ministre Jean Charest le 10 mai dernier. Mais la Ville songeait aussi à réclamer un dédommagement pour des frais indirects, comme les dommages matériels subis et un manque à gagner dans l'émission des constats d'infraction et des billets de stationnement.

«Je ne comprends absolument pas que Montréal ait eu sa réponse, et pas Gatineau. Selon moi, il n'y a pas eu de justification, laisse tomber le conseiller Maxime Pedneaud-Jobin, chef intérimaire du parti Action Gatineau. On parle du même événement, des mêmes principes qui s'appliquent. Un million pour une ville comme Gatineau, c'est un montant important. Ça n'a pas de bon sens qu'on fasse payer cela par nos contribuables à travers l'impôt foncier. C'est un beau cas où Québec devrait rapidement compenser les villes.»

LA PRESSE : Conflit étudiant: un chèque de 15 millions pour Montréal - Publié le samedi 08 septembre 2012 à 10h27 | Mis à jour le samedi 08 septembre 2012 à 15h53

Karim Benessaïh, La Presse

À son dernier conseil des ministres, mercredi, le gouvernement Charest a fait un cadeau d'adieu à Montréal: une subvention de 15 millions en compensation des frais engendrés par le conflit étudiant.

Après un été de discussions entre l'administration Tremblay, le ministre des Finances Raymond Bachand et celui de la Sécurité publique Robert Dutil, le décret a été officiellement adopté cette semaine. Le chèque envoyé à la métropole sera exactement de 14 922 500\$ et sera imputé à l'exercice financier en cours, celui de 2012-2013. Les fonds seront versés par le ministère de la Sécurité publique.

La décision est justifiée par le fait que «les événements entourant le conflit étudiant nécessitent du Service de police de la Ville de Montréal l'ajout significatif de ressources supplémentaires qui interviennent directement sur la problématique». Le montant correspond à l'évaluation qu'avait faite la Ville le 21 août dernier. On avait estimé les heures supplémentaires des policiers à 11,6 millions, les frais d'équipements et de réparation des véhicules de patrouille endommagés à 1,7 million et l'ajout de 100 policiers auxiliaires à 1,7 million. La Ville avait embauché ces policiers plus rapidement que prévu pour donner du répit aux agents monopolisés par les manifestations.

Le président du comité exécutif, Michael Applebaum, avait alors estimé qu'il s'agissait d'un dossier classé. Le porte-parole de l'opposition officielle, Réal Ménard, s'était par contre montré moins catégorique en indiquant au Devoir que «le dossier sera clos le jour où [la Ville aura] reçu le chèque». Au cabinet du ministre Bachand, on avait affirmé qu'une entente était intervenue, mais on ne pouvait confirmer le montant. L'annonce officielle devait avoir lieu au lendemain des élections.

L'adoption du décret cette semaine «n'est pas une surprise pour nous, c'était une affaire réglée», a commenté la porte-parole du comité exécutif,

Martine Painchaud. M. Applebaum avait reconnu le mois dernier que ce montant de 15 millions ne compensait pas les «quelques centaines de milliers de dollars» qu'a coûté le travail des cols bleus pour effacer les traces des manifestations sur la voie publique. Ils devaient par exemple enlever avant les manifestations une partie du mobilier urbain, notamment les poubelles, pour éviter les saccages.



Photo: Olivier PontBriand, La Presse

On avait estimé le coût des heures supplémentaires effectuées par les policiers durant les manifestations à 11,6 millions.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Les casseroles se font entendre à Montréal – Mise à jour le lundi 3 septembre 2012 à 23 h 04 HAE



Manifestation de casseroles dans les rues de Montréal à la veille du scrutin

| Radio-Canada avec La Presse Canadienne

À quelques heures du scrutin, quelques centaines de personnes ont manifesté lundi soir au centre-ville de Montréal.

Les manifestants, casseroles à la main, sont partis de l'intersection des rues Jarry et Saint-Denis dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

Arrivés au coin de la rue Jean-Talon et de l'avenue de Gaspé, les marcheurs ont croisé un autobus de campagne du Parti libéral du Québec (PLQ). Un petit groupe de personnes a alors encerclé l'autobus officiel des libéraux pendant quelques minutes, avant de se disperser dans le calme.

Une fois arrivé à la place Émilie-Gamelin, le groupe de marcheurs a fusionné avec un autre groupe de manifestants, tout en scandant des slogans appelant la population à aller voter.

Vers 21 h 45, il y avait près d'un millier de personnes qui déambulaient dans les rues de Montréal, aucun incident n'étant à signaler, selon le porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Jean-Pierre Brabant.



Manifestation de casseroles à la veille du scrutin à Montréal

[Les commentaires \(28\)](#)

LAPRESSE.CA : Manifestation de casseroles à Montréal - Publié le lundi 03 septembre 2012 à 22h00

Photo: Édouard Plante-Fréchette, archives La Presse



La Presse Canadienne, Montréal

Le bruit des casseroles a de nouveau retenti dans les rues de Montréal, lundi soir, à quelques heures du scrutin.

Les marcheurs sont partis de l'intersection des rues Jarry et St-Denis, dans le quartier Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

Ils ont croisé sur leur chemin un autobus de campagne du Parti libéral du Québec (PLQ), au coin de la rue Jean-Talon et de l'avenue de Gaspé.

Les manifestants ont encerclé le véhicule pendant deux ou trois minutes avant de se disperser, selon Jean-Pierre Brabant, porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

Une fois arrivé au parc Émilie-Gamelin, le groupe de marcheurs a fusionné avec un autre groupe de manifestants.

Vers 21h45, ils étaient environ un millier de personnes à battre le pavé, selon le SPVM. La marche se déroulait dans la légalité, et aucun incident n'était à signaler.

RABBLE.CA : Student strikers uphold strike mandate, blockade Chamber of Commerce - Friday, August 31, 2012

Ethan Cox
On Monday and Tuesday of this week, students in faculties of UQAM and UdeM (the two largest French universities in Montreal) who had voted to continue their strike, attempted to enforce their democratically voted mandate. They did so by disrupting the few classes anyone showed up to in faculties that remained on strike, with noise.

Many wore masks, not because they were hooligans bent on property damage (in fact none was reported), but because they feared the stiff fines of Law 12 (formerly Bill 78) which could be levied on them for maintaining picket lines.

I've said it before, and I'll say it again. If you want to return to class, rally the support of your fellow students to vote down the strike mandate in a General Assembly (as happened at AFESH-UQAM on Wednesday). If turnout is low, then do something about it, and get students who agree with you to show up. That's how democracy works. It's hard work, harder than simply ignoring the will of your fellow students, but it's how the system works and it must be respected. For more on this read the English translation of an excellent letter by [a striking student which appeared in Quebec daily Le Devoir](#).

From all reports, the number of students who wanted to attend classes this week was minimal. They were far outnumbered by the students who attended GA's and set up picket lines.

At UdeM, police were called onto campus to respond to the terrible threat of casseroles and noise. At UQAM, the administration pointed out that they would only call police onto campus if there was a threat of violence. Since there was none, they refused to call police to enforce Law 12.



At UdeM the administration tried to bar media from entering the campus, and several journalists live-streaming the proceedings for CUTV suffered minor injuries as they were manhandled by Montreal police. Many students also suffered injuries, but hey, they deserved it, they were making noise!

At UQAM classes were cancelled for a much simpler reason than picket lines or noisy students. No one showed up. At UdeM, the administration cancelled classes for the entire week, and acknowledged they may have made a mistake in

barring media and calling police onto their campus. The decision to allow police onto campus has been denounced by the professor's union and [seventeen student associations](#) who called for the resignation of UdeM's rector. The [Quebec Press Council](#) even came out with a highly critical article about the actions of the UdeM administration and police.

On Wednesday, a manif-action was called for 11 AM at Emilie-Gamelin square, the hub of student protests throughout this year. It was called to denounce to the so-called "electoral truce" many associations had opted for in suspending their strikes to await the outcome of the provincial election on September 4th.

Between a hundred and a hundred and fifty protesters showed up in response to the call for what we anglos would describe as a "direct action." Many wore masks, to avoid being identified and charged or fined.

The noisy, boisterous but entirely peaceful march set off around 11:30, and gleefully wove an unpredictable path towards downtown. I had met up with the CUTV crew earlier that morning, as they held a well covered press conference to denounce the treatment of their journalists at UdeM. I tagged along with them as they live streamed this demonstration.

After periodic spurts of running, we finally arrived at the unannounced destination for the action, the downtown Omni Hotel building on Sherbrooke. In addition to the hotel, it houses the Montreal Economic Institute (a right-wing think tank), the Montreal Chamber of Commerce, and the consulates of Chile and Columbia, both countries where there are also mass student movements for free education.

Protesters moved quickly to block off all entrances to the building, allowing those inside to leave, while physically blocking the path of anyone attempting to enter the building. At the front entrance they moved some construction fencing and a port-a-potty to block access, but it should be noted that there was no vandalism committed, at least that I saw.

At the side entrances, a frustrated businessman attempted to force his way through the line of students, and got fairly physical in his attempts to push through the passively resisting students. He finally left, but not before swearing a blue streak and shoving another protester on the street.

Which brings us the most notable moment of the day, at least so far as its impact on social networks. From where I was standing, by the second set of doors, my attention was drawn up the street to a man in a three piece suit who was loudly yelling at protesters, and who proceeded to give them the finger. He continued to give the finger to protesters as he walked down the street towards me, and I scrambled to get out my phone, which I did in time to catch the photo attached to this article.

That photo proceeded to go viral, attracting over a thousand shares on Facebook and hundreds of retweets on Twitter. For many it seemed to encapsulate the archetypal struggle between affluent looking businessman and masked protester.

The suit wearing man in the photo was later identified as Michael Citrome, a tax lawyer and former Montreal Mirror columnist. To say he wasn't thrilled with the attention would be an understatement. Rabble got in touch to get his side of the story surrounding a photo he argues "lacks context."

"I live downtown, and I was on my way to Cheap Thrills, an independent record store, to buy some Reggae records. I've been jeered before many times for my appearance, and this time I lost my cool."

According to Citrome, he was walking down the sidewalk when two protesters wearing masks blocked his path. As he tried to push past them, they called him names, which he summarized as being referred to as a "fat capitalist," and one of the masked protesters spat on him, twice.

"[In the photo] I look like some kind of cartoon plutocrat, but that's not who I am. I don't agree with the protesters on tuition, but on a lot of the other issues they're raising I agree wholeheartedly. I have a lot of friends working on indy projects, I give them legal advice and I never send a bill. I'm involved with non-profits. I'm thirty-two, I make a modest salary, I don't have gobs of money, I work extremely hard and I have a lot of student debt."

"I've had it with being stereotyped on the basis of my appearance. I stand up to bullies, I was bullied all my life, because of my weight. Old habits die hard. When someone tries to block my path and intimidate me by insulting me, I stand up to them. If someone spits on me or hurls obscenities I won't cower, I don't know why there's a perception I ought to. I'm not the one wearing a mask. I feel that I was robbed of my dignity."

Citrome is also concerned with some of the reactions the photo has generated online. A paste document was created listing the email and phone number of both he and his wife, CAQ candidate Angely Pacis, and encouraging people to harass them. Its author also felt the need to point out his religion (he's Jewish), something he says has popped up online before when he is criticized. Thankfully the paste document was roundly denounced, and the fake twitter account which created it suspended almost immediately thanks to numerous users reporting it. Nevertheless, it should go without saying that such a reaction to his giving the finger to protesters is fundamentally unacceptable on every level.

If his path down the sidewalk was blocked, and he was spit on, as he says, then the protesters involved were no doubt wrong to do so. But he reacted inappropriately, and that fact can't be ignored. As the old saw goes, two wrongs don't make a right.

I suggest that as a lawyer, and a former journalist, he should have known better than to give a few hundred people the finger in front of a flock of journalists. I point out that it was entirely predictable that someone would take a photo.

"You scapegoated me without context. You didn't mention who I was or what I was doing there. You could have come and asked me why I was giving them the finger and I would have told you."

I point out that he disappeared almost immediately, and that photos, by their very nature, tend to lack context. He's been talking a lot about his inclination to stand up to bullies, but hasn't suggested that he bears any responsibility for his own actions. So I ask him if he would do it again, if placed in the same circumstances.

After several tries to get an answer to the question, he snaps that it's a loaded question, which he won't answer. "I wouldn't want to be in those circumstances again, I'm embarrassed by what happened, but I don't want to be bullied. The photo was very out of context."

The bottom line? He's no fat cat capitalist, and he does not deserve any kind of harassment or

targeting for what was a minor incident. That said, to my mind, he should have known better than to react in the way he did.

As for the protest, after around an hour of blocking the building, protesters abruptly left to continue marching. A short while later, as the police announced their intention to start making

arrests, the protest abruptly dispersed at the corner of St. Catherine and St. Laurent, with protesters melting into the surrounding crowd.

LA PRESSE : Manifestation: quatre arrestations au centre-ville de Montréal - Publié le mercredi 29 août 2012 à 12h36 | Mis à jour le mercredi 29 août 2012 à 14h15



Photo Patrick Sanfaçon, La Presse

Après une brève course, ils ont bloqué les entrées de l'immeuble qui abrite notamment le Conseil du patronat du Québec, l'Institut économique de Montréal et le consulat du Chili.

David Santerre, La Presse

Une courte manifestation étudiante, regroupant une centaine de protestataires pour la plupart masqués, s'est soldée par quatre arrestations pour attroupement illégal.

Vers 11h, les manifestants qui voulaient surtout déplorer la trêve électorale décrétée par plusieurs associations étudiantes se sont mis en marche au parc Émilie-Gamelin.

Ils sont sillonnés les rues du centre-ville, prenant au passage en souricière l'autobus de campagne de la Coalition avenir Québec de François Legault, qui ne se trouvait pas à l'intérieur.

Après une brève course, ils ont bloqué les entrées de l'immeuble sis à l'angle des rues Metcalfe et Sherbrooke, qui abrite l'hôtel Omni, le Conseil du patronat du Québec, l'Institut économique de Montréal et le consulat du Chili. Dans ce pays aussi ont lieu des luttes pour la gratuité scolaire, auxquelles les manifestants étudiants d'ici réfèrent souvent.

Ils ont érigé une barricade entre eux et les policiers, à l'aide de clôtures de construction, mais voyant les policiers du groupe d'intervention arriver en force, ils se sont rapidement remis en marche, pour se diriger vers la rue Sainte-Catherine vers l'Est.

Chemin faisant, ils auraient renversé des cônes sur un chantier et des conteneurs à déchets sur la chaussée. La manifestation avait dès le début été déclarée illégale par le SPVM en vertu du règlement municipal P-6 puisqu'aucun itinéraire n'a été fourni, mais à ce moment, la police a lancé un avis de dispersion.

Le groupe s'est rapidement dilué à l'angle Saint-Laurent et Sainte-Catherine, mais quatre manifestants ont été arrêtés près de là, pour participation à un attroupement illégal. Deux autres se sont vu remettre un constat d'infraction en vertu du règlement municipal. Ce sont eux qui auraient renversé les conteneurs.

Des assemblées générales ont lieu cet après-midi à l'UQAM dans les facultés encore touchées par le mouvement de grève. Si la police n'a pas le mandat d'entrer dans l'école, elle surveille attentivement tout débordement qui pourrait résulter de ces assemblées.

RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Bas-Saint-Laurent : des étudiants ont manifesté à Rimouski - Mise à jour le dimanche 26 août 2012 à 17 h 54 HAE



Les étudiants se sont regroupés au parc de la Gare.

Environ 150 étudiants ont manifesté contre la hausse des droits de scolarité au centre-ville de Rimouski.

Il s'agissait d'une initiative de l'Association générale des étudiants du campus de Rimouski de l'UQAR à laquelle a pris part la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Martine Desjardins.

Les manifestants se sont rassemblés au parc de la Gare et ont parcouru différentes artères du centre-ville. Ils estiment que la hausse des droits de scolarité va toucher l'Est du Québec de façon très importante.

Le nouveau président de l'association étudiante, Pierre-André Lalane, craint qu'une hausse des frais de scolarité pousse les étudiants de l'UQAR à demeurer dans leur région d'origine afin d'éviter de s'endetter.

Les commentaires (15)

Envoyé par [Lapointemarc Marc](#) de Québec, 27 août 2012 à 09 h 02 HAE

Pour Mme Leduc-Lapierre

Ci-dessous, les propos du nouveau président de l'ass. étudiante, M. Lalane.

P.A.L. Le nouveau président de l'association étudiante, Pierre-André Lalane, craint qu'une hausse des frais de scolarité pousse les étudiants de l'UQAR à demeurer dans leur région d'origine afin d'éviter de s'endetter.

Ce sont plutôt ses propos qui m'ont fait réagir. Si un(e) jeune désire faire une carrière en droit ou en médecine par exemple, je ne crois pas que ce sont les frais de scolarité à 17% de la facture qui vont le faire rester dans votre région aussi belle soit-elle.

Votre opinion est très bonne et formulée de façon très polie ce qui n'est pas toujours le cas dans ce blogue.

Envoyé par [Michèle Leduc-Lapierre](#) de Rimouski, 26 août 2012 à 23 h 30 HAE

Avant d'émettre un commentaire complètement ridicule, particulièrement si vous n'avez pas pas-

sé du temps dans la région, pensez-y bien. Rimouski, ce n'est pas Montréal ni Québec, et on ne s'en plaint pas!

Envoyé par [Lapointemarc Marc](#) de Québec, 27 août 2012 à 09 h 18 HAE en réponse à [Michèle Leduc-Lapierre de Rimouski](#)

Vous avez bien raison. J'habite St-Hyacinthe une ville de de grandeur semblable à Rimouski. Je comprends votre opinion sur les grandes villes.

Je vais assez régulièrement dans votre région, j'y connais des gens. C'est très beau.

Envoyé par [Isabelle Caron](#) de Montréal, 26 août 2012 à 23 h 11 HAE

Ça leur tenterait pas d'étudier de temps en temps?

Envoyé par [Michèle Leduc-Lapierre](#) de Rimouski, 26 août 2012 à 23 h 43 HAE en réponse à [Isabelle Caron de Montréal](#)

Si vous avez bien été informée, la manifestation a eu lieu un dimanche après-midi, et la session n'est même pas encore recommencée... Faut quand même pas carrier!

Envoyé par [Lapointemarc Marc](#) de Québec, 26 août 2012 à 20 h 59 HAE

Vous avez tellement une belle région qu'elle mériterait qu'on en prenne soin et qu'on la développe. Vous les étudiants représentez l'avenir.

Mais si vous souhaitez quand même quitter le Bas-St-Laurent, vous fais d'éducation s'éleveront à 17% de la facture totale. La balance est payée par les contribuables. Pensez-y bien !

Envoyé par [Janvier Lauzon Janvier](#) de Québec, 26 août 2012 à 22 h 51 HAE en réponse à [Lapointemarc Marc de Québec](#)

De kessé??

C'est du chantage ou une invitation ?

Envoyé par [Michèle Leduc-Lapierre](#) de Rimouski, 26 août 2012 à 23 h 27 HAE en réponse à [Lapointemarc Marc de Québec](#)

Honnêtement, je ne comprends pas trop votre commentaire. Une bonne partie des étudiants de Rimouski, du moins ceux de l'université et de l'Institut maritime, ne viennent pas de Rimouski, mais de partout au Québec, et même de l'étranger. Plusieurs d'entre nous aimeraient rester dans la région après nos études, mais les emplois ne sont pas légion. C'est mon cas!

Le problème actuellement, c'est que certains préfèrent développer des régions inhabitées, alors que les habitants de la région ne demandent qu'à rester! Et les jeunes qui viennent de la région de Rimouski, de la vallée de la Matapédia ou du Témiscouata ne demandent qu'à rester! La situation économique de la région est totalement différente de celle des grands centres et les établissements d'enseignements post-secondaires représentent une partie importante de l'économie de certains villes. D'où l'importance de continuer à nous faire entendre!
 Envoyé par [Brayard Dominique](#) de Québec, 26 août 2012 à 20 h 50 HAE
 150!
 Il y en avait beaucoup plus au festival du cochon graissé.

Et R-C en a même pas parlé!
 Envoyé par [Jonathan Anonyma](#) de Québec , 26 août 2012 à 20 h 34 HAE
 Au Québec, il y a des jeunes qui passent leur temps devant leur ordi, leur iphone, leurs jeux vidéos. D'autres qui travaillent pour se bâtir un avenir. Et d'autre qui militent pour un monde meilleur.
 Envoyé par [Claude M](#) de Montréal, 26 août 2012 à 20 h 11 HAE
 30% sont des journalistes...
 Envoyé par [Peasoup Marc](#) de Ontario, 26 août 2012 à 17 h 51 HAE
 Je suis convaincu qu'il y a un séparatiste notoire qui faisait parti de la parade avec ses deux fils en support aux carrés rouge de son idole.

Envoyé par [Marc Henry](#) de longueuil, 26 août 2012 à 18 h 03 HAE en réponse à [Peasoup Marc de Ontario](#)
 Il y a du monde courageux qui s'impliquent et manifestent et d'autre plus lache qui s'enfuient dans d'autre province en abandonnant sa famille. J'admire plus ceux qui font parti du premier groupe.
 Envoyé par [Guy Castonguay](#) de montreal, 26 août 2012 à 17 h 13 HAE
 Une heure plus tard dans les maritimes!
 Envoyé par [Marriannne Longfield](#) de Québec, 26 août 2012 à 16 h 34 HAE
 Au moins, ils lâchent le centre-ville de Montréal, ça fait changement !

TVANOUVELLES : Manifestation nocturne : Une foule énergique défile dans le centre-ville de Montréal - Première publication samedi 25 août 2012 à 22h29



Crédit photo : Agence QMI

Agence QMI
 Une quarantaine de personnes ont animé les rues du centre-ville de Montréal, samedi soir, dans le cadre d'une autre manifestation nocturne contre la hausse des frais de scolarité.
 Armée de casseroles, la foule énergique a quitté la place Émilie-Gamelin peu après 21h, lieu habituel des rassemblements avant le départ pour les traditionnelles marches de soir.



(Crédit photo: Agence QMI)
 La manifestation se déroulait dans le calme. Quelques visages masqués et quelques individus du Black Block comptaient parmi la foule, mais les marcheurs étaient pacifiques en début de manifestation.
 Ils se sont même rendus jusqu'au pont Jacques-Cartier où des policiers les attendaient.



(Crédit photo: Agence QMI)

Aucun méfait n'a été rapporté.
 Les manifestants ont repris les trottoirs aux alentours de 22h, ce qui a mis fin au rassemblement.
 Alors que les manifestations nocturnes des dernières semaines étaient beaucoup plus calmes, la marche de samedi soir a rappelé que certains protestataires ne laissent pas tomber le mouvement étudiant.

[RABBLE.CA](#) : In Montreal's streets, the movement continues – Friday, August 24, 2012



Ethan Cox

If there was any confusion over whether the suspension of strikes at most schools signalled an end to the broader social movement the strike generated, it was put to bed with an emphatic bang Wednesday in the streets of Montreal. The largest demonstration since the spring sent a strong message that this movement is here to stay.

Place du Canada was packed by the time the speakers took to the roof of a truck to address the assembled crowd. CLASSE Financial Secretary Jérémie Bédard-Wien kicked things off with a characteristically strong speech, in which he made a noteworthy reference to this demonstration being the largest electoral mobilization in Quebec history. Coupled with the abundant placards reading "I'm voting for _____", which invited protesters to fill in the issue or party of their choice, there seemed to be a clear acknowledgement from CLASSE that while the election will not solve our problems, it would be folly for students to boycott it.

After representatives of the nurses union and the Quebec Women's Federation, it was the turn of CLASSE co-spokesperson Jeanne Reynolds.

Following the resignation of the intensely charismatic Gabriel Nadeau-Dubois, Reynolds and her fellow remaining co-spokesperson Camille Robert are under heavy pressure to live up to his legacy of fiery, passionate speeches and dynamic leadership within a leaderless movement.

Reynolds did not disappoint, delivering the best speech I've ever seen her give, her voice trembling with passion as she proclaimed that the movement will continue before, during and after the election. As she closed to a raucous ovation the march set off, leaving the square shortly after 3 PM.

Close to the exit point, it still took around twenty minutes to get out of the square, as people were packed in like sardines while we ever so slowly filed out.

There has been much debate, as there always is, about the size of the crowd at the demonstration. Quebecor owned TVA initially estimated 2000 people, before grudgingly bumping that up to 5000. Radio-Canada hired

an independent firm to estimate the crowd, and they produced a number of 12,500, which sounds great until you find out that they estimated at 2:35, half an hour before the march left. This is significant because most people, aware the marches always leave an hour after they are called, arrive after 3 PM, and many others join along the route.

Most journalists on twitter were conservatively estimating around 25,000, with gusts up to 50,000, while CUTV estimated 80,000 and CLASSE's official estimate was 100,000. In my opinion, the crowd was over 100,000. I base that estimate on two observations.

As we passed St. Catherine on University I stopped to watch the crowd pass by. I was there for about fifteen minutes, but spoke to a father who had stopped with his kid. He said he hadn't been near the front when he stopped, but had been watching the demo pass for forty minutes. I also noticed from that stop that the crowd was extraordinarily tightly packed, much more so than at any other demo I've attended.

I later spoke to a friend who had arrived at Place du Canada shortly before 4, and found the tail end of the march still streaming out of the park. A tightly packed crowd which takes between forty-five minutes and an hour to pass a given point, and stretches like a giant snake around most of downtown, is to me clearly in excess of 100,000.

Regardless of the precise number, it was an overwhelmingly large crowd which occupied much of the downtown core for several hours and sent a crystal clear message to politicians and voters alike. The movement is very much alive, and prepared to continue the fight for a better society.

The other interesting fact to note about the 'mega-manif,' as people have taken to calling the massive demos which occur on the 22nd of each month, was the presence of political parties.

The Liberals and CAQ obviously went unrepresented, and signs for those parties along the route most often ended up underfoot. I saw a handful of PQ and Option Nationale signs in the crowd, but they were few and far between. Quebec Solidaire on the other hand enjoyed a large contingent with several banners and dozens of signs, but more impressive still was the heavy concentration of QS signs throughout the crowd. It was hard to take a picture without getting a QS sign in the frame, and it seems clear that the movement is starting to coalesce around QS.

This should be no surprise, given that QS is arguably the only political party in the country which can legitimately claim to be a movement party. Their slogan, "a party of the ballot box, and of the street" represents the background of the party as a child of social movements, and fits nicely with the movement's feeling that no election will bring about the real change they seek.

It will be interesting to see how this show of strength for the movement influences an election campaign which has largely ignored the student issue so far, and whether students and allies will be able to throw off their counter-productive anti-electoral urges and come to the ballot box in large enough numbers to help QS win more than the three to five seats they are optimistically projected to pick up at this point.

But regardless of how members of the movement vote, the most significant impact of this demo was to send a clear message to all Quebecers that no matter who wins the election, the issues raised over the course of the strike will continue to be pushed, and the students remain ready to return to the barricades at a moment's notice.

LE NOUVELLISTE: «La rue» ne montre pas de signe d'accalmie - Publié le jeudi 23 août 2012 à 09h51



Photo: La Presse Canadienne

La sixième manifestation mensuelle du «22» s'est déroulée dans un calme relatif, sous un soleil de plomb.

La Presse Canadienne, Montréal

On a maintes fois prédit l'essoufflement du mouvement étudiant, surtout depuis que la majorité des grévistes a repris le chemin de l'école. Mais «la rue», elle, n'a pas montré de signe d'accalmie, hier, alors que plusieurs milliers de personnes ont pris d'assaut les grandes artères montréalaises.

Cette sixième manifestation mensuelle du «22» s'est déroulée dans un calme relatif, sous un soleil de plomb. Une personne a cependant été arrêtée pour avoir commis un méfait, a indiqué le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Les vitres de deux véhicules - dont un appartenant à un média - ont par ailleurs été fracassées, a affirmé Laurent Gingras, porte-parole du SPVM.

La manifestation n'a pas été déclarée illégale car le SPVM avait réussi à obtenir des renseignements sur l'itinéraire par le biais de différentes sources.

Selon la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), la foule a atteint le cap des 100 000 personnes.

Radio-Canada avait fait appel à une firme spécialisée pour évaluer la foule. Le résultat, qui oscille entre 11 650 et 12 250 personnes (avec une marge d'erreur de 10 à 15 pour cent), est beaucoup plus près de la réalité, a-t-on laissé entendre du côté du SPVM.

Au fil de la marche, quelques pancartes électorales ont été arrachées - surtout celles du Parti libéral du Québec (PLQ) - et des feux d'artifice ont éclaté. La tension a grimpé à chaque apparition de l'escouade antiémeute, surtout à l'avant du cortège, où étaient concentrés un groupe d'une vingtaine de manifestants masqués et vêtus de noir.

La manifestation a pris fin vers 17 heures, à la place Jacques-Cartier, et la foule s'est dispersée dans le calme.

Chasser le PLQ, oublier la CAQ

Avant que le cortège ne se mette en branle, les présidentes de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont uni leur voix pour demander encore une fois aux Québécois de chasser du pouvoir le gouvernement libéral lors des élections du 4 septembre.

Montrer la porte au gouvernement libéral ne suffit toutefois pas, selon les deux fédérations étudiantes.

Elles appellent ainsi les Québécois à ne voter ni pour le PLQ, ni pour la Coalition avenir Québec, les deux partis qui préconisent une hausse des droits de scolarité.

«On espère se retrouver, le 5 septembre au matin, avec un gouvernement qui ne propose pas de hausse des frais de scolarité», a résumé la présidente de la FECQ, Éliane Laberge.

RABBLE.CA : Tens of thousands march for social justice in Montreal – Thursday, August 23, 2012

Roger Annis

Tens of thousands of demonstrators took to the streets here yesterday for the monthly protest march of Quebec's student movement. The movement has organized monster, monthly marches on the 22nd of each month since March of this year.

The march was an impressive display of militancy and determination just 12 days before a provincial election to take place on September 4. Some members of the radical CLASSE student association said that 100,000 people took part. A "professional counter" employed by the state broadcasting network Radio Canada gave a figure of 12,500. The broadcaster has routinely downplayed or not reported at all the size of past marches.

To this writer's "unprofessional" eye, the march exceeded 50,000. It wound its way through downtown Montreal for two hours. On any straight stretch of roadway, one quite long, only a fraction of the march length was visible.

The march was called by the radical CLASSE student association and the Coalition Against the Privatization and Tarification of Public Services. It was co-sponsored or supported by the student associations FEUQ and FECQ, political parties, several trade unions, and the pro-student community organizations that have mushroomed in neighbourhoods throughout the city and province in recent months.

Trainloads and busloads of students poured into the city for the action from the city of Sherbrooke (75 km to the east) and from other urban centers around Montreal. According to CLASSE, some 90,000 junior college (CEGEP) students went on strike for the day in Montreal.

The Montreal daily *La Presse* reports ten CEGEPs were shut down. At CEGEP Bois-de-Boulogne, early morning pickets by students and community supporters frustrated the effort of college administrators to keep the institution open for the day.

Striking CEGEP students whose school year was suspended by Bill 78 back in May and was to resume on varying dates this month have voted during the past several weeks to suspend their strike. They are awaiting the outcome of the provincial election on September 4 before deciding if the strike will resume.

Limited election polls in the past week suggest that the governing Liberals are headed to defeat, but it's too early yet to make any definitive predictions. There was a mood of cautious optimism throughout the march that an incoming Parti québécois government will have no choice but to carry through on its promise to repeal Law 12 and postpone any consideration of imposing a lesser tuition fee hike.

Omnipresent on the march were the key issues of the student movement -- no hike in university tuition fees and repeal of the anti-democratic Bill 78 (become Law 12 when passed into law last May).

Banners, placards and red-colored squares in all shapes and sizes voiced these demands. Some placards addressed the issue of amnesty for the more than 3,000 people who face civil or criminal charges for taking part in student protests since the outset of the strike.

The march also contained many broad, anti-capitalist themes. The lead banner read *Mobilisation générale contre les politiques néo-libérales* (Broad Mobilization Against Neo-Liberalism).

Speeches at the beginning of the march, in the center of Montreal's business district, voiced strong defense of social programs and opposition to attacks on these by the present Liberal Party government. Speakers included representatives of the Quebec Federation of Nurses and the Federation of Quebec Women. At the end of the march, in the historic district along the city's riverfront, speeches by student activists were stridently

anti-capitalist and hailed class struggle as a motor force of progressive social change. The assembled crowd there numbered in the thousands.

Small numbers of union banners were present on the march. They included the nurses federation and several post-secondary education unions affiliated to the CSN federation. There were few or no union banners from the FTQ federation and its affiliates, nor from the CSQ, the largest teachers federation in the province. Leaders of these and other union federations have said that they won't take part in pro-student marches that risk to be declared "illegal" by the police under Law 12. Organizers of this one disobeyed Law 12 by refusing to seek police permission to stage it. One arrest was reported.

Political parties joined the march. By far the largest contingent was that of the left-wing party Québec solidaire. Hundreds of its members, including many of its candidates in the present election, marched together. Scores of placards of the party, sporting its election theme, "Stand up!" were scattered throughout the march.

A contingent of members of the International Socialist Organization from the neighbouring state of Vermont and further afield in the United States joined the march with a banner reading, "Solidarity with Quebec students." For several months, the group has helped bring representatives of CLASSE to speak to students across the United States. More such speaking tours are planned. Speaking tours of Quebec student leaders in English speaking Canada are planned for the coming months.

The CLASSE association says it is engaged in a long-term battle for free and quality education, health and other vital social services. It wants a government that has social justice and protection and enhancement of the natural environment as its watchword. As its name states, CLASSE wants to forge unity of students, workers, Indigenous peoples and others in this fight.

CLASSE spokesperson Jeanne Reynolds told assembled media at the beginning of today's march, "Regardless of what happens in the coming weeks, we will continue to mobilize and we must continue to question where we are headed as a society. We must continue to talk of education because even if this present tuition hike is withdrawn, all the threats of the commercialization of education will still be there."

"September 4 [the date of the Quebec election] is less important than September 5. From that date, we will continue to fight as we have done for the past six months until our ultimate victory."



LE DEVOIR : «Charest dehors», mot d'ordre des manifestants : En période électorale, la manifestation du «22 du mois» a débordé du thème de l'éducation – Jeudi 23 août 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Des milliers de manifestants ont marché dans les rues de Montréal, mercredi.

Lisa-Marie Gervais

Estimant qu'on avait peu parlé d'eux pendant la campagne électorale, ils ont pris la rue pour se faire entendre. Des milliers de manifestants étudiants et anticapitalistes ont marché hier au centre-ville de Montréal, livrant en bloc un message sans équivoque : « Cha-rest ! De-hors ! » La bonne humeur et le calme dans lesquels s'est déroulée la grande marche de protestation contrastaient avec la véhémence du ras-le-bol des marcheurs, tous sympathiques au mouvement des « carrés rouges ». « Le thème de la manif, c'est de mettre Charest dehors. Je me devais d'être là », a lancé franchement Alicia, qui n'est pas étudiante, mais qui s'est laissé rapidement gagner par le mouvement. « Les Québécois sont

dans la rue en ce moment, et c'est assez clair pour qui ils prennent ! »

Encore une fois, la marche du 22e jour du mois, une tradition instaurée par le mouvement étudiant depuis le mois de mars, a eu de plus larges desseins. Elle a servi de prétexte à des citoyens de tous âges et des organismes de la société civile en ont profité pour dénoncer les politiques néolibérales du gouvernement, la tendance à la privatisation, sans oublier, bien sûr, la hausse des droits de scolarité. « Je suis tannée du gouvernement et je suis contre son néolibéralisme », a lancé Maritza Hernandez, une résidente de l'arrondissement Saint-Léonard, pour expliquer sa présence.

« On espère porter un grand coup. C'est notre dernière chance pour nous donner une grande visibilité et montrer aux libéraux et au reste du Québec qu'on n'a pas lâché, malgré un relâchement normal pendant l'été », a soutenu Pascale André, étudiante à l'UQAM et mère de famille.

La porte-parole de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, Véronique Laflamme, souhaite voir les formations politiques proposer de nouvelles avenues fiscales afin de tourner le dos aux « politiques néolibérales instaurées en douce [...] depuis près de 20 ans ». « On a les moyens », mais « il faut faire des choix fiscaux », a dit Mme Laflamme, dont l'organisme a coorganisé la manifestation avec la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

La manifestation, dont le trajet n'a pas été divulgué à la police, s'est mise en branle vers 15 h pour se terminer environ deux heures plus tard, à la place Jacques-Cartier dans le Vieux-Montréal. Les policiers ont procédé à une arrestation, mais aucun affrontement avec des manifestants n'a eu lieu. Dix cégeps et plusieurs associations étudiantes universitaires avaient voté une levée des cours pour participer à la journée, décision que les directions d'établissements n'ont finalement pas contrecarrée.

Dans ce grand rassemblement portant assez volontiers les couleurs du Parti québécois (PQ) mais surtout celles de Québec solidaire et d'Option nationale, les manifestants en voulaient d'abord au Parti libéral et à la Coalition avenir

Québec (CAQ). Une poignée d'individus ont été aperçus en train d'arracher les pancartes de ces partis en début de parcours.

Lors d'un point de presse, en début d'après-midi, les leaders étudiants ont appelé à ne pas voter pour ces deux partis. « On rappelle au Parti libéral du Québec, mais aussi aux caquistes, car ils semblent [afficher] le même mépris envers nous, que la "rue", c'est aussi les Québécois », a souligné Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). « Dans les débats des derniers jours, il n'y a pas beaucoup de partis qui offrent une vision de l'éducation et une vraie évaluation de nos besoins. C'est déplorable de voir si peu de leadership, notamment du gouvernement et d'autant plus des caquistes, qui disent vouloir le changement, mais qui répètent exactement la même plateforme que le gouvernement libéral en 2003. »

Est-ce un appel à voter pour le PQ ? « Pas nécessairement », a répondu Éliane Laberge, présidente de la Fédération étudiante collégiale (FECQ). « Mais on invite les citoyens québécois et particulièrement les jeunes à être critiques et, oui, à réaliser que certains prônent l'accessibilité aux études et d'autres, certainement pas. » Pour inciter les jeunes à voter, des bénévoles mènent actuellement une campagne téléphonique.

L'issue du scrutin est incertaine, mais déjà, les étudiants ont annoncé que plusieurs congrès et assemblées générales se tiendront dans les jours qui suivront l'élection. « Peu importe ce qui va se passer dans les prochaines semaines, il va falloir continuer à se mobiliser et à se questionner collectivement. Et à continuer à parler d'éducation, parce qu'on a beau annuler cette hausse-là, il y a quand même des menaces d'une marchandisation de l'éducation », a affirmé la porte-parole de la CLASSE Jeanne Reynolds. « Le 4 septembre est moins important que le 5 septembre. Et le 5 septembre, nous continuerons à nous battre comme nous nous sommes battus depuis six mois, comme nous nous battons chaque soir jusqu'à la victoire. »

[Vos réactions \(36\)](#)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Une grande manifestation étudiante en pleine campagne électorale – Mise à jour le mercredi 22 août 2012 à 22 h 43 HAE

Galerie photo : Luc Lavigne





Comme tous les 22 du mois depuis mars dernier, une grande manifestation nationale a eu lieu à Montréal afin de protester contre la hausse des droits de scolarité et contre la loi 12 (projet de loi 78) qui balise entre autres le droit de manifester.

La manifestation a largement débordé le cadre du mouvement étudiant, les slogans mis de l'avant ayant été particulièrement hostiles au Parti libéral du Québec (PLQ) et à la Coalition avenir Québec (CAQ). Plusieurs pancartes de Québec solidaire ont également été vues.

Selon l'évaluation de la firme Altus, faite pour Radio-Canada, il y avait 12 250 personnes à 14 h 35 rassemblées à la Place du Canada. La marge d'erreur est de 10 à 15 %.

Un deuxième comptage, à l'intersection de Sherbrooke et Bleury, donnait 11 650 personnes.

La marche s'est mise en branle peu après 15 h et a pris fin vers 17 h. Elle s'est déroulée dans le calme et aucun incident majeur n'a été signalé. Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a fait état d'une seule arrestation.

Plusieurs artères de la métropole ont été fermées à la circulation et la Société de transport de Montréal (STM) a interrompu certaines lignes selon l'évolution de la manifestation.

Les manifestants avaient commencé à se réunir vers 14 h, Place du Canada, à l'appel de Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) ainsi que la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics.

Peu avant le début de la manifestation, la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge, ainsi que la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, ont tenu une conférence de presse. Les deux représentantes étudiantes ont rappelé l'importance de la mobilisation dans un contexte de campagne électorale.

Elles ont souligné que « l'éducation n'était pas un enjeu prioritaire pour les partis politiques » et ont déploré le « peu de leadership » de la part des élus et des politiciens dans ce dossier.

Martine Desjardins a réitéré son appel à ne pas voter pour les partis qui ne soutiennent pas la cause étudiante. « Les libéraux et les caquistes, c'est du pareil au même », a-t-elle martelé.

Elle a également affirmé qu'elle visait une participation de 60 % à 65 % des jeunes lors de l'élection du 4 septembre prochain.

Même son de cloche du côté de la coporte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds. Elle a déploré l'absence dans la présente campagne électorale des débats soulevés par les étudiants depuis le printemps. Elle a invité la population à une réflexion sur ses « motivations » et « les philosophies économiques » qui guident ses choix.

Véronique Laflamme, de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, était également au rassemblement pour dénoncer les « politiques néolibérales » du gouvernement actuel. Elle a exprimé son inquiétude concernant les « hausses tarifaires imposées au Québec ». Selon elle, l'éducation, les politiques sociales et la lutte contre la pauvreté sont les parents pauvres de cette campagne électorale.

Toronto porte le carré rouge

Quelque 75 manifestants arborant le carré rouge ont marché dans les rues de la Ville Reine mercredi au son des casseroles. Partis de l'hôtel de ville, ils tenaient à montrer leur appui aux manifestants du Québec.

Grève, malgré le retour en classe

Bien que tous les cégépiens soient maintenant [de retour en classe](#) pour terminer leur session d'hiver, les étudiants de 10 cégeps avaient voté pour une journée de grève afin de participer à cette manifestation nationale.

Au Collège Bois-de-Boulogne, une certaine incertitude a un temps plané mercredi matin en raison de la volonté de la direction de tenir les cours. Mais devant la possibilité de piquets de grève, par crainte d'affrontement,

elle a suspendu les cours pour la journée. Au Cégep Édouard-Montpetit, la suspension des cours a été accordée, mais seulement à partir de midi. En tout, 96 associations étudiantes regroupant plus de 92 000 étudiants des universités et des cégeps du Québec ont opté pour tenir une grève d'une journée le 22, selon une compilation de la CLASSE. À moins de deux semaines des élections générales, les organisateurs de la manifestation estiment que « les libéraux jouent aujourd'hui leur dernière carte », tout en précisant « que les urnes ne sont pas une finalité ». « Avec cette marche, nous annonçons nos couleurs, et elles ne sont pas partisans. Nous nous dresserons contre tout gouvernement qui proposera des mesures antisociales », expliquent les organisateurs. Ce rassemblement fait suite aux manifestations nationales tenues les 22 de chaque mois depuis le début du conflit étudiant, qui avaient rassemblé chaque fois des dizaines de milliers de personnes dans une ambiance festive et pacifique :

- [22 juillet](#)
- [22 juin](#)
- [22 mai et 100e jour du conflit](#)
- [22 avril et Jour de la Terre](#)
- [22 mars](#)



Photo : Bruno Maltais
Manifestation à Montréal



Photo : Bruno Maltais
Apparition des casseroles sur le chemin des manifestants

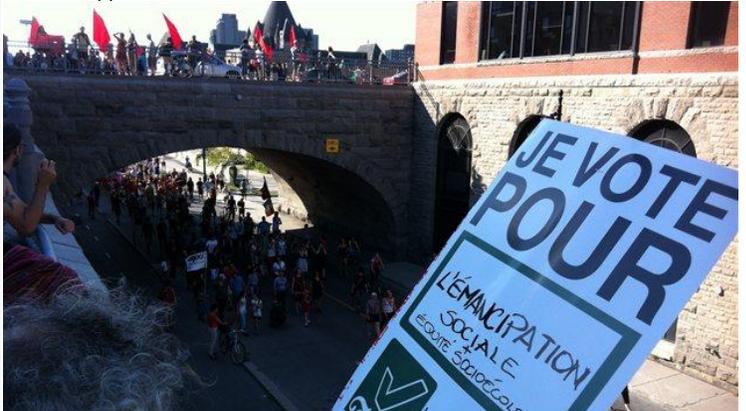


Photo : Bruno Maltais
Les manifestants sillonnent plusieurs artères de Montréal.

En complément



Vidéo - [Le compte rendu de Jacques Bissonnet](#)
[Les commentaires \(367\)](#)

TVANOUVELLES : 6e manifestation nationale du 22 août : Les étudiants s'invitent dans la campagne électorale - Première publication mercredi 22 août 2012 à 15h29 - Mise à jour : mercredi 22 août 2012 à 19h09



(Sébastien Saint-Jean, Agence QMI)

Agence QMI
La sixième manifestation du 22 du mois s'est mise en marche peu avant 15 h à la Place du Canada, mercredi. Organisée conjointement par la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante

(CLASSE) et la Coalition opposée à la privatisation et à la tarification, elle est la première de la série à se tenir pendant la campagne électorale. La manifestation d'environ 5000 de personnes réunit notamment des étudiants, des membres de groupes communautaires et d'organisations syndicales.



(Sébastien Saint-Jean, Agence QMI)

En point de presse vers 14h15, Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la CLASSE, et Véronique Laflamme de la Coalition opposée à la privatisation et à la tarification, ont refusé de prendre position pour ou contre un parti politique à l'occasion de la présente campagne.

«Peu importe ce qui va se passer dans les prochaines semaines, il va falloir continuer de se mobiliser et de parler d'éducation [...] et de gratuité scolaire», a indiqué la porte-parole de la CLASSE.

Selon Mme Laflamme de la Coalition opposée à la privatisation et à la tarification, il est impossible pour son organisation, qui chapeaute de nombreux organismes, d'adopter une position électorale uniforme.



(Sébastien Saint-Jean, Agence QMI)

Elle a cependant déploré le fait que «la lutte à la pauvreté n'apparaît nulle part dans les plates-formes des trois partis principaux» et s'est prononcée contre les menaces qui planeraient selon elle sur les services publics, comme l'éducation et la santé.

Mme Reynolds a renchéri en disant que le problème des iniquités sociales n'est pas abordé depuis le début de la campagne électorale.



(Sébastien Saint-Jean, Agence QMI)

«Pourquoi le discours de la compétitivité et de la croissance économique à tout prix doit-il prendre le dessus sur le bien-être collectif de l'ensemble de la société?», s'est questionné Jeanne Reynolds.

Dans un communiqué de presse publié mardi, les deux organismes ont indiqué que la manifestation se voulait une protestation «contre la destruction progressive des services publics, la hausse des frais de scolarité et la loi 12 (projet de loi spéciale 78)».

Le 22 juillet dernier, plusieurs milliers de personnes s'étaient rassemblées dans les rues de Montréal, même si la marche avait été déclarée illégale, faute de trajet.

Position divergente de la FEUQ et la FECQ

En point de presse avant la manifestation, les présidentes de la FECQ et de la FEUQ ont rappelé l'importance du vote des jeunes le 4 septembre prochain.

«Le 4 septembre, ce sont tous les Québécois qui devront faire le bilan du Parti libéral, le bilan de neuf années où on a vu la corruption augmenter, neuf années où on a vu une privatisation et une tarification des services augmenter, a dit la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge. On espère se retrouver le 5 septembre avec un gouvernement qui ne proposera pas de hausses de frais de scolarité.»

«On trouve important ici, aujourd'hui (mercredi), de rappeler au Parti libéral et à la CAQ qu'on a à cœur l'accessibilité aux études », a-t-elle ajouté.

La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Martine Desjardins, a pour sa part rappelé qu'aux dernières élections générales de 2008 «moins d'un jeune sur deux est allé voter, cette fois-ci on vise un taux de 60-65 %».



(Sébastien Saint-Jean, Agence QMI)



(Sébastien Saint-Jean, Agence QMI)

Même s'il a quitté son poste de co-porte-parole au sein de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois était présent pour manifester à Montréal, mercredi

THE GAZETTE : Boycotts on hold, but march goes on – Wednesday, August 22, 2012



Photograph by: Dario Ayala , The Gazette

Students gather at Place du Canada on Wednesday, August 22.

By René Bruemmer, The Gazette August 22, 2012

MONTREAL - Student protesters and those who joined the movement to voice their own visions of social renewal are calling on supporters to make Wednesday's march a historical event.

"This August 22, CLASSE invites you to the largest demonstration in Quebec history," reads the Facebook page created by the Coalition large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante, the federation representing 100,000 students that has been the most ardent backer of the protests.

"This spring's political awakening has given way to a new vision for democracy: a popular democracy, a democracy of the streets. Bill 78 was designed to stop it. It failed. ... On August 22 ... let's march for a just and equal Quebec. Let's march for a new world."

In the absence of the very effective bargaining chip of scrapping an entire semester and throwing the province's post-secondary educational calendar into chaos, organizers are hoping mass demonstrations can fill the void.

But now that students leery of losing their semesters are stopping their boycotts and a provincial election campaign has put the tuition-hike issue in limbo, it's not certain whether the fervour of this spring can ever be rekindled. The days when as many as 200,000 took to the streets for the largest protests in the province's history, when marches harbouring as many as 5,000 protesters wended through the streets of downtown Montreal every night, or prompted simultaneous pot-banging outings in multiple sites throughout the city, waned with the coming of the summer and the cancellation of classes enforced by Bill 78. So, too, did the violent protests that shattered glass and spread tear gas and fear.

July's protest on the 22nd, the day chosen for mass marches every month, drew a relatively anemic 10,000 or so protesters. An impromptu downtown protest organized by CLASSE in early August had only 200 participants. The organization's charismatic co-spokesman and face of the student protest for many, Gabriel Nadeau-Dubois, resigned soon afterwards.

Protesters continue to march the streets of Montreal during a mass demonstration which was organized by the student group CLASSE against Jean Charest's government, Friday, June 22, 2012. Student protesters and those who joined the movement to voice their own visions of social renewal are calling on supporters to make this month's march a historical event.

And Liberal leader Jean Charest, who many see as the root cause of the strife and its longevity, could lose this election, which could mean the end of the tuition-fee hikes and the controversial Bill 78 legislated to quell the protests. But that doesn't necessarily mean it's all coming to an end, observers say.

"At this point my sense is that the demonstrations of the spring were so significant that I would hesitate to say the movement has reached any end point," said Vincent Mosco, professor emeritus of sociology at Queen's University. "We'll see some evidence in tomorrow's demonstration of a return, but most likely students are waiting the end of the election. ... What happens with movement will depend on the results."

The majority of the CEGEP students who voted to return also voted in favour of a one-day strike on Wednesday, noted Jeanne Reynolds, co-spokesperson for CLASSE, proving the anger is still simmering. Some school administrations have refused to cancel classes for the day, which could spur confrontations as well.

"This is the only large protest during the electoral campaign," she noted. "In the last demonstrations, there was a lot of contempt shown for protesters, like the people who were demonstrating were not really citizens, not really people."

"We want people to take their voice as citizens, and demonstrating is an active and effective means of having a voice, in a collective way."

A Parti Québécois win does not necessarily mean the end of protest movements, Reynolds said, because the party has been "ambiguous" on what it plans to do regarding the tuition fee hikes (leader Pauline Marois initially promised a tuition freeze; on the campaign she said there would be hikes indexed to the cost of living).

"That's why it's important to keep up the pressure and say that we are still here," she said.

The fact the movement was able to sustain pressure for such a long period shows its deep roots, Mosco said.

"I think (the protesters) bought some time in the ferocity of demonstrations and the ability to turn out large numbers of people on short notice," he said. "Even though they're holding back now, they still have a period of time, say till six months after the elections, to exert pressure."

[18 comments](#)



Photograph by: Tijana Martin, THE GAZETTE

LE DEVOIR : Une autre grande manifestation s'est tenue à Montréal – Mercredi 22 août 2012, 20 h 59



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

La manifestation du 22 du mois s'est déroulée sur fond de campagne électorale, à l'initiative d'une coalition d'organisations communautaires, étudiantes, syndicales, féministes et écologistes.

Le Devoir avec La Presse canadienne

En ce 22 du mois, une sixième manifestation mensuelle consécutive a été organisée à Montréal. Le rassemblement s'est tenu vers 14 heures à la Place du Canada dans le centre-ville, et la marche a véritablement commencé vers 15h.

Avant que les manifestants commencent à marcher, les présidentes de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont uni leur voix pour demander aux Québécois de chasser du pouvoir le gouvernement libéral lors des élections du 4 septembre.

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, a affirmé que les citoyens et les étudiants en ont assez d'un gouvernement «agressif et méprisant». Elle a ajouté que le Parti libéral du Québec et la Coalition avenir Québec sont du pareil au même, avant de reprocher à ce dernier parti de chercher à donner l'illusion du changement alors qu'il est constitué de candidats issus des autres formations.

Mme Desjardins a dit croire que les jeunes qui se sont mobilisés ne voudront pas baisser les bras et qu'ils se rendront voter pour obtenir gain de cause. Elle s'est donné comme objectif de voir le taux de participation des jeunes au scrutin atteindre 60 ou 65 pour cent.

Pour sa part, la présidente de la FECQ, Éliane Laberge, a déclaré que la population se souviendra, le 4 septembre, de la manière dont le Parti libéral a traité la jeunesse québécoise.

Dans le calme

Cette sixième manifestation mensuelle s'est déroulée dans un calme relatif, sous un soleil de plomb. Une personne a cependant été arrêtée pour avoir commis un méfait, a indiqué le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Les vitres de deux véhicules (dont un appartenant à un

média) ont par ailleurs été fracassées, a affirmé Laurent Gingras, porte-parole du SPVM.

La manifestation n'a pas été déclarée illégale car le SPVM avait réussi à obtenir des renseignements sur l'itinéraire par le biais de différentes sources.

Selon la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), la foule a atteint le cap des 100 000 personnes.

Radio-Canada avait fait appel à une firme spécialisée pour évaluer la foule. Le résultat, qui oscille entre 11 650 et 12 250 personnes (avec une marge d'erreur de 10 à 15 pur cent), est beaucoup plus près de la réalité, a-t-on laissé entendre du côté du SPVM.

Au fil de la marche, quelques pancartes électorales ont été arrachées (surtout celles du Parti libéral du Québec) et des feux d'artifice ont éclaté. La tension a grimpé à chaque apparition de l'escouade antiémeute, surtout à l'avant du cortège, où étaient concentrés un groupe d'une vingtaine de manifestants masqués et vêtus de noir.

La manifestation a pris fin vers 17 heures, à la place Jacques-Cartier, et la foule s'est dispersée dans le calme.

Une dernière manif ?

De l'avis de nombreux participants interrogés, il pourrait s'agir d'une dernière manifestation étudiante de cette ampleur dans les rues de Montréal. Cela ne signifie pas pour autant que la lutte aura été vaine, a plaidé Samuel Blouin, étudiant en sociologie à l'Université de Montréal.

«Personnellement, je crois que la grève est terminée, mais pas nécessairement la mobilisation contre la hausse des frais de scolarité. Le prochain gouvernement qui va vouloir décréter une hausse des frais de scolarité va y penser à deux fois. Je pense que déjà, c'est un gain», a suggéré l'étudiant âgé de 21 ans.

D'autres, comme Jean-Christophe, sont d'avis que la jeunesse québécoise continuera de battre le pavé, et ce, peu importe le parti qui sera porté au pouvoir dans moins de deux semaines.

«Même si c'est le Parti québécois qui rentre, il y en aura d'autres. À aussi grand déploiement, peut-être pas, mais il va y en avoir d'autres, c'est sûr», a lancé le jeune homme, qui était maquillé de rouge de la tête aux pieds.

Avant le début de la marche, la coporte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Jeanne Reynolds, a estimé que l'élection prochaine ne sera pas suffisante pour régler le malaise qui a pris naissance le printemps dernier. Elle a aussi réclamé la gratuité de l'éducation.

Les étudiants doivent se rencontrer en congrès extraordinaire le 13 septembre pour discuter de la suite des événements, à la lumière de l'issue du scrutin provinciale.

[Vos réactions \(19\)](#)



1. MANIFESTATION DU 22 MARS 2012

200 000 fois «entendez-nous!» - Une marée humaine. Parents, professeurs et étudiants participent à l'une des plus importantes manifestations qu'a connues Montréal ([En photos](#))



2. MANIFESTATION DU 22 AVRIL 2012

Un grand cri du peuple - Une manifestation d'une ampleur sans précédent pour la Journée de la Terre



3. MANIFESTATION DU 22 MAI 2012

Loi 78 : la rue choisit la désobéissance pacifique ([En photos](#))



4. MANIFESTATION DU 22 JUIN 2012

Pas de vacances pour la contestation - Grande marche estivale à Montréal et foule record à Québec



5. MANIFESTATION DU 22 JUILLET 2012

Pas de vacances pour les carrés rouges - Des milliers de marcheurs défilent contre le néolibéralisme

[Galerie photo manif du 22 août 2012](#)



Photo : - Le Devoir Jacques Nadeau



Photo : - Le Devoir Jacques Nadeau



Photo : - Le Devoir Pedro Ruiz



Photo : - Le Devoir/Marco Bélaïr-Cirino



Photo : - Le Devoir Jacques Nadeau



Photo : - Le Devoir/Marco Bélaïr-Cirino



Photo : - Le Devoir/Marco Bélaïr-Cirino



Photo : - Le Devoir Pedro Ruiz



Photo : - Le Devoir/Marco Bélaïr-Cirino



Photo : - Le Devoir/Marco Bélair-Cirino



Photo : - Le Devoir/Marco Bélair-Cirino



Photo : - Le Devoir/Marco Bélair-Cirino



Photo : - Le Devoir/Marco Bélair-Cirino



Photo : - Le Devoir/Marco Bélair-Cirino



Photo : Lisa-Marie Gervais

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : La manif en direct - Publié le: mercredi 22 août 2012, 13H56



Des milliers de manifestants étudiants ont pris d'assaut le centre-ville de Montréal, pour protester contre la hausse des frais de scolarité.
22 août manifestation nationale



Plusieurs dizaines de milliers d'étudiants manifestent en ce moment dans les rues de Montréal.
par *Le Journal Modifié* par *Mathieu Turbide, directeur...* 8/22/2012 6:33:51 PM



Coin University et Sainte-Catherine
par *Le Journal* via email 8/22/2012 7:47:53 PM



Coin University et Sainte-Catherine
par *Le Journal* via email 8/22/2012 7:47:53 PM

À partir de St-Laurent, la #manifencours tourne sur Ste-Catherine en direction est. #GGi #22aout #manif22
par *SPVM* via [twitter](#) 8/22/2012 7:53:27 PM
#manifencours #22aout #ggi on tourne ste cath
par *kuslak* via [twitter](#) 8/22/2012 7:53:31 PM



Coin Sherbrooke et University
par *Le Journal* via email 8/22/2012 7:53:47 PM
#manifencours #22aout #ggi wtf pancarte de pauline marois vandalisee
par *kuslak* via [twitter](#) 8/22/2012 7:54:56 PM



De belles pancartes sur le thème du vote à la manif du #22aout #ggi [t.co](#)
par *laurakneale* via [twitter](#) 8/22/2012 7:55:02 PM



RT @mlebleu: Beaucoup d'appui à @optionnationale et @aussant à la #manifencours! #22aout #qc2012 [t.co](#)
par *Zenjia* via [twitter](#) 8/22/2012 7:57:41 PM



#manifencours RT @laurakneale De belles pancartes sur le thème du vote à la manif du #22aout #ggi t.co #Qc2012 par deBeauxOs1 via [twitter](http://twitter.com) 8/22/2012 7:58:04 PM
 RT @stminfo: Le service des lignes de bus suivantes est perturbé : 61, 107, 125, 129, 715 et la 747 par SPVM via [twitter](http://twitter.com) 8/22/2012 8:03:31 PM
 La #manifencours a tourné sur Berri sud, à partir de Ste-Catherine. #GGI #22aout #manif22 par SPVM via [twitter](http://twitter.com) 8/22/2012 8:04:04 PM



Coin Saint-Laurent et Sherbrooke par Le Journal via email 8/22/2012 8:06:25 PM
 Les pancartes électorales du PLQ & certaines du PQ mangent la claude de la rue. Par contre, ceux d'ON & QS sont bien protégés #polqc #22aout par mab91 via [twitter](http://twitter.com) 8/22/2012 8:08:05 PM
 Selon certaines sources, la #manif22 s'étendrait sur plus d'1 kilomètre!! #ggi #manifencours



par IanRouillard via [twitter](http://twitter.com) 8/22/2012 8:08:22 PM

(PHOTO Sébastien Saint-Jean, QMI) Des manifestants grimpent sur des poteaux pour arracher des pancartes de candidats du PLQ, comme celle de Jacques Chagnon, sur la photo ci-dessus.
 par Mathieu Turbide, directeur...8/22/2012 8:15:28 PM
 La #manifencours se déplace toujours sur Berri en direction sud, passé St-Antoine. #GGI #manif22 #22aout par SPVM via [twitter](http://twitter.com) 8/22/2012 8:15:35 PM



(PHOTO Sébastien Saint-Jean, QMI) Une quinzaine de manifestants masqués, aux couleurs du Black Bloc, prennent part à la manifestation.
 par Mathieu Turbide, directeur...8/22/2012 8:17:44 PM
 16h18 #manifencours #22août s'étend de Berrie direction Sud, passé St-Antoine au coin Sherbrooke et St-Laurent. Estimation? #GGI par lumiere022 via [twitter](http://twitter.com) 8/22/2012 8:20:42 PM
 À partir de Berri, la #manifencours a emprunté la rue de la Commune en direction ouest. #GGI #22aout #manif22 par SPVM via [twitter](http://twitter.com) 8/22/2012 8:22:31 PM
 RT @justinCgio: Stuck in #manif22 traffic was eye-opening. I know this sounds perverse #ggi crew, but @spvm is protecting you from a lot ... par SPVM via [twitter](http://twitter.com) 8/22/2012 8:26:22 PM



#manifencours #ggi belle manif sur Berri ! t.co par MyMyvall via [twitter](http://twitter.com) 8/22/2012 8:28:33 PM
 RT @stminfo: Ces lignes de bus sont présentement interrompues: 15 - 150 - 168 par SPVM via [twitter](http://twitter.com) 8/22/2012 8:28:34 PM
 RT @stminfo: Le service des lignes suivantes est perturbé : 107 - 125 - 129 - 427 - 715 par SPVM via [twitter](http://twitter.com) 8/22/2012 8:29:48 PM



#manifencours #manif #vieux-Montréal #protest #oldmontreal #debatq
#dehorscharest @ Marché Bonsecours [t.co](https://twitter.com/Luciadominguez0)
par [Luciadominguez0](https://twitter.com/Luciadominguez0) via [twitter](https://twitter.com/Luciadominguez0) 8/22/2012 8:36:11 PM



#manifencours Place-Jacques-Cartier#Qc2012 #22aout #22août #ggi [t.co](https://twitter.com/blogocram)
par [blogocram](https://twitter.com/blogocram) via [twitter](https://twitter.com/blogocram) 8/22/2012 8:36:21 PM



Entré du tunnel vers le vieux-Montréal #manifencours [t.co](https://twitter.com/DomZero8)
par [DomZero8](https://twitter.com/DomZero8) via [twitter](https://twitter.com/DomZero8) 8/22/2012 8:38:09 PM
Des touristes mexicains qui empruntent des pancartes de manif pour
prendre une photo-souvenir. LOL #22août #manifencours #ggi
par [MD_Duss](https://twitter.com/MD_Duss) via [twitter](https://twitter.com/MD_Duss) 8/22/2012 8:43:56 PM



La #manifencours est passée devant ma job! @ Just for Laughs Office [t.co](https://twitter.com/OdreeRousse)
par [OdreeRousse](https://twitter.com/OdreeRousse) via [twitter](https://twitter.com/OdreeRousse) 8/22/2012 8:44:36 PM
Plusieurs personnes arrivées à la Place Jacques-Cartier se dispersent et
quittent les lieux. #GGI #manifencours #22aout #manif22
par [SPVM](https://twitter.com/SPVM) via [twitter](https://twitter.com/SPVM) 8/22/2012 8:47:49 PM
il y a eu environ 12 000 manifestants aujourd'hui dans les rues de Mon-
tréal pour la manif #22aout selon Radio-Canada #GGI #manifencours
par [MarcAubard](https://twitter.com/MarcAubard) via [twitter](https://twitter.com/MarcAubard) 8/22/2012 8:56:40 PM
#manifencours #ggi Estimation de foule de 12 500 personnes selon Radio
Canada. Pour avoir été la, il me semble qu'il y avait plus de monde!?
par [AntoineQc](https://twitter.com/AntoineQc) via [twitter](https://twitter.com/AntoineQc) 8/22/2012 9:00:17 PM
RT @[MD_Duss](https://twitter.com/MD_Duss): Tellement pas d'violence et d'intimidation a la #manif-
encours que le SPVM prend des photos avec les touristes mexicains [t.co](https://twitter.com/RoxanneLalonde)
par [RoxanneLalonde](https://twitter.com/RoxanneLalonde) via [twitter](https://twitter.com/RoxanneLalonde) 8/22/2012 9:01:13 PM
RT @[stminfo](https://twitter.com/stminfo): Mise à jour des lignes de bus déroutées : 15-150-715-747
(17h02)
par [SPVM](https://twitter.com/SPVM) via [twitter](https://twitter.com/SPVM) 8/22/2012 9:04:29 PM



(PHOTO Sébastien Saint-Jean, QMI) La manifestation un peu plus tôt cet
après-midi.
par [Mathieu Turbide](https://twitter.com/MathieuTurbide), directeur...8/22/2012 9:05:29 PM



(PHOTO Sébastien Saint-Jean, QMI)

par Mathieu Turbide, directeur...8/22/2012 9:06:53 PM



(PHOTO Sébastien Saint-Jean, QMI)

par Mathieu Turbide, directeur...8/22/2012 9:08:12 PM

La manifestation est sur le point de se terminer. Nous fermons donc ce salon de clavardage. À la prochaine: ce soir, 20h30, pour le dernier face à face en direct entre Pauline Marois et François Legault.

par Mathieu Turbide, directeur...8/22/2012 9:13:05 PM

L'estimation de TVA (5000) date du tout début du rassemblement.

par Mathieu Turbide, directeur... Modifié par Le Journal 8/23/2012 12:21:32 AM

RT @fagstein: Crowd estimates: TVA: 5000; Radio-Canada/Altus: 12250; Me: 24000; @CUTV: 80000; @EthanCoxMtl: 200000 #manifencours #ggi par CUTVnews via [twitter](#) Modifié par Le Journal 8/23/2012 12:21:35 AM

LA PRESSE: Les manifestants se refont entendre - Publié le mercredi 22 août 2012 à 13h33 | Mis à jour le mercredi 22 août 2012 à 23h30

Émilie Bilodeau, Pascale Breton et Catherine Handfield, La Presse

Décues que les enjeux mis de l'avant lors de la crise étudiante et du «printemps érable» soient absents de la campagne électorale, des milliers de personnes ont manifesté dans les rues de Montréal mercredi après-midi.

Vers 15h, jeunes et moins jeunes ont entamé leur marche, à partir de la place du Canada, dans le centre-ville, en scandant un slogan souvent entendu au cours des derniers mois: «Charest, dehors, on va te trouver une job dans le Nord!» À plusieurs endroits sur le chemin des manifestants, des personnes ont brandi de grands draps ou des cartons rouges en signe de solidarité.

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), organisatrice de l'événement, a assuré que d'autres manifestations auraient lieu les 22 du mois, et ce, même si un nouveau gouvernement est élu le 4 septembre prochain. «Les élections ne seront pas suffisantes pour régler les malaises qu'on a soulevés au printemps dernier», a déclaré Jeanne Reynolds, co-porte-parole de l'organisation, peu avant le départ de la marche.

La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, aussi à l'origine de la manifestation, a quant à elle dénoncé la «révolution tarifaire» des dernières années: «Hausse de tarifs, hausse des droits de scolarité, mais également taxe santé et hausse annoncée des tarifs d'hydroélectricité», a énuméré la porte-parole Véronique Laflamme.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a pour sa part appelé les Québécois à ne

voter ni pour le Parti libéral du Québec ni pour la Coalition avenir Québec, qui préconisent la hausse des droits de scolarité. «Les Québécois méritent beaucoup mieux aux prochaines élections», a déclaré la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

La présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge, a ajouté que la manifestation était d'autant plus importante que l'éducation, selon elle, n'est visiblement pas un enjeu pour les partis politiques. «C'est en ce sens-là qu'on trouve extrêmement important d'être ici aujourd'hui. Pour rappeler à tous les partis politiques, et particulièrement au Parti libéral du Québec et à la Coalition avenir Québec, que nous, on a à coeur l'accessibilité aux études et qu'on est contre la hausse des frais de scolarité.»

Aux côtés des étudiants et des groupes sociaux, des candidats de Québec solidaire et d'Option nationale ont affiché leurs couleurs dans la foule.

10 000 ou 100 000 manifestants?

L'itinéraire n'avait pas été divulgué aux policiers. La manifestation a pris fin dans le Vieux-Port de Montréal. Durant la marche, quelques pièces pyrotechniques ont été lancées, mais il s'agissait de gestes isolés, a estimé la police qui a laissé la manifestation suivre son cours. Une trentaine de personnes masquées et vêtues en noir de la tête aux pieds se sont aussi chargées d'arracher toutes les affiches électorales sur leur passage. Rue Sherbrooke, une dizaine de manifestants ont injurié un petit groupe de policiers qui marchaient sur le trottoir. Une seule personne a été arrêtée pour méfaits.

La CLASSE a estimé la foule à 100 000 personnes, ce qui est bien loin du chiffre de 5000 à 10 000 personnes évoqué par des sources policières pendant la manifestation. Rappelons que le Service de police de la Ville de Montréal ne rend plus publiques ses estimations de foule.

La Presse a constaté que, lorsque les derniers manifestants ont quitté la place du Canada, une demi-heure après le départ, la tête du cortège se trouvait 1,2 kilomètre plus loin, à l'angle des rues Sherbrooke et Durocher. Un expert en évaluation de foule, embauché par Radio-Canada, a pour sa part affirmé qu'il y avait 12 500 personnes au départ de la manifestation.

Jean Charest réagit

Loin des manifestants, le premier ministre Jean Charest visitait pour sa part un établissement touristique de Saint-Jean-sur-Richelieu au milieu des champs de maïs.

Depuis le début de la campagne, plusieurs ont relevé que la caravane du premier ministre sortant est régulièrement accompagnée d'un imposant dispositif de sécurité. Les activités ont généralement lieu dans des endroits isolés, inaccessibles aux manifestants.

Mais M. Charest se défend bien de craindre la rue. «Le choix du 4 septembre, c'est le rendez-vous que nous aurons tous, a-t-il dit. Autant les gens de la rue qui choisissent de manifester, ce qu'ils ont parfaitement le droit de faire, incluant ceux qui ne manifestent pas mais qui auront le droit de parole le 4 septembre prochain.»

- Avec Martin Croteau

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL / 24HEURES : 22 août: «Pour une justice sociale» - Publié le: mercredi 22 août 2012, 9H11 | Mise à jour: mercredi 22 août 2012, 23H18 / Mercredi 22 août 2012, à 14h54 - Mise à jour mercredi 22 août 2012, à 15h44

Marie-Andrée Gosselin - Agence QMI

La sixième manifestation du 22 du mois a réuni plusieurs milliers de personnes mercredi, dans les rues de Montréal.

Organisée conjointement par la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) et la Coalition opposée à la privatisation et à la tarification, elle est la première de la série à se tenir pendant la campagne électorale.

Réunie à la Place du Canada, la foule s'est mise en marche vers 15 h. Des étudiants ainsi que des membres de groupes communautaires et d'organisations syndicales ont notamment pris part à l'événement.

Durant plus d'une heure, les manifestants ont défilé de façon pacifique dans les rues du centre-ville et l'événement a pris fin aux environs de 17 h à la place Jacques-Cartier. Une seule arrestation est survenue en raison de méfaits commis sur une pancarte électorale. Une voiture a également

été la cible de vandales sur la rue University, a indiqué le porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Yannick Ouimet.

Campagne électorale : la CLASSE refuse de prendre position

Lors d'un point de presse tenu avant le début de la marche, Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la CLASSE, et Véronique Laflamme de la Coalition opposée à la privatisation et à la tarification, ont refusé de prendre position pour ou contre un parti politique à l'occasion de la présente campagne.

« Peu importe ce qui va se passer dans les prochaines semaines, il va falloir continuer de se mobiliser et de parler d'éducation [...] et de gratuité scolaire », a indiqué la porte-parole de la CLASSE.

Selon Mme Laflamme de la Coalition opposée à la privatisation et à la tarification, il est impossible pour son organisation, qui chapeaute de nombreux organismes, d'adopter une position électorale uniforme.

Elle a cependant déploré le fait que « la lutte à la pauvreté n'apparaît nulle part dans les plates-formes des trois partis principaux » et s'est prononcée contre les menaces qui planeraient selon elle sur les services publics, comme l'éducation et la santé.

Mme Reynolds a renchéri en disant que le problème des iniquités sociales n'est pas abordé depuis le début de la campagne électorale.

« Pourquoi le discours de la compétitivité et de la croissance économique à tout prix doit-il prendre le dessus sur le bien-être collectif de l'ensemble de la société? », s'est questionné Jeanne Reynolds.

Afficher 14 commentaires (Québec)

Apou 1 commentaire masqué

C'est pathétique de voir que le niveau des échanges entre nos chefs lors des débats. Ils sont à peu-près de niveau de 3^{ème} du primaire, alors que des jeunes de 20 ans arrivent à discuter de problèmes complexes, à situer les enjeux majeurs de notre société et à identifier les défis que nous aurons à relever. Tassez vous les vieux boomer veston cravaté déprimants, on a besoin d'air !!!

[08/23/2012 10:40 AM](#)

Apou 1 commentaire masqué

Pas de police, pas de violence.

[08/23/2012 10:34 AM](#)

[Daniel Larivière](#) 1 commentaire masqué

Ils veulent des changements pour la justice sociale et ils s'insurgent contre la croissance économique et la compétitivité... sauf que pour se payer des mesures sociales, il faut une économie en santé et ne pas faire de déficit. Pourtant c'est assez simple... Ces gens-là de la classe ont un agenda caché d Québec "soviétique" solidaire.

[08/23/2012 10:04 AM](#)

lognom 1 commentaire masqué

Pauvre Martine 30 ans encore à l université!!!

[08/22/2012 08:37 PM](#)

lognom 1 commentaire masqué

Attendez de voir celle du 22 décembre!!!!

[08/22/2012 08:35 PM](#)

Daniel_Boi 1 commentaire masqué

C'est n'importe quoi, GROSSE perte de temps, il y en a qu'il NE SAVENT PAS quoi faire de leur journée?

[08/22/2012 08:23 PM](#)

MasterMike 1 commentaire masqué

Baillements
Belle bande de braillards...

[08/22/2012 06:29 PM](#)

[Jean-Louis Caron](#) 1 commentaire masqué

Il faut faire confiance aux étudiants, 7 sur 10 sont carrés verts ou bruns, ils ne sont pas tous en science humaine et dirigé par des nuls, ils vont finir par les planter d aplomb et le PQ va disparaître la masse silencieuse les attend le 4

[08/22/2012 06:00 PM](#)

asirois 1 commentaire masqué

« Pourquoi le discours de la compétitivité et de la croissance économique à tout prix doit-il prendre le dessus sur le bien-être collectif de l'ensemble de la société? »

Parce qu'il n'y a pas de bien-être collectif possible dans une société de pauvres et d'ignorants comme le Québec.

[08/22/2012 05:51 PM](#)

asirois 1 commentaire masqué

Dans un communiqué de presse publié mardi, les deux organismes ont indiqué que la manifestation se voulait une protestation « contre la destruction progressive des services publics, la hausse des frais de scolarité et la loi 12 (projet de loi spéciale 78) ».

Position divergente de la FEUQ et la FECQ

De leur côté, les présidentes de la FECQ et de la FEUQ ont rappelé l'importance du vote des jeunes le 4 septembre prochain.

« Le 4 septembre, ce sont tous les Québécois qui devront faire le bilan du Parti libéral, le bilan de neuf années où on a vu la corruption augmenter, neuf années où on a vu une privatisation et une tarification des services augmenter, a dit la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge. On espère se retrouver le 5 septembre avec un gouvernement qui ne proposera pas de hausses de frais de scolarité. »

« On trouve important ici, aujourd'hui (mercredi), de rappeler au Parti libéral et à la CAQ qu'on a à cœur l'accessibilité aux études », a-t-elle ajouté.

La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Martine Desjardins, a pour sa part rappelé qu'aux dernières élections générales de 2008 « moins d'un jeune sur deux est allé voter, cette fois-ci on vise un taux de 60-65 % ».

J'ai hâte de voir le bel automne de la casserole péquiste qui s'en vient. Espérons que le beau temps va durer jusqu'en décembre.

[08/22/2012 05:45 PM](#)

trisoan 2 commentaires masqués

Matante Pauline va réglé se conflit et après se sera les conventions collectives qui arrivent à échéance

À nous la rue

Mme Marois à choisi la rue bon choix

[08/22/2012 03:31 PM](#)

jesuistanne 1 commentaire masqué

et ensuite les hausse d'impôts (encore) pour payer tout ça. Faisons payer les riches!

[08/22/2012 07:53 PM](#)

[Nancy L. Tremblay](#) 2 commentaires masqués

Les établissements cèdent devant la peur. Et le respect des mandats contre la grève qui ont été votés la semaine dernière n'est-elle pas aussi légitime ? C'est pathétique.

[08/22/2012 12:40 PM](#)

Louis_Cyr 1 commentaire masqué

ils cèdent devant quoi, la peur du changement?

[08/22/2012 04:33 PM](#)

[Afficher 1-78 de 378 commentaires \(Montréal\)](#)

TVANOUVELLES : Manifestation nationale : Des cégeps suspendent les cours - Première publication mercredi 22 août 2012 à 08h21



Crédit photo : Agence QMI

Des invitations à manifester devant plusieurs cégeps ont circuler au cours des derniers jours sur les médias sociaux.

Par Marie-Andrée Gosselin | Agence QMI

Alors qu'une **sixième manifestation nationale** contre la **hausse des frais de scolarité** a lieu **ce mercredi**, à Montréal, la **CLASSE** avait aussi lancé un appel à la **mobilisation** dans différents cégeps afin que des mandats d'une **journée de grève** y soient respectés.

Les appels de l'organisation étudiante et la réponse des manifestants n'auront pas été vains, puisque certaines directions d'établissements collégiaux ont fait volte-face, en matinée, et se sont conformées à cette volonté.

C'est le cas du Collège de Bois-de-Boulogne, où la levée des cours a été accordée vers 8 h, alors qu'une cinquantaine de manifestants étaient présents sur les lieux. Selon Maurice Piché, directeur général, «un affrontement» entre les différents camps étudiants «n'était pas souhaitable».

«Les cours prévus à l'horaire d'aujourd'hui seront repris le samedi 15 septembre», a ajouté le directeur.

Situation semblable au Collège Édouard-Montpetit, où la direction a annoncé la suspension des cours à compter de midi, mercredi. Aucun manifestant n'était présent sur le terrain du cégep en début de matinée.

Levée de cours demandée

Lors d'assemblées générales où les étudiants avaient voté la reprise des cours, plusieurs associations étudiantes avaient aussi décrété une levée de cours afin de participer à la manifestation du 22 août.

Cependant, les administrations de quelques cégeps ont, selon la CLASSE, «refusé de reconnaître [les] vote[s]» des assemblées générales. Il s'agissait du Cégep de Sherbrooke, du Collège de Rosemont, du Cégep de Saint-Laurent. Les cours devaient donc s'y dérouler comme prévu.

La CLASSE demandait donc à ses membres d'«aider ces cégeps à faire appliquer leurs mandats pour la journée». Vers 9h, mercredi, une quarantaine de manifestants se trouvaient devant le Cégep de Saint-Laurent.

Quelques-uns étaient aussi devant le Collège de Rosemont. Dans les deux cas, des étudiants entraient normalement dans les institutions sans ren-

contrer de résistance.

TVANOUVELLES : Manifestation nationale du 22 : «La plus grande marche de l'Histoire du Québec»? - Première publication mercredi 22 août 2012 à 07h41 - Mise à jour : mercredi 22 août 2012 à 12h54

Agence QMI et TVA Nouvelles

Alors qu'une **sixième manifestation nationale** contre la hausse des **frais de scolarité** devait avoir lieu mercredi, à Montréal, la **CLASSE** avait aussi lancé un appel à la mobilisation dans différents cégeps afin que des mandats d'une journée de grève y soient respectés.

Les appels de l'organisation étudiante et la réponse des manifestants n'auront pas été vains, puisque certaines directions d'établissements collégiaux ont fait volte-face, en matinée, et se sont conformées à cette volonté.

Lors d'assemblées générales où les étudiants avaient voté la reprise des cours, plusieurs associations étudiantes avaient aussi décrété une levée de cours afin de participer à la manifestation du 22 août.

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante s'attend d'ailleurs à ce

que ce soit «la plus grande marche de l'**Histoire du Québec**».

Situation dans les cégeps

Cependant, les administrations de quelques cégeps ont, selon la CLASSE, «refusé de reconnaître [les] vote[s]» des assemblées générales.

Il s'agissait du Collège de Bois-de-Boulogne, du Collège Édouard-Montpetit, du Cégep de Sherbrooke et du Cégep de Saint-Laurent. Les cours devaient donc s'y dérouler comme prévu.

La CLASSE demandait donc à ses membres d'aider ces cégeps à faire appliquer leurs mandats pour la journée».

Vers 9 h, mercredi, une quarantaine de manifestants se trouvaient devant le Cégep de Saint-Laurent. Quelques-uns étaient aussi devant le Collège de Rosemont. Dans les deux cas, des étudiants entraient normalement dans les institutions sans rencontrer de résistance.

Au **Collège de Bois-de-Boulogne**, la levée des cours a été accordée vers 8 h, alors qu'une cinquantaine de manifestants étaient présents sur les lieux. Selon Maurice Piché, directeur général, «un affrontement» entre les différents camps étudiants «n'était pas souhaitable».

Situation semblable au Collège Édouard-Montpetit, où la direction a annoncé la suspension des cours à compter de midi, mercredi. Aucun manifestant n'était présent sur le terrain du cégep en début de matinée.

Le rassemblement est prévu pour 14h cet après-midi, à la **Place du Canada**, à Montréal.

Le 22 juillet dernier, **plusieurs milliers de personnes s'étaient rassemblées dans les rues de Montréal**, même si la marche avait été déclarée illégale, faute de trajet.

LA PRESSE : Des piquets de grève devant des collèges - Publié le mercredi 22 août 2012 à 05h00 | Mis à jour le mercredi 22 août 2012 à 10h09

Catherine Handfield, Pascale Breton et Émilie Bilodeau, La Presse

Des piquets de grève ont été érigés mercredi matin devant les collèges Rosemont et de Bois-de-Boulogne, à Montréal. Mis à part quelques prises de bec, tout s'est bien déroulé à Rosemont, où les étudiants sont rentrés en classe comme prévu. La direction du collège de Bois-de-Boulogne a pour sa part décidé de suspendre les cours pour la journée.

Les élèves du collège de Bois-de-Boulogne voulaient faire respecter la journée de grève votée en assemblée générale. Cette grève a pour but de permettre aux élèves de participer à la grande manifestation qui aura lieu cet après-midi au centre-ville de Montréal, comme le 22 de chaque mois depuis le printemps.

La direction du collège Bois-de-Boulogne a finalement annoncé ce matin sur son site internet que les cours étaient suspendus «afin d'éviter toute situation qui pourrait compromettre la sécurité des personnes». Le collège indique que les cours prévus à l'horaire aujourd'hui seront repris le samedi 15 septembre.

Au cégep de Rosemont, quelques dizaines de personnes ont dressé des piquets «symboliques» devant la porte principale de l'établissement. Plus tôt cette semaine, l'association étudiante du collège de Rosemont et la direction s'étaient entendus pour que les cours soient suspendus en après-midi seulement.

Les piquets de grève avait pour but d'«inviter les gens à participer à la manifestation» de l'après-midi, a précisé Laura-Claire Vachon, membre du comité de direction de l'association étudiante.

Selon Mme Vachon, la plupart des personnes présentes n'étaient pas des élèves du collège de Rosemont.

Léo, élève du cégep du Vieux-Montréal, était venu protester contre le fait que les cours avaient été suspendus seulement l'après-midi. Il a souligné que, lors de l'assemblée générale, les membres de l'association du cégep de Rosemont ont voté en faveur d'une journée complète de grève. «L'exécutif a outrepassé la décision de l'assemblée», a-t-il dit.

Selon Lui, les manifestants n'ont pas fait de «piquetage dur» parce qu'il y avait peu d'élèves du collège de Rosemont parmi eux. Les membres du bureau de l'association étudiante ont fait comprendre aux élèves de l'extérieur qu'ils devaient rester pacifiques.

Des piquets de grève symboliques ont également été érigés devant le cégep de Saint-Laurent, où l'administration a accepté mardi de suspendre les cours pour la journée. La direction du collège Édouard-Montpetit, à Longueuil, est également revenue sur sa décision, hier, en acceptant de suspendre les cours de l'après-midi.

Selon le site internet de la CLASSE, les élèves du collège de Maisonneuve, du collège Ahuntsic, du cégep de Saint-Jérôme, du cégep du Vieux-Montréal, du collège de Valleyfield et du cégep Marie-Victorin ont également voté pour une journée de grève afin de prendre part à la manifestation d'aujourd'hui.

C'était la première fois que des piquets de grève étaient érigés depuis l'adoption de la loi spéciale, qui interdit à quiconque d'empêcher la tenue des cours.

Un «gros» rassemblement?

Des rassemblements d'envergure sont organisés tous les 22 du mois depuis le mois de mars. Cette fois, la CLASSE souhaite que ce soit le «plus gros rassemblement de l'histoire du Québec en campagne électorale», a indiqué la porte-parole Camille Robert. «Nous voulons montrer que le conflit étudiant n'est pas réglé. Même si plusieurs sont retournés en classe, les étudiants continuent leur lutte», a-t-elle dit.

La grève pourrait reprendre, a d'ailleurs souligné Maxence L. Valade, de l'Association étudiante du cégep de Saint-Laurent. «C'est une suspension», a-t-il déclaré, avant de rappeler qu'il y aura de nouveaux votes sur la grève au lendemain des élections.

Organisé par la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, le rassemblement d'aujourd'hui commence à 14h, à la place du Canada. Outre les étudiants, des milliers de personnes issues des syndicats et des groupes sociaux sont attendues.

Les votes se poursuivaient par ailleurs lundi dans les différentes facultés universitaires.

Au cégep du Vieux-Montréal, une pétition de plus de 100 noms a forcé la tenue d'une troisième assemblée en huit jours, mais les membres ont voté contre la tenue d'un troisième scrutin.

Deux importantes associations d'étudiants à l'UQAM ont aussi tenu des assemblées mardi. Les étudiants en arts ont reconduit la grève tandis que ceux en langues et communication ont décidé de retourner en classe... jusqu'au lendemain des élections.

LE DEVOIR : Mobilisation incertaine pour la manifestation du «22 du mois» - Mercredi 22 août 2012

Lisa-Marie Gervais

Malgré un mouvement de plus en plus grand de retour en classe, la rue, elle, ne sera pas désertée, promettent les organisations étudiantes. Mais en ce contexte électoral, la mobilisation pour la traditionnelle manifestation des «22 du mois» qui se tient mercredi s'annonce incertaine.

Selon Martine Desjardins, la présidente de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), la loi électorale, qui limite les dépenses que peuvent faire des organisations à des fins partisanes lors d'une campagne, ne permettra pas aux manifestants des régions de louer des autobus pour venir à Montréal. «Ça bloque les régions, a-t-

elle soutenu. J'ai l'impression que la manifestation va être plus locale.»

Elle croit néanmoins que cette baisse des manifestants des régions sera compensée par la venue d'autres organisations, qui ont un message à passer en cette campagne électorale. «Des gens de partout viendront à la manifestation pour mettre en avant des enjeux oubliés dans la campagne. Ça revêtira un caractère moins étudiant», a-t-elle noté. Dans cette manifestation organisée conjointement par la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) et la Coalition opposée à la privatisation et à la tarification, on attend ainsi, en plus de représentants de syndicats, des

groupes comme Profs contre la hausse, Têtes blanches et carré rouge, Mères en colère.

La loi spéciale pourrait nuire

Mme Desjardins craint aussi que le projet de loi 78, qui prévoit des amendes sévères aux associations et à ses représentants qui organisent des levées de cours et du piquetage, influence la participation. «D'autant qu'il y a eu une sortie du Service de police de Montréal qui a dit que, maintenant, il sait comment appliquer la loi spéciale. C'est clair que ça va influencer la participation», a-t-elle souligné.

La CLASSE a quant à elle dépêché son comité légal pour donner de la formation aux étudiants. «La loi vise à faire peur, mais elle ne menace pas les étudiants qui n'ont pas assisté à leurs



cours. C'est au niveau des levées de cours et des lignes de piquetage », a expliqué Camille Robert, l'une des porte-parole de la CLASSE.

Même s'ils sont retournés à l'école, les étudiants de plusieurs cégeps ont voté pour une levée de cours aujourd'hui, comme le collège Bois-de-Boulogne, le collège Rosemont et le cégep de Maisonneuve. Mme Robert souhaite que cette décision des associations soit respectée par les directions des établissements pour éviter tout dérapage. « Les moments où on a vu plus de confrontation, c'était quand les directions ne respectaient pas les votes de grève », a-t-elle indiqué.

Au collège de Maisonneuve, les cours seront suspendus. Plus précisément, la journée d'aujourd'hui, de même que la journée des élections, sera mutée en journées d'« évaluation formative », une journée normalement intégrée au calendrier où les enseignants se rendent disponibles pour répondre aux questions des étudiants.

Bien qu'elles aient voté contre la poursuite de la grève, plusieurs associations universitaires enjoignent à leurs membres de continuer la mobilisation dans la rue. Hier, certaines associations universitaires, dont celle du secteur des sciences de l'UQAM, ont voté pour un retour en classe.

Vos réactions (8)

Roland Guerre – Inscrit, 22 août 2012 02 h 34
Fruits de saison

Alors que l'écreuil se penche sur la Caisse des dépôts, le développement de ses interventions, le citoyen rappelle au personnel politique que les problèmes demeurent, que le scrutin proche ne vaut pas absolution, qu'il appartient à chacun de renouveler ses doléances, ses propositions, pour ouvrir une nouvelle page, dorée par les couleurs de l'automne, enluminée par le carré rouge.

Maurice Morineau – Inscrit, 22 août 2012 05 h 31
Mobilisation incertaine...

La gratuité scolaire de la Maternelle à l'Université devrait être une exigence forte pour la réussite scolaire de tous. En France, 130 000 étudiants sortent du Système éducatif sans diplôme et le rapport Pisa a montré l'incapacité de l'école publique à réduire les inégalités... Avec les communistes français, exigeons: la gratuité totale, zéro arme nucléaire pour une école Publique de la réussite de tous, le doublement des Bourses scolaires, un débat pour une sortie de l'euro et une rupture avec l'UE du capital. Maurice Morineau PCF 50

Alexie Doucet – Inscrit, 22 août 2012 11 h 37
En effet, à l'époque où était instaurée la gratuité scolaire au Québec, le diplôme secondaire vous ouvrait à peu près toutes les portes du monde de l'emploi. Comme ce diplôme n'ouvre à peu près plus rien (ça prend maintenant des études spécialisées pour être aide cuisinier ou préposé aux bénéficiaires), il faudrait adapter la gratuité scolaire à la réalité du marché actuel et l'étendre à 3 années d'université.

Marie-Claude Mirandette – Abonné, 22 août 2012 09 h 23
précision

Le projet de loi 78 est devenu loi 12 lorsqu'il a été adopté. On ne peut dès lors plus le désigner par son no de projet puisque c'est désormais une loi. Il serait peut-être temps de vous mettre à jour dans vos informations.

Daniel Bérubé – Abonné, 22 août 2012 17 h 40
Vous avez raison, le projet est devenu une loi, mais une loi que je considère rejeté par la majorité des citoyensES, et auquel le peuple ne fut pas consulté, et perdit bien des droits de manifestations, même que cette loi est critiquée par bien des organismes mondiaux.

Alors, moi, je considère qu'elle ne fut acceptée que par le gouvernement, et qu'aux yeux du peuple, elle n'aurait dû rester que projet tant et aussi longtemps que la population ne l'ait pas acceptée elle-même, considérant les impacts de cette loi sur les libertés d'expressions et de communications. Le peuple se doit de conserver le droit de manifester, et s'il perd ce droit (devenu presque un privilège d'y avoir droit actuellement), comme je disais, s'il perd ce droit... la partie est perdue... et le Québec sera à vendre sous peu...

André Michaud – Inscrit, 22 août 2012 09 h 53
Aider M. Charest ?

Une manif aiderait sûrement M. Charest à se repositionner comme le leader qui se tient debout contre le chaos..

André Lorimier – Abonné, 22 août 2012 12 h 16
Ça, c'est la meilleure: «M. Charest... le leader qui se tient debout contre le chaos»! Le politicien qui a paté un appel aux urnes à l'aide des manifestations de grève étudiante...

Daniel Bérubé – Abonné, 22 août 2012 14 h 27
Il serait intéressant

Si nous aurions la possibilité de savoir dans quelles villes, quel secteur, l'heure et le lieu de départ de ces manifestations... serait-il possible que quelqu'un puisse nous donner une adresse ou autre où nous pourrions aller chercher ces informations pour y participer ?

Je demere à une vingtaine de k.m. de Rimouski, et il m'aurait fait plaisir d'y participer si j'aurais eu l'information... le problème, c'est qu'on le sait APRÈS l'événement, aux nouvelles régionales... Un gars du bas-du-fleuve.

Daniel Bérubé

TVANOUVELLES / 24HEURES : Manifestations étudiantes : La facture du SPVM s'élève à 15 millions \$ - Première publication mardi 21 août 2012 à 13h08 - Mise à jour : mardi 21 août 2012 à 17h13 / Mardi 21 août 2012, à 13h39

Par Étienne Laberge | Agence QMI

D'abord évaluée à 10 millions \$, la **facture** des services policiers du **SPVM** liée aux **manifestations étudiantes** s'élève finalement à 15 millions \$. L'opposition officielle à la Ville de Montréal, le parti Vision Montréal, presse Québec d'envoyer le chèque.

Le maire de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et porte-parole de l'opposition officielle en matière de sécurité publique, Réal Ménard, s'attend à ce que Gérald Tremblay se tienne debout devant Québec. Il réclame que la métropole soit entièrement dédommagée pour les conséquences encourues par le conflit étudiant.

«On est rendu à [une facture de] 15 millions \$, [dont une grande partie est] imputable au temps supplémentaire des policiers, a dit M. Ménard. On espère que l'administration Tremblay va faire preuve d'échine et d'aplomb et qu'il va arrêter de nous dire que M. Bachand est le meilleur ministre des Finances de tous les temps.»

M. Ménard voudrait que le maire de Montréal profite de la campagne électorale provinciale pour obtenir les sommes dues.

Ce message a piqué au vif le président du comité exécutif, Michael Applebaum, qui s'est empressé de réagir.

«Le dossier est réglé, a rétorqué M. Applebaum. On va avoir un chèque dans les prochaines semaines. Le dossier est maintenant entre les mains du chef de la police de Montréal.»

Mais Réal Ménard reste sceptique. «Quand j'ai vérifié lundi, il n'y avait pas d'entente. Le ministre Bachand s'est seulement dit ouvert et raisonnable. Là, on veut savoir quand le chèque sera envoyé.»

Le président du comité exécutif a par ailleurs confirmé que la facture a bel et bien gonflé et promet que la somme remboursée correspondra aux dépenses faites par la Ville. Elle inclura notamment les heures travaillées par les cols bleus pour nettoyer les lieux après les passages des manifestants.

Il s'attend aussi à ce que Montréal soit dédommagée pour des campagnes publicitaires visant à rétablir la réputation et l'image de la métropole.

LA PRESSE : Le conflit étudiant a coûté 15 millions au SPVM - Publié le mardi 21 août 2012 à 11h39 | Mis à jour le mardi 21 août 2012 à 14h07





PHOTO ANDRE PICHETTE, LA PRESSE

Pierre-André Normandin, La Presse

La facture du conflit étudiant a atteint 15 millions au Service de police de Montréal (SPVM), selon la plus récente compilation obtenue par Vision Montréal. L'opposition officielle s'inquiète du retard pris par le gouvernement à compenser la métropole.

Le temps supplémentaire effectué par les policiers explique le gros de la facture entraînée par les manifestations qui ont secoué quotidiennement Montréal ce printemps. Les agents affectés aux débordements ont encaissé pour 11,6 millions pour leurs longues heures de travail.

L'embauche devancée de 100 policiers supplémentaires ce printemps a quant à elle coûté 1,7 million. La Ville avait décidé de devancer leur embauche prévue plus tard cette année pour gonfler les rangs du SPVM et ainsi donner du répit aux agents affectés aux manifestations. Le conflit a également coûté 1,7 million en achat d'équipement et en dommages causés notamment aux véhicules de patrouille.

Cette facture de 15 millions ne tient pas compte de tous les coûts pour la Ville. Les cols bleus ont également travaillé d'arrache-pied tout au long du conflit pour en effacer les traces. Avant les marches, ils devaient notamment enlever du mobilier urbain, comme les poubelles, pour éviter qu'elles ne soient saccagées.

Vice-président de la Commission sur la sécurité publique, Réal Ménard déplore le temps mis par Québec à compenser la métropole et a présenté une motion pour demander à l'administration Tremblay de faire pression. «Je crains que le maire Tremblay n'ait pas de rapport de force avec Québec. Ce que j'espère, c'est que l'administration Tremblay fasse preuve d'échine et d'aplomb.»

Le bras droit du maire, Michael Applebaum, assure que Québec s'apprête à compenser la métropole sous peu. «Le dossier est réglé, on va avoir un chèque. La population n'a pas besoin de s'inquiéter.»

L'administration Tremblay a rencontré en juin le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, et le ministre des Finances, Raymond Bachand, pour réclamer une compensation. Ils avaient alors évalué la facture à 10 millions. Michael Applebaum assure que le montant à venir tiendra compte des dépenses survenues après la rencontre avec le gouvernement. «Ils ont compris que la Ville de Montréal n'est pas responsable de payer ces frais et doit être remboursée. Ils sont d'accord pour rembourser nos frais.»

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Conflit étudiant : Une manifestation nocturne fréquentée - Publié le: lundi 13 août 2012, 23H03 | Mise à jour: lundi 13 août 2012, 23H32



Photo Archives / Agence QMI

Des méfaits ont été commis, selon la police de Montréal. Des graffitis ont été peints et des vitres de commerces ont été fracassées.

Agence QMI

La manifestation nocturne, visant à dénoncer la hausse des droits de scolarité et la Loi 78 décrétée par le gouvernement Charest, a

attiré plus de gens qu'à l'habitude au centre-ville de Montréal, lundi soir.

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées vers 21 h à la place Émilie-Gamelin pour faire connaître leur mécontentement durant cette 112e manifestation nocturne.

Les protestataires ont d'abord marché calmement dans les rues du centre-ville.

Par contre, des méfaits ont été commis par la suite selon la police de Montréal. Des graffitis ont été peints et des vitres de commerces ont été fracassées.

Des roches ont été lancées vers des agents à moto et des pièces pyrotechniques contre d'autres à bicyclette. Par contre, aucun policier n'a été blessé.

Les forces de l'ordre ont alors émis un avis de dispersion vers 22 h 10, afin de rétablir le calme, suivi d'une trentaine de minutes plus tard.

« Cela a fonctionné puisque de nombreux manifestants sont alors partis, mais le noyau dur, dont des adeptes du Black Bloc, est resté », a affirmé Jean-Pierre Brabant de la police de Montréal.

Il a précisé qu'une personne avait été arrêtée pour entrave au travail des policiers. Contrairement à la rumeur qui courait sur internet, il ne s'agit pas du chanteur Jean Leloup.

[Afficher 1-48 de 49 commentaires\(Montréal\)](#)

LA PRESSE : Manifestation nocturne ponctuée de vandalisme - Publié le lundi 13 août 2012 à 22h50 | Mis à jour le lundi 13 août 2012 à 23h00



Photo: Olivier Pontbriand, La Presse

Émilie Bilodeau, La Presse

Peu d'affiches électorales ont survécu au passage de la manifestation nocturne, lundi soir, à Montréal. L'une après l'autre, elles se sont fait arracher de leur poteau puis piétiner par les protestataires qui applaudissaient. Celles de Québec solidaire ont eu un peu plus de chance.

La manifestation s'est déroulée plutôt calmement jusqu'à ce que l'un des quelque 400 participants n'annonce que les élèves du cégep du Vieux-Montréal avaient voté pour la reconduction de la grève, un peu après 22h.

Les vitres de quatre institutions financières et celle d'un magasin qui commandait les Jeux olympiques de Londres ont alors été fracassées.

Après 23h, les policiers anti-émeute sont intervenus et les manifestants se sont dispersés. Une seule personne a été arrêtée pour entrave au travail des policiers.

LE DROIT : La mobilisation étudiante bat de l'aile en Outaouais - Publié le lundi 13 août 2012 à 05h28



Martin Roy, LeDroit

Ils n'étaient qu'une dizaine de manifestants étudiants, hier matin, sur le boulevard de la Carrière, dans le secteur Hull.

Justine Mercier, Le Droit

Les carrés rouges de la région le reconnaissent: la période estivale, conjuguée à la fin de la grève au Cégep de l'Outaouais, est loin d'être propice à la mobilisation étudiante. Ils n'étaient d'ailleurs qu'une dizaine, hier matin, dans le secteur Hull, pour manifester dans le cadre d'une opération provinciale baptisée «firewall».

Les manifestants s'étaient donnés rendez-vous via les réseaux sociaux dans le stationnement du Super C, sur le boulevard de la Carrière, à 9h30. Ceux qui s'y sont présentés étaient visiblement déçus du peu de

participants à cet événement organisé en marge de la rentrée dans certains cégeps de Montréal.

«Depuis que le cégep n'est plus en grève, c'est sûr que ça tombe un peu en Outaouais, parce que le cégep était vraiment un gros, gros pilier de la grève, a mentionné le cégépien Karl Lacasse. [...] Aujourd'hui, on n'est pas une grosse gang. C'est sûr qu'en Outaouais, il faut remotiver les troupes. [...] C'est l'été, mais ce n'est pas fini.»

En pleine campagne électorale, ceux qui s'opposent à la hausse des droits de scolarité veulent se faire entendre. Ils ne croient pas pour autant qu'ils doivent tout miser sur les élections. «C'est sûr que des fois, on peut avoir des cibles qui peuvent toucher les élections, mais on essaye aussi, en tant que mouvement, de ne pas faire uniquement ça, pour garder le mouvement en vie indépendamment des élections, parce qu'on ne croit pas que les élections, c'est la finalité du mouvement étudiant», explique Audrey Giguère-Marchal, étudiante en enseignement à l'Université du Québec en Outaouais.

Des élections déterminantes

Le Cégep de l'Outaouais accueillera ses étudiants le 6 septembre, deux jours après la tenue des élections. Selon Karl Lacasse, les résultats du scrutin seront déterminants sur la façon dont se déroulera la rentrée scolaire.

«C'est sûr que si c'est la CAQ ou le PLQ, excusez l'expression, mais ça va être de la merde. [...] J'imagine que si Charest repasse, il va y avoir des problèmes au cégep, et on va essayer de retourner en grève. Au niveau de la CAQ, c'est certain aussi, parce c'est un peu la même chose, ce sont deux partis de droite. [...] Pour le PQ, je dirais que c'est mitigé si le PQ rentre, parce qu'on ne sait pas trop leurs intentions, ils sont encore trop vagues sur ce sujet-là.»

Le jeune homme a profité de la manifestation d'hier pour inviter la population à se rendre massivement aux urnes, le 4 septembre prochain. «On essaye d'amener les jeunes et le monde à voter. Que ce soit pour ou contre Charest, ce n'est pas ça l'important: c'est de voter.»

LA PRESSE : Victoriaville: plus de policiers que de manifestants - Publié le 11 août 2012 à 10h38 | Mis à jour le 11 août 2012 à 18h48

Vincent Larouche et Tommy Chouinard, La Presse

La Sûreté du Québec a déployé un imposant dispositif sécuritaire en prévision du rassemblement des jeunes libéraux à Victoriaville, mais au plus une douzaine de manifestants s'y sont présentés samedi.

«Je me réjouis du fait que tout se soit passé paisiblement», a affirmé le chef libéral Jean Charest. Il s'est défendu de miser sur d'éventuels débordements pour marquer des points au cours de la campagne.

«On n'en veut pas de manifestations. On ne veut pas de violence», a-t-il assuré en conférence de presse, à l'hôtel Le Victorin, le même établissement étudiant et alors que les leaders étudiants étaient en négociations à Québec.

Charest est longuement revenu longuement ces affrontements, survenus au summum du conflit étudiant et alors que les leaders étudiants étaient en négociations à Québec.

«C'est un épisode triste qu'on ne peut pas oublier, et il ne faut pas l'oublier», a-t-il affirmé. «Notre décision (sur les droits de scolarité) a été contestée. Des gens n'étaient pas d'accord, et ils ont le droit (...). Mais la violence et l'intimidation, c'est contraire à nos valeurs».

«Il faut tenir compte de ces événements dans le choix que nous ferons le 4 septembre prochain», a-t-il insisté. «Dans la mesure où les Québécois se prononcent sur l'avenir de notre société en disant "on ne tolère pas ces choses-là", ces choses-là ont plus de chances de cesser», a-t-il plaidé.

Des groupes avaient annoncé sur Internet leur intention de manifester aujourd'hui. Certains avaient baptisé leur opération «Terre brûlée».

En prévision d'importantes manifestations, l'hôtel Victorin était bondé de policiers, en civil ou en uniforme. Des barrières avaient été érigées autour de l'hôtel pour en protéger l'accès.

L'escouade antiémeute se tenait prête à proximité et des agents étaient postés sur le boulevard devant l'hôtel, où ils gardaient un œil sur chaque véhicule qui approchait des lieux.

Les officiers de la SQ présents sur place étaient visiblement insultés lorsque des militants antilibéraux les ont accusés d'être «utilisés» par la campagne du PLQ.

«La mission de la Sûreté du Québec est d'assurer la sécurité du gouvernement lorsqu'il est rassemblé à l'extérieur du Parlement. Ici, aujourd'hui, il y a assez de ministres pour justifier le déploiement. Qu'on soit en élection ou pas, que ce soit le Parti libéral, le Parti Québécois ou la CAQ au pouvoir, ça ne change absolument rien aux stratégies opérationnelles de la SQ», a martelé le capitaine Jean Finet.

Jean Charest a indiqué qu'il n'a pas demandé un déploiement policier aussi imposant. «C'est la Sûreté du Québec qui fait l'évaluation et prend les décisions», a-t-il dit.

Devant 350 jeunes militants de son parti, le chef libéral a livré son discours le plus énergique de la campagne. Les libéraux avaient prévu une scène à l'américaine, avec des militants assis tout autour du chef. Stephen Harper utilise également ce genre de mise en scène.

Il a une fois de plus accusé Pauline Marois d'avoir choisi «la rue et le mouvement de contestation

», d'avoir porté « le carré rouge », d'avoir fait preuve « d'opportunisme politique ». Il a reproché à François Legault d'avoir fait un « virage à 180 degrés » sur les droits de scolarité et la loi 78. « Nous, on s'est tenu debout, et c'est ce qu'il faut faire », a-t-il lancé.

Tout comme Jean Charest, le président de la Commission-jeunesse, Kevin-Alexandre Lavoie, a défendu la décision de hausser les droits de scolarité. Il a rappelé que les jeunes libéraux avaient demandé au gouvernement de prendre cette « décision responsable pour que les universités québécoises soient de calibre mondial ».

À l'extérieur, Samuel Gélinas-Nadeau, manifestait en portant un grand drapeau des Patriotes. Il disait protester contre la hausse des frais de scolarité, la loi spéciale et les « politiques néolibérales » du gouvernement Charest. « On est en train de privatiser le Québec », déplore-t-il.

« C'est les élections, on veut faire descendre le vote libéral », a lancé Dominic Lemieux, étudiant en génie civil à l'Université Sherbrooke.

Les libéraux ont transformé en simple rassemblement d'une journée le congrès de la Commission-jeunesse qui était prévu ce weekend. La raison est simple : le congrès aurait été comptabilisé dans les dépenses électorales du parti. Le rassemblement est beaucoup moins coûteux.

Notons que la décision de tenir le congrès des jeunes libéraux à Victoriaville avait été prise avant les débordements de mai dernier, au Conseil national du PLQ. Quand les libéraux ont finalement choisi d'organiser un simple rassemblement, au début de la campagne, ils ont décidé de maintenir le lieu de l'événement.

LE DEVOIR : Jeunes libéraux à Victoriaville: des mesures de sécurité mises en place – Samedi 11 août 2012, 09h01



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Vos réactions (11)

François Bélanger Boisclair - Abonné, 11 août 2012 09 h 19

Interdiction au policier de participer à une activité politique

Les policiers en appliquant la loi 12 font en pratique de l'activisme politique en uniforme. Il me semble qu'un tel acte est interdit par leur code de déontologie et par la loi.

Avons-nous une police professionnelle ou une police liée au pouvoir?

Dans la seconde possibilité comme dans les années Duplessis, en cas de défaite des libéraux. Il serait de bonne guerre de remplacer ceux-ci par ceux du bon bord.

La neutralité politique de la fonction publique est nécessaire pour assurer la continuité de l'État. Mais elle demande le respect de cette neutralité par les corps policiers.

France Martin - Inscrite, 11 août 2012 09 h 21 qui ça les libéraux?

Ils ne valent plus la peine de se déranger...

Victoire Selye - Inscrit, 11 août 2012 10 h 17 Police politique

C'est un événement partisan. Jean Charest n'y participe pas en tant que chef d'état mais en tant que chef de parti. Je n'ai pas à payer pour ça avec mes impôts, surtout que je n'ai pas voté pour son parti.

La police nous appartient, c'est nous qui payons leurs salaires et leur mission est de protéger les citoyens, pas les partis politiques. Charest & Co. n'ont qu'à se payer des gardes du corps de leur propre poche - me semble qu'ils ont assez d'argent pour ça.

En tant que citoyenne, est-ce que je peux demander à la police de m'accompagner dans mes

allées et venues pour prévenir qu'on me viole, qu'on me batte ou qu'on m'enlève? Non? Alors, à quel titre le citoyen Charest et ses amis obtiennent ce privilège alors que la population n'y a pas droit?

Marie Rheault - Inscrite, 11 août 2012 10 h 24

Pratique de manoeuvres à Victoriaville

La SQ pratique à Victoriaville voir photo:

<http://yfrog.com/kg3e4ttj>

Ils auraient été mieux de pratiquer plus au mois de mai. Leur incompétence était évidente.

Frederik Sansfacon - Inscrit, 11 août 2012 10 h 25

Combien ça coûte?

Étant en campagne électorale, les coûts associés à un tel rassemblement partisan et ceux de la sécurité qui en découle doivent être approuvés par l'agent du partie et comptabilisés dans les dépenses électorales du partie libéral. Enfin selon moi. Qu'en-dit le DGEQ?

Jean-Louis Girard - Inscrit, 11 août 2012 13 h 11 C'est à qui la faute? A ceux qui appuient et participent à ces gestes de violence et de désobéissance civile....Tres évident.

Victoire Selye - Inscrit, 12 août 2012 00 h 24 @ Jean-Louis Girard

Vous parlez de quelle violence? Celle qui a éborgné un jeune à Victo? Celle qui a fracturé le crâne d'un autre? Celle qui a cassé les dents et la mâchoire d'une manifestante? Celle des gaz lancés sur des personnes âgées? Alors, vous avez tout à fait raison dans vos propos: c'est effectivement aux gens qui appuient ces gestes de violence que la faute revient. Et vous, vous êtes pour ou contre?

Marc Tremblay - Inscrit, 11 août 2012 11 h 10 Les provos!

En mai dernier, à Victoriaville, trois manifestants avaient été gravement blessés en marge du conseil général du PLQ.

La Presse canadienne

La Commission jeunesse du Parti libéral du Québec est réunie ce samedi à l'hôtel Le Victorin.

Le chef libéral Jean Charest participera en après-midi, à Victoriaville, où il discutera du Plan Nord. Il prendra ensuite part à un rassemblement militant en soirée, à Québec.

Des mesures de sécurité ont été mises en place, et plusieurs policiers de la Sûreté du Québec seront mis à contribution.

Des groupes auraient menacé de se rendre sur les lieux et de «faire du grabuge».

Le maire de Victoriaville, Alain Rayes, se dit confiant qu'aucun acte de violence ne sera commis.

Lors du conseil général du PLQ, en mai dernier, des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre avaient fait plusieurs blessés. De nombreuses arrestations avaient été effectuées.

Les libéraux auraient pu choisir une autre ville. Elle est trop liée à de mauvais souvenirs.

On comprend pourquoi ils l'ont choisie3 : pour provoquer les étudiants révoltés contre le gouvernement et les casseurs "professionnels".

Vraiment Charest utilise, de façon ignoble, la crise étudiante pour se faire du capital politique. C'est nauséabond comme comportement. J'espère que la Classe et les autres associations étudiantes ne joueront pas dans ce jeu, soit en ignorant la réunion libérale à Victo.

Victoire Selye - Inscrit, 12 août 2012 00 h 30

J'ai pensé exactement à la même chose que vous. De tous les hôtels avec une salle de conférence ayant une capacité de quelques centaines de personnes, il fallait choisir celui-là. Quelle étrange coïncidence...

En date d'aujourd'hui, je renomme ce lieu Fort Victo (et les victimes méritent qu'on y appose une plaque). Je félicite les manifestants qui ont su résister au vulgaire piège à cons des libéraux. Vraiment, ces derniers ont le don de sousestimer l'intelligence de tout un chacun!

Pierre-S Lefebvre - Inscrit, 11 août 2012 17 h 16 Rien de moins

Nous y voilà avec une autre fabrication genre copinage Libéral et la direction de la Sûreté du Québec. Faisons du grabuge et blâmons les leaders étudiants. Ca marche hein!

Pierre-S Lefebvre - Inscrit, 12 août 2012 11 h 05 Une autre crise fabriquée

Il ne faut se surprendre de rien avec les Libéraux de tous âges.

LE SOLEIL : Manifestations: la police garde l'encadrement serré - Publié le samedi 11 août 2012 à 05h00



Photo Le Soleil Pascal Raththé

«Les manifestations seront encadrées par nos policiers, qu'elles soient légales ou non. Notre but ultime, c'est de sécuriser les gens qui participent à ces manifestations», explique le responsable des communications à la police de Québec, Denis Pelletier

Matthieu Boivin, Le Soleil

(Québec) Les manifestants qui souhaitent reprendre la rue à Québec pour dénoncer la loi 78 ou la hausse des droits de socialité n'ont qu'à bien se tenir. La police de Québec assure qu'elle continuera d'assurer un encadrement serré de toute manifestation qui pourrait se tenir sur son territoire, comme elle l'a fait au printemps.

«Pour nous, notre plan de match ne change pas du tout», explique le responsable des communications à la police de Québec, Denis Pelletier. «Les manifestations seront encadrées par nos policiers, qu'elles soient légales ou non. Notre but ultime, c'est de sécuriser les gens qui participent à ces manifestations.»

Alors que le retour en classe se rapproche, il est possible que la Vieille Capitale soit le théâtre de manifestations prochainement. D'ailleurs, plus tôt cette semaine, quelques centaines de personnes ont tenté de bloquer l'entrée de l'édifice d'Hydro-Québec à Montréal. Il faut dire par contre qu'on sent présentement un essoufflement du mouvement étudiant à la grandeur de la province.

M. Pelletier rappelle qu'au printemps, les policiers sur le terrain ont fait preuve de patience avec des foules qui ne remettaient pas le trajet de la manifestation aux autorités. Cette approche demeure, mais sans le dire textuellement. M. Pelletier sous-entend que des arrestations pourraient de nouveau être effectuées les soirs de manifestation, si les policiers responsables d'encadrer ces foules le jugent approprié. «C'est clair qu'on va demeurer cohérent avec notre approche», ajoute-t-il.

Du travail «bien fait»

Le policier affirme sans gêne que la direction demeure fière du travail accompli sur le terrain lors des manifestations qui se sont succédé au printemps dans la capitale. Lors d'une d'entre elles, le député sortant de Québec solidaire, Amir Khadir, avait d'ailleurs été arrêté pour avoir parti-

cipé à une manifestation illégale. «Le travail a été bien fait et de façon professionnelle», clame-t-il.

M. Pelletier confirme que 24 policiers temporaires ont vu leur contrat être prolongé de cinq semaines, pour des besoins opérationnels. La possibilité de voir l'automne être assez chaud en raison du conflit étudiant explique, en partie, la rétention de ce personnel, signale l'officier.

THE GAZETTE : Small protest meets Jean Charest in Victoriaville – Saturday, August 11, 2012



Demonstrators take part in a protest at the Congress Centre in Victoriaville during the Quebec Liberal youth wing meeting on Saturday, Aug. 11, 2012, as Jean Charest was speaking inside.

By Roberto Rocha, The Gazette August 11, 2012

VICTORIAVILLE — If it wasn't for the reinforced barriers, the beefy armoured officers and the agents in suits whispering into their cuffs, the latest protest against Jean Charest could have been mistaken for an after-school picnic.

Outside the hotel where three months ago the ugliest protest in the student conflict erupted, about a dozen protesters lounged on the grass. One of them unexcitedly held a flag of Les Patriotes.

Not a single boo or anti-Liberal slogan was heard inside the Victorin hotel, which on an overcast Saturday, was briefly turned into a fortress.

For someone who has based his campaign on a choice between the economy and the mob rule of the street, there wasn't a lot of street to talk about.

To this, Charest said that Quebecers have sent a clear message that they won't tolerate violence.

“(Last spring) the unions paid for buses, organized some students groups and came to Victoriaville, and we saw what happened. Now the same people saying, ‘Don’t protest or you’ll benefit the Liberals,’” Charest said at a news conference.

“What we’re seeing is an important phenomenon. As Quebecers express their vision for the future, they’re saying we won’t tolerate this kind of thing.”

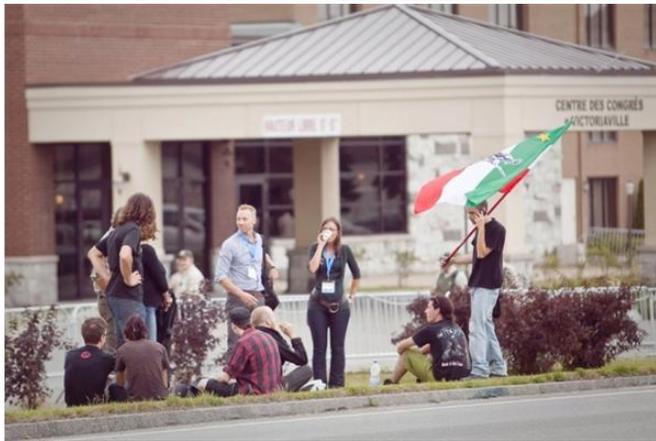
Inside the convention hall, Jean Charest was greeted with roaring applause by the Liberal youth wing, who cheered his pronouncements on the Plan Nord and the unfreezing of tuition fees.

But his blockbuster announcement was to quadruple the amount of mining royalties that go toward the Generations Fund to 100 per cent. If re-elected the Liberal government would allocate all \$200 million in expected yearly royalties to the trust fund to reduce public debt.

Charest presented this as another way the Plan Nord, the Liberal program to develop resource extraction in Quebec’s north, can benefit the economy and future generations.

Quebec in fact would get \$400 million from mining companies, but half of that goes to Ottawa as equalization payments. Charest used this to attack Coalition Avenir Québec leader François Legault, who promised to pour all \$400 million into the debt. This, Charest said, would leave a \$200 million hole in the provincial purse.

“Mr. Legault is counting on revenues that don’t exist,” Charest said. “He’s an accountant who can’t count.”



Photograph by: FRANCIS VACHON, THE CANADIAN PRESS

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Rassemblement du PLQ : Victoriaville sous haute surveillance - Publié le: vendredi 10 août 2012, 16H39 | Mise à jour: vendredi 10 août 2012, 17H46

VIDÉO : Images de Victoriaville, où l'on a pris les devants en cas de manifestations, en installant de nombreuses barrières et blocs de béton, 10 août 2012

Emmanuelle Corriveau / Agence QMI

VICTORIAVILLE - Victoriaville se prépare à accueillir un rassemblement de l'aile jeunesse du Parti libéral du Québec ce samedi, quelques mois à peine après les violents affrontements entre étudiants et policiers qui ont eu lieu en marge d'un Conseil général du PLQ.

Déjà plusieurs initiatives ont été mises en place pour éviter de possibles perturbations. Les souvenirs du 4 mai dernier sont encore frais à la mémoire des citoyens de la municipalité. Une manifestation qui avait dégénéré en émeute. L'escouade anti-émeute de la Sûreté du Québec avait été dépêchée sur place, des gaz irritants et des balles de caoutchoucs avaient été lancés dans la foule. Deux personnes avaient été blessées sérieusement et une centaine arrêtées. Victoriaville ne veut pas revivre, surtout pas ces événements. Déjà très tôt vendredi matin, des clôtures cadenassées ont été installées près de l'hôtel Le Victorin où aura lieu le rassemblement.

«La Ville de Victoriaville a mis en place tous les effectifs nécessaires pour s'assurer de sécuriser la zone, pour être certain qu'on ne revive pas les événements malheureux du 4 mai dernier», assure le maire Alain Rayes. De son côté Patrick Lagueux, de l'hôtel Le Victorin, fait confiance aux autorités municipales. «De notre côté, nous sommes confiants que tout se déroule dans le bon ordre. Nous sommes préparés pour ce que l'on peut être préparé.»

Les autorités policières ont elles aussi décidé de renforcer leurs effectifs. «La Sûreté du Québec évalue chaque situations et celle-ci ne fait pas exception. Nous utiliserons les effectifs nécessaires pour assurer la sécurité des citoyens», explique le capitaine Jean Fiset, de la Sûreté du Québec.

Avec toutes ces précautions, le maire Rayes souhaite que tout se déroule dans le bon ordre. «On est très confiant, mais on ne prend pas à la légère les risques potentiels.»

La Sûreté du Québec pourrait décider de fermer la route 116, ce qui entraînerait également la fermeture temporaire des commerces avoisinants.

Mais cet évènement ne vient pas compromettre jusqu'ici, les activités du restaurant Paccini, situé

juste à côté de l'hôtel Le Victorin. «On va opérer le restaurant comme on le fait tous les jours. Je pense que la situation est quelque peu différente de la dernière fois. Pour moi, le restaurant est ouvert.»

Toutes sortes de menaces de perturbations planent sur les différents réseaux sociaux, dont celle qui s'appelle « Opération terres brûlées », mise en circulation sur internet par un groupuscule qui s'appelle les Théoriciens. Victoriaville demeure aux aguets et est prête à faire face à toutes les éventualités.

Afficher 1-4 de 5 commentaires (Québec)

trisoan

Mais non les syndicats non pas nolisé d'autobus

[08/10/2012 07:38 PM](#)

Lequebecois

Prédiction 300 flics et pas un chat! :)

[08/10/2012 07:04 PM](#)

Guest

Commentaire supprimé.

[08/10/2012 05:53 PM](#)

Guy7500

Je le savais que c'était Charest qui passait la commande.

Quelles sortes de tites pilules que tu utilise dans ta bière pas chère?

Elles te font glamotter pis pas à peu près.

[08/10/2012 08:06 PM](#)

The_Visitor

n'importe quoi...

[08/10/2012 06:11 PM](#)

Afficher 4 commentaires (Montréal)

Yasser_Izback

Les clôtures c'est impressionnant mais c'est pas ça qui empêche les bandits de pénétrer à l'intérieur, ils ont tous un laissé-passé

[08/11/2012 02:03 AM](#)

GROSJAMBON

ils ont peur de quoi au juste ? une tempete so-laire,? un tsunami.....ca coute combien ?

[08/10/2012 08:21 PM](#)

apouchkine

Le Québec est rendu un endroit où des groupes anarchiques menacent la vraie démocratie et la liberté des citoyens. N'étant pas libéral je crois cependant que le parti a droit de tenir des réunions sans être victime d'intimidation par des gens qui militent pour un autre parti. J'ai vécu à l'époque de Duplessis et c'est exactement les mêmes méthodes. En ce temps là c'était la police et l'Union national qui étaient du côté des méchants maintenant c'est le contraire. Je suis pas d'accord avec le gouvernement je lance des pierres aux policiers. Quelle façon imbécile de régler les problèmes. Les Québécois n'ont pas évolué, c'est toujours l'intimidation qui règne.

[08/10/2012 06:44 PM](#)

Rondeau

Est-ce possible d'entendre de pareilles âneries? C'est comme si la ville de Victoriaville voulait justifier à nos yeux d'imbéciles le coût monétaire qu'elle s'apprête à dépenser pour cet évènement. Quelle part de ces dépenses l'hôtel Le Victorin devra-t-il assumer alors que cet hôtel va empocher les revenus de cet évènement partisan ? Une ville doit-elle se mettre au service d'intérêts particuliers aussi clairement établis ? Est-ce justifié de la part de la ville de Victoriaville de dépenser des milliers de dollars en protection au bénéfice d'une entreprise privée ? Poser la question c'est y répondre! Le Victorin doit assumer le coût de cette prévention. Il en aura les bénéfices monétaires : Qu'il en assume les coûts.

[08/10/2012 05:54 PM](#)

TVANOUVELLES : Les jeunes libéraux se réunissent samedi : Victoriaville sous haute surveillance - Première publication vendredi 10 août 2012 à 12h59 / Mise à jour : vendredi 10 août 2012 à 19h21

TVA Nouvelles

La dernière visite des troupes libérales à **Victoriaville** a laissé un goût amer et la ville, qui s'apprête maintenant à recevoir un rassemblement des **jeunes libéraux**, se prépare pour que les événements ne se reproduisent pas.

Lors du Conseil général du Parti libéral, qui s'est tenu en mai dernier, [de sérieux affrontements entre manifestants et policiers avaient fait la manchette](#). Le 4 mai, l'escouade anti-émeute de la Sûreté du Québec (SQ) avait été dépêchée sur place; deux personnes avaient été blessées sérieusement et une centaine avaient été arrêtées. La rencontre des jeunes du Parti libéral doit débuter samedi. La veille, la voirie terminait l'installation de dispositifs de sécurité, au cas où des manifestants décidaient de se rendre sur place.

«La ville de Victoriaville a mis en place tous les effectifs nécessaires pour s'assurer de sécuriser la zone, pour être certains qu'on ne revive pas les événements malheureux du 4 mai dernier», assure le maire Alain Rayes.

De son côté, Patrick Lagueux de l'hôtel Le Victorin fait confiance aux précautions mises en place par les autorités. «Nous sommes confiants que tout se déroulera dans le bon ordre. Nous sommes préparés pour ce que l'on peut être préparé».

Plusieurs barrières ont donc été installées devant l'hôtel Le Victorin, où doit se tenir le rassemblement des jeunes militants.

«On ne voit pas pourquoi il se passerait quelque chose d'extraordinaire, mais on ne sait jamais. Nous sommes préparés, de notre côté. Ce qu'on pouvait préparer a été fait», explique Patrick Lagueux, porte-parole de l'hôtel.

Le maire de Victoriaville se dit pour sa part confiant et estime que tout est en place pour éviter le pire. «On s'attend à ce que les choses se passent relativement bien, malgré les appels de quelques groupes un peu plus marginaux qui parlent de venir faire un peu de grabuge à Victoriaville», indique Alain Rayes.

Ce dernier assure que la SQ sera prête et qu'elle a prévu des effectifs en quantité suffisante pour assurer la sécurité.

«La Sûreté du Québec évalue chaque situation et celle-ci ne fait pas exception. Nous utiliserons les effectifs nécessaires pour assurer la sécurité des citoyens», explique le capitaine Jean Fiset de la sûreté du Québec.

La SQ pourrait décider de fermer la route 116 ce qui entraînerait également la fermeture temporaire des commerces avoisinants.

RADIO-CANADA / ETSRIE : Rassemblement des jeunes libéraux : Victoriaville se prépare à toute éventualité - Mise à jour le vendredi 10 août 2012 à 7 h 20 HAE



Le maire de Victoriaville, Alain Rayes.

Victoriaville se prépare au cas où il y aurait des manifestations, samedi, en marge du rassemblement de la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec.

Quelques centaines de jeunes libéraux sont attendus à cette rencontre, mais des manifestants promettent de se faire entendre.

Un groupe, qui organise ce qu'il appelle l'Opération Terre brûlée, dénonce les politiques du gouvernement Charest et du Parti libéral. Il invite ses sympathisants à manifester devant le centre des congrès, où il y avait eu émeute au début du mois de mai lors du conseil général du Parti libéral.

Les jeunes libéraux devaient se réunir pendant deux jours, samedi et dimanche, pour leur congrès annuel, mais la campagne électorale a modifié leur plan et le congrès a été reporté à l'automne. C'est donc un rassemblement d'une seule journée qui se tiendra samedi.

« On s'attendait à ce qu'il y ait des manifestations ce jour-là. Pour nous ce n'est pas une surprise. On a pris connaissance des groupes sur Facebook, entre autres l'Opération Terre brûlée. On a eu des discussions avec les autorités policières et la Municipalité pour qu'elles soient prêtes », a déclaré le président de la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec, Kevin-Alexandre Lavoie.

Les commentaires (2)

Envoyé par [Francois Trepanier](#) de shawinigan, 10 août 2012 à 20 h 32 HAE

Ces jeunes libérales ne seraient-elles pas en fait qu'une centaine de petits opportunistes en

herbe? Pas de quoi en faire un plat. Pour ma part si j'étais parrain d'une quelconque mafia traditionnelle ou corporative, j'enverrais une bonne équipe de recruteurs sur place. Étant donné l'apparente nature pro-mafieuse des hautes

Le maire de Victoriaville, Alain Rayes, garde espoir que la manifestation sera plus calme que celle du mois de mai. « On s'attend à ce qu'il y ait beaucoup moins de monde. S'il y a moins de monde, le travail des policiers sera facilité. Toutes les mesures seront mises en place et on sera prêts à intervenir si nécessaire. On souhaite que les gens qui veulent manifester puissent le faire de façon pacifique et sécuritaire. »

Pour sa part le député sortant et candidat libéral d'Arthabaska, Claude Bachand, invite les manifestants à faire preuve de retenue. « Tous ceux qui veulent venir à Victoriaville sont toujours les bienvenus, mais quand tu es invité quelque part, tu dois respecter les valeurs qui habitent chacune des personnes qui sont là. On s'attend à ce que les gens qui viennent chez nous se conduisent comme il faut. Les débordements, on est mal à l'aise avec ça. Donc ceux qui veulent venir faire du grabuge chez nous, je leur lance un message : on aime mieux que vous ne veniez pas chez nous. »



Émeute du 4 mai à Victoriaville

avec leur discours de peur recyclé de la guerre froide! La menace communiste!! Quelle bande de petits esprits javalisés pourrait bien suivre un chef aussi peu subtilement possédé par le corporatisme unilatéral et par le dogme néo-libéral? La guerre froide est terminée peuple du Québec, la peur c'est pour les perdants!
Envoyé par [Michel Paquet](#) de sherbrooke, 10 août 2012 à 11 h 18 HAE

Voilà une autres démonstration que la manipulation se porte bien et qu'elle se multiplie avec les jeunes du parti libéral,ils nous annoncent déjà du grabuge et peut être même une émeute,démoniser les manifestations, vous savez manifester de nos jour ces automatiquement être contre le progrès le développement le profit et comme si cela ne suffisait pas ils en rajoute avec de plus graves accusations,ils sont tous des

communistes des anarchistes et avec une certaine retenue du bout des lèvres des terroristes de l'intérieur,minute moumoute manifester son insatisfaction contre les politiques d'un gouvernement de corruption de malevaillance de favoritisme et j'en passe na rien à voir avec tous ça dans un Québec qui se dit fier de sa démocratie.

LE DEVOIR: Manifestation devant Hydro-Québec: le «coup d'envoi du retour en grève», prévient la CLASSE – Mercredi 08 août 2012, 17 h 39



Photo : Pedro Ruiz - Le Devoir

Quelques centaines de manifestants associés à la CLASSE se sont rendus ce midi devant l'édifice d'Hydro-Québec, sur le boulevard René-Lévesque à Montréal. Ils arrivaient du Square-Phillips, ayant parcouru une bonne partie du trajet au pas de course.

Raphaël Dallaire Ferland

Après une course folle à travers le Quartier des spectacles, quelques centaines de manifestants ont bloqué l'entrée principale du siège social montréalais d'Hydro-Québec, mercredi après-midi.

«Cette première manif-action annonce le retour en grève !», a scandé au mégaphone l'un des manifestants, juché aux pieds de la statue d'Édouard VII au Square Phillips, où quelques centaines de manifestants avaient répondu à l'appel à «une action de perturbation nationale», lancé par la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

Ce sont plutôt avec les journalistes que sont survenues les premières perturbations. Un employé de Radio-Canada a menacé d'«étaier» un manifestant qui jouait du sifflet pour tenter d'enterrer les entrevues offertes par Jeanne Reynolds et Camille Robert, coporte-paroles de la CLASSE. Une autre altercation a éclaté lorsqu'un black-bloquiste a jugé un peu trop intrusif le photographe qui a refusé d'arrêter de le bombarder de clichés.

Dans la cohue médiatique, une question resurgissait constamment: les manifestations favorisent-elles la réélection de Jean Charest, qui se présente comme le défenseur de la loi et l'ordre ? L'inaction est la meilleure manière d'aider le Parti libéral, répondaient Reynolds et Robert. En entrevue avec Le Devoir, Mme Reynolds a offert davantage de perspective: « Si on nous pose toujours la même question, cela veut dire que tout le monde sait que Jean Charest utilise le conflit à son avantage. Comment pouvons-nous être en train de lui donner des munitions si tout le monde voit clair dans son jeu ? »

Perturbation symbolique

La manifestation, déclarée illégale avant le départ pour absence d'itinéraire, a rapidement été qualifiée d'attroupement illégal par le Service de police de Montréal (SPVM) lorsque des morceaux d'asphalte ont été lancés vers les policiers.

Les marcheurs ont prévenu les mesures de dispersion en se précipitant au pas de course vers le 75 boulevard René-Lévesque, scandant leurs slogans d'une fougue qui s'était alanguie jusqu'à la 100e manifestation de soir de la semaine dernière.

«Hydro-Québec symbolise la hausse des tarifs imposés par le gouvernement depuis 2012 », a harangué Jeanne Reynolds devant les manifestants massés devant la porte avant du bâtiment.

L'occupation était effectivement symbolique, puisque les «manif-acteurs» étaient trop peu nombreux pour bloquer aussi l'arrière du bâtiment, avant prendre la fuite à l'arrivée de l'escouade anti-émeute, qui est rapidement parvenue à libérer l'accès au bâtiment autour de 13 h.

La manifestation s'est poursuivie pacifiquement – si ce n'est une altercation mineure entre deux étudiants et des employés de la construction défendant leurs cônes – jusqu'à ce que les protestataires regagnent les trottoirs au coin des rues Sainte-Catherine et University. Les insultes

échangées entre passants et manifestants se sont progressivement transformées en débats civils sur les enjeux du mouvement étudiant.

Galerie photos Pedro Ruiz







RADIO-CANADA / MONTRÉAL : La police disperse une manifestation au centre-ville de Montréal – Mise à jour le mercredi 8 août 2012 à 15 h 03 HAE



Quelques centaines de personnes ont répondu à l'appel de la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) et

se sont réunies pour bloquer l'entrée du siège social d'Hydro-Québec à Montréal, mercredi midi.

Selon le Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM), tous les manifestants ont été dispersés et aucune arrestation n'a été effectuée.

La manifestation a été déclarée illégale dès le départ, car des projectiles auraient été lancés en direction des policiers.

La CLASSE avait convié les manifestants à une « action de perturbation nationale » au square Philips. Devant le siège social d'Hydro-Québec, ils ont scandé des slogans anticapitalistes et antigouvernement Charest. Parmi eux se trouvaient des gens masqués, mais aussi des baby-boomers et des parents d'étudiants.

Hydro-Québec a été ciblée pour des raisons symboliques, car l'organisation « représente aussi la hausse des tarifs », telle que prévue dans le budget Bachand de 2010, a expliqué Jeanne Reynolds, porte-parole de la CLASSE.

Les manifestants entendaient aussi dénoncer les conséquences écologiques de certaines décisions d'Hydro-Québec, comme celle de céder ses droits [d'exploitation sur l'île d'Anticosti](#) à des compagnies étrangères.

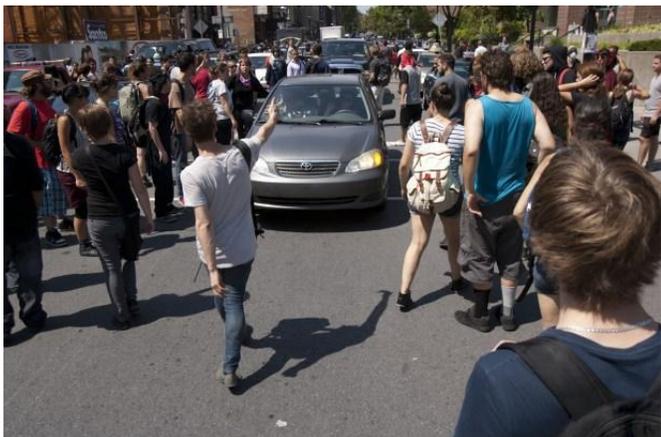
JOURNALMÉTRO : La manifestation du 8 août en photos - Mise à jour: Mercredi 8 août 2012 | 23:59



Le photographe de Métro Yves Provencher a suivi la manifestation qui s'est déroulée mercredi midi au centre-ville de Montréal. Quelques 200 manifestants associés à la CLASSE sont partis du Square-Phillips pour se rendre devant l'édifice d'Hydro-Québec sur le boulevard René-Lévesque, sans que leur itinéraire ne soit fourni à l'avance aux policiers. Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a déclaré la manifestation illégale aux alentours de 13h.







JOURNALMÉTRO : Manif de la CLASSE à Montréal - Mise à jour: Mercredi 8 août 2012 | 17:02



Peter McCabe Peter McCabe / La Presse Canadienne

Par Pierre Saint-Arnaud La Presse Canadienne

MONTREAL – Après quelques semaines d'accalmie, le centre-ville de Montréal a une fois de plus été le théâtre du mécontentement des étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité.

Quelque 200 manifestants associés à la CLASSE se sont rendus mercredi midi devant l'édifice d'Hydro-Québec sur le boulevard René-Lévesque, sans que leur itinéraire ne soit fourni à l'avance aux policiers.

Ils arrivaient du Square-Phillips, ayant parcouru une bonne partie du trajet au pas de course.

«Pour nous, c'est important de continuer la mobilisation», a expliqué la porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds, peu avant le départ de la manifestation. «Ce n'est pas parce qu'il y a des élections qu'il faut s'arrêter parce que c'est une forme de démocratie, la prise de parole, la mobilisation citoyenne. Il faut continuer la mobilisation sur le terrain.»

Les étudiants, qui s'étaient d'abord massés devant le siège social de la société d'État, ont ensuite tenté de bloquer toutes les entrées de l'édifice alors que plusieurs employés étaient en pause pour l'heure du lunch.

En ciblant Hydro-Québec, les étudiants ont dénoncé les hausses de tarif des dernières années. D'ailleurs, aucun slogan ne visant spécifiquement la

hausse des frais de scolarité n'a été entendu, le discours portant dans l'ensemble sur des dénonciations de la Loi 12 (qui met en vigueur le projet de loi 78), du capitalisme et de la marchandisation des échanges humains ainsi que sur la lutte des classes.

En haranguant les troupes devant l'édifice du boulevard René-Lévesque, Mme Reynolds les a enjointes de ne pas se fier aux propos des commentateurs politiques: «On a dit beaucoup ces temps-ci que si on poursuit la grève, si on continue à faire des actions et des manifestations, on va donner des munitions au Parti libéral. Vous savez quoi? Les seules munitions qu'on peut donner aux partis politiques c'est de se taire et de ne rien faire», a-t-elle lancé sous un tonnerre d'applaudissements.

La manifestation avait rapidement été déclarée illégale, des pavés ayant été lancés à des policiers.

L'escouade anti-émeute est intervenue moins d'une heure après l'arrivée des manifestants à Hydro-Québec, appelant ceux-ci à se disperser. Les manoeuvres des forces de l'ordre ont toutefois provoqué une nouvelle course dans les rues du centre-ville, les policiers tentant sans trop de succès de cerner les manifestants.

Le tout a pris fin en début d'après-midi sans qu'aucune arrestation n'ait lieu. Le Service de police de la Ville de Montréal rapportait, tout au plus, quelques méfaits.

Pendant ce temps, des votes de maintien ou de reconduction de la grève ont lieu dans divers établissements. Des votes en faveur de la grève avec des taux de participation inférieurs à 10 pour cent dans deux facultés universitaires ont notamment suscité de nombreuses questions que la porte-parole de la CLASSE a écartées du revers de la main.

«Tous les étudiants sont au courant de ces assemblées et peuvent se présenter. S'il y a des gens qui se sentent lésés dans les associations étudiantes, qui trouvent qu'il n'y avait pas assez de gens, il existe des procédures pour contester et pour reconsidérer le vote», a déclaré Mme Reynolds.

Elle a par ailleurs précisé que, même si la CLASSE ne donnera pas de mot d'ordre de voter en faveur ou non de la poursuite de la grève, ceux qui choisiront de le faire pourront compter sur son appui.

«Si les associations étudiantes décident de bloquer les collègues, faire des piquets de grève, évidemment qu'on va aller les aider là-dedans parce qu'on a déjà appelé à défier la Loi 12.»

[Afficher 10 commentaires](#)

24HEURES : Montréal : Manifestation de la CLASSE au centre-ville – Mercredi 08 août 2012, à 15h33



Photo Philippe-Olivier Contant / Agence QMI

Cette manifestation de la CLASSE visait à rappeler aux Québécois que les étudiants souhaitent demeurer présents sur la place publique.

Agence QMI

MONTREAL - Quelques centaines de personnes ont participé à une manifestation organisée par la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), mercredi, au centre-ville de Montréal.

La marche est partie du square Phillips en tout début d'après-midi. Peu avant 13 h, elle avait cependant déjà été déclarée illégale lorsque les manifestants se trouvaient aux abords du siège social d'Hydro-Québec.

Certains d'entre eux étaient parvenus à pénétrer à l'intérieur de l'édifice qui abrite le siège social d'Hydro-Québec par l'arrière, mais la sécurité les a expulsés sans tarder.

Les forces policières disaient avoir identifié un groupe d'individus portant des sacs à dos qu'ils auraient remplis de projectiles. Aucune arrestation n'a cependant eu lieu.

Peu avant 14 h, ils n'étaient plus qu'une trentaine à continuer à manifester, au terme des manoeuvres de dispersion menées par la police.

Cette manifestation de la CLASSE visait à rappeler aux Québécois que les étudiants souhaitent demeurer présents sur la place publique à l'approche de la rentrée dans les cégeps et les universités.

«C'est une volonté de repartir cette mobilisation qu'on a vue lors de la grève, au printemps. Évidemment, ce n'est pas parce qu'on a des élections qu'on doit se laisser démobiliser; au contraire, il faut continuer sur le terrain», a indiqué Jeanne Reynolds, porte-parole de l'organisation

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : La police disperse une manifestation au centre-ville de Montréal – Mise à jour le mercredi 8 août 2012 à 15 h 03 HAE



Quelques centaines de personnes ont répondu à l'appel de la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) et

se sont réunies pour bloquer l'entrée du siège social d'Hydro-Québec à Montréal, mercredi midi.

Selon le Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM), tous les manifestants ont été dispersés et aucune arrestation n'a été effectuée.

La manifestation a été déclarée illégale dès le départ, car des projectiles auraient été lancés en direction des policiers.

La CLASSE avait convié les manifestants à une « action de perturbation nationale » au square Phillips. Devant le siège social d'Hydro-Québec, ils ont scandé des slogans anticapitalistes et antigouvernement Charest. Parmi eux se trouvaient des gens masqués, mais aussi des baby-boomers et des parents d'étudiants.

Hydro-Québec a été ciblée pour des raisons symboliques, car l'organisation « représente aussi la hausse des tarifs », telle que prévue dans le budget Bachand de 2010, a expliqué Jeanne Reynolds, porte-parole de la CLASSE.

Les manifestants entendaient aussi dénoncer les conséquences écologiques de certaines décisions d'Hydro-Québec, comme celle de céder ses droits d'exploitation sur l'île d'Anticosti à des compagnies étrangères.

[Les commentaires \(153\)](#)

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Manif | Montréal: Manifestation de la CLASSE au centre-ville - Publié le: mercredi 08 août 2012, 13H22 | Mise à jour: mercredi 08 août 2012, 14H19

VIDÉO: Plusieurs manifestants se sont montrés agressifs lors de la manifestation de la CLASSE visant à rappeler aux Québécois que les étudiants souhaitent demeurer présents sur la place publique à l'approche de la rentrée dans les cégeps et les universités, 8 août 2012, Agence QMI Agence QMI

Des manifestants ragailardis par l'approche de la date du retour en classe ont adopté des comportements agressifs ce midi. Le photographe de l'Agence QMI a tourné des images d'étudiants en train de s'en prendre à des journalistes, des cols bleus et même des policiers. Il n'y a toutefois pas eu d'arrestations.

Quelques centaines de personnes ont participé à une manifestation organisée par la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), mercredi, au centre-ville de Montréal.

La marche est partie du square Phillips en tout début d'après-midi. Peu avant 13 h, elle avait cependant déjà été déclarée illégale lorsque les

manifestants se trouvaient aux abords du siège social d'Hydro-Québec.

Certains d'entre eux étaient parvenus à pénétrer à l'intérieur de l'édifice qui abrite le siège social d'Hydro-Québec par l'arrière, mais la sécurité les a expulsés sans tarder.

Les forces policières disaient avoir identifié un groupe d'individus portant des sacs à dos qu'ils auraient remplis de projectiles. Aucune arrestation n'a cependant eu lieu.

Peu avant 14 h, ils n'étaient plus qu'une trentaine à continuer à manifester, au terme des manœuvres de dispersion menées par la police.

Cette manifestation de la CLASSE visait à rappeler aux Québécois que les étudiants souhaitent demeurer présents sur la place publique à l'approche de la rentrée dans les cégeps et les universités.

«C'est une volonté de repartir cette mobilisation qu'on a vue lors de la grève, au printemps. Évidemment, ce n'est pas parce qu'on a des élections qu'on doit se laisser démobiliser; au contraire, il faut continuer sur le terrain», a indiqué

Jeanne Reynolds, porte-parole de l'organisation étudiante.

[Afficher 1-80 de 210 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 2 commentaires \(Québec\)](#)

[Richard M de Granby](#)

La CLASSE avec ses slogans anticapitalistes, ses activistes masqués et les projectiles lancés aux policiers démontrent encore son radicalisme s'appuyant sur la violence. Que des enfants s'adonnent à la violence dans des cours d'école n'est pas acceptable. Les gestes de provocation dans les manifs d'étudiants ne le sont pas plus. Perturbation = chantage = intimidation = violence.

Que valent tous leurs bons principes lorsqu'ils provoquent et ne démontrent aucun respect pour l'ordre social.

[08/08/2012 09:44 PM](#)

[Joe_Bill](#)

Je crains toujours que ces manifestations tournent mal. La loi ne pourra pas tolérer indéfiniment ces manifestations.

[08/08/2012 06:41 PM](#)

TVA NOUVELLES : La CLASSE se mobilise à Montréal : Les manifestants se sont dispersés - Première publication mercredi 8 août 2012 à 12h47 - Mise à jour : mercredi 8 août 2012 à 17h43

TVA Nouvelles

Quelques centaines de personnes se sont réunies au centre-ville de Montréal pour participer à une manifestation dans le cadre du conflit étudiant, mercredi.

La marche est partie du square Phillips vers l'heure du midi. Peu avant 13h, elle avait cependant déjà été déclarée illégale. Après avoir lancé des avertissements, le Groupe tactique d'intervention a commencé à disperser les manifestants.

Les forces policières disaient avoir identifié un groupe d'individus portant des sacs à dos qu'ils auraient remplis de projectiles. Aucune arrestation n'a cependant eu lieu.

Certains d'entre eux sont parvenus à pénétrer à l'intérieur de l'édifice qui abrite le siège social d'Hydro-Québec par l'arrière, mais la sécurité les a expulsés sans tarder.

Peu avant 14h, ils n'étaient plus qu'une trentaine à continuer à manifester, au terme des manœuvres de dispersion menées par la police.

Tensions

Des images captées sur vidéo par TVA Nouvelles et l'Agence QMI montrent certains épisodes de tension, voire d'agressivité, qui sont survenus lors de la manifestation.

Questionnée à ce sujet, Martine Desjardins avertit que les manifestations qui dégénèrent risquent de profiter au gouvernement.

«Il faut faire attention de ne pas rentrer dans le jeu des libéraux qui utilisent la loi et l'ordre, justement, pour se faire du capital politique. Lorsqu'on a des manifestations qui dégénèrent et qui tombent dans la violence ou l'intimidation, forcément c'est rentrer dans le jeu des libéraux», déplore la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Selon elle, il est essentiel de «rester pacifique» lors de ces événements. «D'ailleurs, on dénonce les gestes qui ont été posés de part et d'autre. Pour nous, ça n'a pas sa place», poursuit Mme Desjardins.

Raviver la flamme

Organisée par la CLASSE, la manifestation visait à rappeler aux Québécois que les étudiants souhaitent demeurer présents sur la place publique à l'approche de la rentrée dans les cégeps et les universités.

«C'est une volonté de repartir cette mobilisation qu'on a vue lors de la grève, au printemps. Évidemment, ce n'est pas parce qu'on a des élections qu'on doit se laisser démobiliser; au contraire, il faut continuer sur le terrain», a indiqué Jeanne Reynolds, porte-parole de l'organisation étudiante.

LA PRESSE : CLASSE: quelques centaines de manifestants à Montréal - Publié le mercredi 08 août 2012 à 11h26 | Mis à jour le mercredi 08 août 2012 à 16h58

David Santerre, La Presse

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a rompu

l'accalmie estivale en organisant une manifestation qui se voulait perturbatrice, mais qui n'aura

permis d'empêcher l'accès à la tour d'Hydro-Québec que pendant une vingtaine de minutes. Les militants auront surtout démontré que l'été ne les a pas engourdis.

La plus importante des associations étudiantes en grève avait organisé cette «action de perturbation nationale» qui se voulait une reprise des hostilités au terme d'un été calme dans la rue, mis à part les manifestations des 22 du mois et la 100ème marche nocturne.

«Ce conflit n'est pas réglé parce qu'on est en élection. La campagne n'efface pas tout pour recommencer à zéro ensuite», a lancé Laurence Lagouarde, du groupe des Mères en colère.

Peu après midi, le groupe composé d'entre 200 et 300 manifestants s'est mis en marche, au départ du carré Phillips. Après quelques minutes de marche vers l'est sur la rue Sainte-Catherine, le groupe s'est mis à courir, un bon moment, jusqu'au boulevard René-Lévesque où ils se sont installés sur le parvis de la tour d'Hydro-Québec. Camille Robert, co-porte-parole de la CLASSE, a indiqué que Hydro-Québec est un symbole fort «de la hausse des tarifs du gouvernement Charrest» que contestent les étudiants. Elle a aussi déploré le rôle de la société d'État dans le dossier de l'exploration pétrolière à Anticosti.

Puis, sa collègue Jeanne Reynolds a scandé que, même si plusieurs politiciens et commentateurs suggèrent aux étudiants de se faire discrets et rentrer en classe pour ne pas donner raison aux libéraux et à la loi 78, «les seules munitions que nous pourrions donner aux politiciens, ça serait de se taire».

Leur siège à Hydro a duré un peu plus d'une vingtaine de minutes, jusqu'à ce que des policiers du groupe d'intervention du SPVM s'approchent d'eux et les fassent déguerpir. Le SPVM affirme s'être fait lancer quelques morceaux d'asphalte à cet endroit.

Puis le groupe s'est en bonne partie désagrégé, et un peu moins d'une centaine de personnes ont continué à déambuler dans les rues, suivies par les agents casqués. Passant dans le chantier du CHUM, avenue Viger, ils ont renversé quelques cônes, ce qui a donné lieu à des prises de bec avec des travailleurs.

«Où est votre solidarité syndicale ?», leur a demandé une manifestante.

Ils ont marché jusqu'à l'angle Sainte-Catherine et Université. Là, n'étant plus que 30 ou 40, les policiers, arrivant dans tous les sens, les ont repoussés sur les trottoirs. Fin de la manifestation et pluie d'insultes aux policiers.

Et selon plusieurs manifestants, cette tension renouvelée ne risque pas de baisser avec la rentrée qui approche. Jusqu'ici, la police de Montréal n'a pas appliqué la loi 78, préférant s'en remettre au règlement municipal P-6 sur le port du masque et l'itinéraire. Mais si des grévistes bloquaient l'entrée aux institutions où reprennent les cours, l'application de la loi 78 pourrait trouver son sens.

«Quand les mandats de grève ont été votés, les directions de cégeps ont respecté les votes et ça s'est bien passé. Là où ça a brassé, c'est là où les directions ont tenté de forcer la reprise des cours», note Jeanne Reynolds, qui souhaite que les établissements collaborent là où la grève sera reconduite.

Lors du congrès de la CLASSE, le weekend prochain, elle dit qu'il sera discuté de la façon de faire respecter les mandats de grève dans le cadre de la loi 78, que l'association n'hésite pas à défier dans le moment.

Manifestant et futur étudiant au collège Édouard-Montpetit, Félix Lefrançois-Sabourin concède qu'il serait idéal pour faire respecter ces mandats que ceux-ci soient le fruit du vote de plusieurs étudiants.

«Quand on a juste un quorum de 10 %, et que le vote de reconduction passe à 51 %, c'est techniquement légitime, mais ça a moins de poids contre ceux qui veulent le retour en classe», dit-il.

Son amie, étudiante en psychologie à l'UQAM, croit que si la police applique la loi 78 lors de la rentrée, le système judiciaire sera embourbé par les contestations de la loi.

Relisez notre couverture en direct de l'événement : Manifestation étudiante du 8 août 2012

Manifestation étudiante du 8 août 2012

13h12



Maryse Tessier:
Bonjour et bienvenue dans cette couverture en direct. Ce clavardage est alimenté par le compte Twitter des patrouilleurs (@patrouilleurs). Merci!

13h13



[Les patrouilleurs@patrouilleurs](#)

13h14



[Les patrouilleurs@patrouilleurs](#)

13h24



[Les patrouilleurs@patrouilleurs](#)

13h29



[Les patrouilleurs@patrouilleurs](#)

Retour au Square Phillips. [#manifestations #ggi](#)

13h31



[Les patrouilleurs@patrouilleurs](#)

[@david_lemieux @laurent_proulx](#) j'ai écrit 200 à 300

13h34



[Les patrouilleurs@patrouilleurs](#)

Groupe d'intervention à l'est et l'ouest sur Ste-Cath, angle University. [#manifestations](#) sur le trottoir. [#ggi #qc2012](#)

13h38



[Les patrouilleurs@patrouilleurs](#)

RT [@TrendsMontreal](#): Les Patrouilleurs, [@patrouilleurs](#) is now trending in [#Montreal trendsmap.com/ca/montreal](#)

13h43



[Les patrouilleurs@patrouilleurs](#)

Les policiers quittent, 40 manifestants se réinstallent dans l'intersection. Laisser passer les voitures au compte goutte. [#manifestations #ggi](#)

14h04



[Les patrouilleurs@patrouilleurs](#)

[#manifestations](#) pas mal terminée. C'était une bonne mise en jambes pour la rentrée... [#ggi #qc2012](#)

14h06



[Les patrouilleurs@patrouilleurs](#)

[@SLDelorme101](#) animosité envers les policiers au niveau des manifs qui brassaient pas mal, au printemps. La perturbation elle, était mineure.

Galerie Photos : PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE





THE GAZETTE : Protesters disperse after Montreal police fire projectile – Wednesday, August 08, 2012



Photograph by: Karen Seidman/The Gazette
Protesters at Phillips Square in Montreal on Wednesday lounge in front of a banner whose message translates as: "Out with the neoliberals."

By Karen Seidman

MONTREAL - Demonstrating students have mostly dispersed after blocking the Hydro Quebec building on René Lévesque Blvd. Wednesday afternoon. Some of the protesters were masked, but the scene was mostly peaceful during the march.

The police watched on from across the street, but there was no confrontation.

Shortly before 1 p.m. Montreal Police declared the demonstration illegal under a municipal bylaw prohibiting the wearing of masks during protests. However it stipulated on Twitter that the protest would be "tolerated" if no illegal acts are committed.

Moments later, police issued a dispersal order saying projectiles had been thrown.

The riot squad moved in, firing at least one gas projectile.

Concordia University student David Rankin said he was disappointed the police responded with such force when students were totally non-violent.

"They came in from all sides, intimidating the students and banging their batons on their shields," he said. "We weren't doing anything violent. The police just want to silence students."

CLASSE spokesperson Jeanne Reynolds said the Hydro Quebec building represents the government and their battle against tuition increases and the recently imposed health tax.

As of noon, Wednesday's demonstration against higher university tuition didn't seem to have drawn as big a crowd as expected.

Only about 100 protesters initially gathered in downtown Phillips Square. But the people massing to protest say they feel strongly that the fight against tuition hikes must continue.

"We have to show this is not over, that the fight continues," said Laurence Lagouarde, a member of Mères en colère, a group supporting the aggrieved students. "We must not give up our support for this movement."

[15 comments](#)

THE GAZETTE : Student tuition protest thin on 102nd night – Saturday, August 04, 2012

By Marwa Siam, The Gazette August 4, 2012

MONTREAL - For the 102nd night in a row, students and their supporters took to the streets of Montreal on Friday to protest against tuition hikes and a controversial law mandating a return to classes as early as next week.

Starting from their usual meeting place at Place Émilie Gamelin, the group of 40 demonstrators marched east on Ste. Catherine St., making very

little noise and — unlike the tradition — were not clanging on pots and pans.

They were closely shadowed by about 10 Montreal police officers on bicycles and one SPVM vehicle. In defiance of Bill 78 and a municipal bylaw prohibiting the wearing of masks at protests, the demonstrators did not announce their route in advance.

Through a speakerphone, a policeman announced this protest is considered illegal because it was not announced in advance.

After a summer hiatus, during which police stopped following the demonstrators and the marches drew only a handful of protesters, the demonstrations have grown again to coincide with a provincial election slated for Sept. 4.

The small group of protesters was forced to disperse once it reached the intersection of Union

and Ste. Catherine Sts. As of 10 p.m. The march was peaceful and no arrests had been made.

[4 comments](#)

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALEMONTRÉAL : Dénoncer la loi 78 : Six pendaisons symboliques - Publié le: vendredi 03 août 2012, 17H57 | Mise à jour: vendredi 03 août 2012, 17H59

Agence QMI

SAGUENAY – Un groupe d'insurgés a pendus six mannequins sur le territoire de Chicoutimi et de Jonquière, à Saguenay, dans la nuit de jeudi à vendredi, dans le but de contester la loi 78.

Six « cadavres » ont été installés à des points stratégiques, sur des viaducs et des rues passantes, soit le viaduc St-Paul, le boulevard du Royaume à Jonquière, le viaduc du boulevard Melon sur l'autoroute 170, le pont de St-Anne et de la Rivière-du-Moulin.

Sur certaines des pancartes attachées aux mannequins, on pouvait lire : « mort pour la démocratie », « bâillonné à mort », et « vivre libre ou mourir » et « suspension des droits ».

Cette action a été revendiquée par le Collectif de résistance les insurgés du Saguenay, qui a déposé des communiqués et des photos aux portes des médias régionaux.

Le communiqué était dans une enveloppe brune, avec un carré rouge apposé. « L'État veut notre silence, sans droit, seuls l'éclat et la désobéissance porteront notre message. Nous ne nous tairons pas », a-t-on écrit. Le collectif dénonce un « abus de pouvoir » du gouvernement.

Le coup d'éclat a toutefois causé la panique; plusieurs personnes ont appelé la police, croyant qu'il s'agissait de vrais cadavres. La police recherche présentement les coupables et rappelle

qu'ils pourraient recevoir des amendes de 100 \$ pour avoir commis des méfaits publics.

Le collectif promet d'autres actions visibles lors de la campagne électorale. « Le déclenchement d'élections n'étouffera pas le mouvement de soulèvement populaire que suscitent les décisions et l'arrogance des élus », a ajouté le collectif par communiqué.

Un geste déploré

L'association étudiante de l'Université du Québec à Saguenay s'est dissociée de ce groupe. Elle a affirmé qu'il ne s'agit pas du type d'action qu'elle entreprend pour contester la hausse des frais de scolarité et la loi 78.

Stéphane Bédard, candidat péquiste de la région, a déploré les moyens utilisés pour critiquer la loi 78. « Des fois, on a des idées fortes à exprimer, a-t-il dit. La façon dont on les exprime, ça peut parfois nuire. On dit aux gens qu'on a une belle occasion de se mobiliser : allez voter. »

Afficher 6 commentaires (Montréal)

Tipolo84

"...seuls l'éclat et la désobéissance porteront notre message..."

Mais si la populace en avait assez, est-ce à dire qu'elle devrait, elle aussi, faire preuve d'éclat et de désobéissance, et régler la situation...Des maringouins, ça picossent, ça achalent, ça dérangent... Jusqu'à ce qu'on les élimine. Oh ! Mais

n'ayez crainte, il y a une ligue de protection pour les maringouins des marais...

[08/04/2012 12:34 AM](#)

[Jacques Desgagné](#)

Peut-être vaudrait-il plus de patrouille de nuit pour réprimer les insoucians d'un futur et présents de ceux qui vivent avec le souvenir d'un proche pendu au désespoir d'une cause non justifié pour le geste !

[08/03/2012 09:01 PM](#)

[QC Web](#)

"Collectif de résistance les insurgés du Saguenay" Comme disent certains: LOL!

[08/03/2012 07:55 PM](#)

[Jean montreal](#)

5000 zoins qui veule controler 7million de quebecois avec des menaces. diriger par UN 3 DE PIQUE

[08/03/2012 06:46 PM](#)

rilu

C'est épouvantable comment Charest à rendu le Québec insupportable.

[08/03/2012 06:21 PM](#)

evel66

Monsieur Charest n'est pas responsable des gestes stupides et irréfléchis de tout les exaltés du Québec, bonyène!

[08/03/2012 07:06 PM](#)

TVANouvelles : Contre la loi 78 : Six pendaisons au Saguenay - Première publication vendredi 3 août 2012 à 12h47

TVA Nouvelles

À Saguenay, un groupe anonyme a installé six mannequins pendus sur le territoire de Chicoutimi et Jonquière, dans la nuit de jeudi à vendredi, dans le but de contester la loi 78.

Six « cadavres » ont été installés à des points stratégiques, sur des viaducs et des rues passantes: viaduc St-Paul, boulevard du Royaume à Jonquière, viaduc du boulevard Melon sur l'autoroute 170, le pont de St-Anne et de la Rivière-du-Moulin. Sur certaines des pancartes attachées aux mannequins, on pouvait lire : «mort pour la démocratie», «bâillonné à mort», et «vivre libre ou mourir» et «suspension des droits».

Cette action a été revendiquée par le Collectif de résistance les insurgés du Saguenay, qui a déposé des communiqués et des photos aux portes des médias régionaux.



(Photo TVA Nouvelles)

Les slogans des «pendus»

Le communiqué était dans une enveloppe brune, avec un carré rouge apposé. «L'état veut notre silence, sans droit, seuls l'éclat et la désobéissance porteront notre message. Nous ne nous tairons pas», écrit-on. Le collectif critique un «abus de pouvoir» du gouvernement.

Le coup d'éclat a toutefois causé la panique; plusieurs personnes ont appelé la police, croyant qu'il s'agissait de vrais cadavres. La police recherche présentement les coupables et rappelle qu'ils pourraient recevoir des amendes de 100\$ pour avoir commis des méfaits publics.

Le collectif promet d'autres actions visibles lors de la campagne électorale. «Le déclenchement d'élections n'étouffera pas le mouvement de soulèvement populaire que suscite les décisions et l'arrogance des élus», ajoute le communiqué du collectif.



(Photo TVA Nouvelles)

Un geste déploré

L'association étudiante de l'Université du Québec à Saguenay s'est toutefois dissociée de ce groupe. Elle affirme qu'il ne s'agit pas du type d'action qu'elle entreprend pour contester la hausse des frais de scolarité et la loi 78.

Stéphane Bédard, candidat péquiste de la région, déplore les moyens utilisés pour critiquer la loi 78, «Des fois on a des idées fortes à exprimer. La façon qu'on les exprime, ça peut parfois nuire. On dit aux gens qu'on a une belle occasion de se mobiliser : allez voter.»

LA PRESSE : Une paisible 101e manifestation - Publié le jeudi 02 août 2012 à 00h00 | Mis à jour le vendredi 03 août 2012 à 00h00



Photo Robert Skinner, La Presse
Malgré un taux de participation plus faible que la veille, les manifestants ne semblaient pas préoccupés.

Émilie Bilodeau, La Presse

(Montréal) Après une 100e manifestation monstre, la suivante a été beaucoup plus tranquille. Pour la 101e marche consécutive, moins d'une centaine de personnes ont défilé dans les rues du centre-ville de Montréal pour dénoncer la hausse des droits de scolarité, la loi spéciale et le gouvernement Charest.

Malgré un taux de participation plus faible que la veille, les manifestants ne semblaient pas préoccupés. «C'est normal. On est ici plusieurs soirs par semaine et il ne peut pas toujours y avoir plein de monde en été. Les gens ont toujours la cause imprégnée au cœur et ils l'ont démontré hier», a dit Pierre, étudiant au baccalauréat à l'Université de Montréal.

Parmi les participants, plusieurs ont formulé des critiques à l'endroit de Léo Bureau-Blouin, l'ancien président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). Plus tôt dans la journée, le nouveau candidat du Parti québécois (PQ) avait proposé une trêve électorale, une idée qui ne trouvait pas vraiment d'appui dans la foule, jeudi soir. «Il faut continuer jusqu'au bout. On n'a pas fait tout ça pour rien et il ne faut pas baisser les bras parce qu'on n'a rien gagné», ont affirmé Cynthia Latour et Noémie Sarda, deux cégépiennes.

Les manifestants se sont dits plutôt en désaccord avec M. Bureau-Blouin et Pauline Marois, la chef du PQ, qui ont affirmé lors d'une conférence de

presse que la reprise de la grève durant la campagne électorale pourrait favoriser le Parti libéral du Québec.

Philip Zoghbi, un étudiant à l'Université de Montréal, a dit pour sa part qu'il ne faudrait surtout pas cesser les manifestations et la grève lors de la rentrée. «Mon côté rationnel me dit que oui; si on bloque les accès aux classes, ça pourrait donner des points à Charest et aux libéraux. Mais on ne doit pas mettre fin à la grève parce qu'on n'a pas eu ce qu'on voulait. Si on s'arrêtait, ça serait la pire défaite de l'histoire du mouvement étudiant. Ce n'est pas parce qu'il y a une élection qu'il faut s'arrêter», a-t-il conclu.

QS et ON, les partis de la rue?

Dans la rue, les partis Québec solidaire et Option nationale semblaient recevoir l'appui de dizaines de manifestants.

Paul-Émile Simard-Maillé, qui commencera le cégep à la fin du mois d'août, ne savait pas encore à qui irait son vote le 4 septembre, disant cependant qu'il ne choisirait pas le PQ. «Léo Bureau-Blouin aurait dû choisir Option nationale ou Québec solidaire. Amir Khadir, il a marché avec nous, il s'est fait arrêter avec nous. Pauline Marois, elle a juste frappé deux ou trois coups de casserole et elle a porté son carré rouge juste pour avoir plus de votes», a-t-il affirmé.

Après avoir circulé parmi les participants des festivals Présence autochtone et Mode et Design, la manifestation s'est déroulée dans le calme. Au moment de mettre sous presse, on ne signalait aucun méfait ni aucune arrestation.

Khadir au secours de «Charest»

Amir Khadir portant secours à Jean Charest. Plusieurs manifestants ont assisté à cette scène surréelle jeudi soir lorsqu'un manifestant a été heurté par une voiture. Le co-chef de Québec solidaire, qui est aussi médecin, est resté au chevet de celui qui portait un déguisement et une tête géante de Jean Charest jusqu'à l'arrivée des ambulanciers.

Christian Dubois, attaché de presse de M. Khadir, assure que ce dernier agirait de la même manière avec le vrai premier ministre. «M. Khadir a fait un rapide examen clinique du jeune pour s'assurer qu'il pouvait bouger ses membres et qu'il n'était pas en grave danger. Il était blessé à la jambe.

Il s'est aussi assuré que les témoins de l'événement inscrivent leurs noms et coordonnées sur un papier ainsi que le numéro de plaque. Il a mis le papier dans la poche du blessé», explique-t-il. Jeudi, la victime était hors de danger et avait reçu son congé de l'hôpital. Quant au conducteur fautif, les enquêteurs ne l'avaient pas encore rencontré. Les policiers ont une bonne description du véhicule ainsi que son numéro d'immatriculation.

JOURNALMÉTRO : Centième marche nocturne à Montréal: 17 arrestations - Mise à jour: jeudi 02 août 2012 | 10:04



Métro 100e manifestation nocturne au premier jour de la campagne électorale

Par Rédaction La Presse Canadienne

MONTRÉAL – Au premier jour de la campagne électorale, plusieurs milliers d'opposants à l'augmentation des droits de scolarité et d'autres militants de diverses causes sociales, faisant fi du temps menaçant, sont descendus dans les rues de Montréal, mercredi.

Il s'agissait de la centième manifestation nocturne depuis le début du conflit étudiant. Selon le bilan officiel du Service de police de la ville de Montréal (SPVM), 17 personnes ont été arrêtées au cours de la manifestation. Onze manifestants ont été arrêtés pour bris d'un règlement municipal, alors que les six autres pour actes criminels.

Plusieurs manifestants s'étaient munis de casseroles, rappelant du même coup le haut de la vague de la contestation étudiante du printemps dernier. Ils ont scandé des slogans contre les libéraux et contre les forces de l'ordre. À l'intersection des rues Ontario et Berri, des manifestants ont réussi à projeter des images sur un mur. Les images animées montraient une croix barrant des mots comme «opportunistes», «corruption», «mépris» ou encore «démagogie».

Les tensions ont été parfois vives entre les manifestants et les policiers qui ont utilisé des gaz irritants ainsi que des bombes assourdissantes et tenté de contenir la foule à divers moments. D'ailleurs, les forces de l'ordre étaient nombreuses.

Vers 22h30, les policiers ont ordonné la dispersion de la foule mais les manifestants ont continué à déambuler dans les rues du centre-ville, la quasi totalité de façon pacifique.

Les policiers ont dû notamment intervenir après que des manifestants eurent tenté de construire une barricade de fortune sur la rue Sainte-Catherine.

L'importance de la manifestation a contraint le Service de Transport de Montréal (STM) à avertir ses usagers que certaines lignes pouvaient être perturbées.

Certaines personnes s'étaient déguisées pour se moquer du règlement anti-masque adopté par la ville de Montréal. L'une d'entre elles avait opté pour un déguisement de... lapin. La mascotte de ces manifestations, l'Anachopanda, était également présente.

Un manifestant a été blessé alors qu'il a été heurté par une automobile à l'intersection Saint-Denis/Laurier, ont indiqué divers médias. Le conducteur ne s'est pas arrêté.

Une autre personne, qui ne participait à la manifestation a également été blessée, atteint par un projectile. Il saignait du visage.

Partis de l'intersection Jarry/Saint-Denis, dans le quartier Villeray, plusieurs centaines de manifestants se sont dirigés vers le parc Émilie-

Gamelin, près de l'UQAM, où les attendaient d'autres centaines de protestataires.

Le compte Twitter du SPVM signalait une autre manifestation circulant sur la rue Ontario, se dirigeant également vers le parc Émilie-Gamelin. Aucune d'entre elles ne semblent avoir été déclarées illégales.

Mais la manifestation des marcheurs regroupés a été déclarée illégale par le SPVM en vertu du règlement municipal.

Au moins une dizaine d'arrestations ont été effectuées, pour utilisation de pièces pyrotechniques, pour méfaits et pour avoir lancé des projectiles aux policiers, a indiqué le SPVM.

Certains candidats de Québec Solidaire, dont les porte-parole Françoise David et Amir Khadir, ont pris part à la marche.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : La 100e manifestation nocturne pour le 1er jour de la campagne électorale – Mise à jour le jeudi 2 août 2012 à 8 h 05 HAE



Manifestants et policiers du SPVM lors de la 100e manifestation nocturne
Le reportage de Benoît Giasson

Au premier jour de la campagne électorale au Québec, des milliers de personnes sont descendues dans les rues de Montréal mercredi soir pour participer à la 100e manifestation nocturne consécutive contre la hausse des droits de scolarité et la loi 78.

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a fait état de 17 arrestations au cours de la soirée, en plus de quelques vitrines brisées et des voitures de police endommagées. Onze personnes ont été arrêtées en vertu de règlements municipaux, alors que six autres ont été accusées d'actes criminels, allant de non-respect des conditions à possession d'armes.

Le déclenchement des élections semble avoir suscité un regain d'intérêt envers le mouvement de contestation. Des dizaines de milliers de personnes ont pris d'assaut la place Émilie-Gamelin vers 21 h, point de départ habituel des manifestations nocturnes, avant que le cortège ne se mette en branle.

La manifestation a été déclarée illégale d'entrée de jeu par le SPVM, puisqu'aucun itinéraire n'avait été fourni aux policiers. Utilisant leur discours habituel, les policiers ont indiqué que la manifestation serait tolérée si aucun geste répréhensible n'était commis.

Des projectiles ont toutefois été lancés et au moins une station de métro a été prise pour cible, a déclaré le porte-parole du SPVM, le sergent Laurent Gingras. Des véhicules ont aussi été ciblés et des contenants à déchets ont été renversés. Étant donné que des actes criminels ont été commis, plusieurs avis de dispersion ont été donnés par les policiers dès 22 h 30.



Des pièces pyrotechniques lancées en direction des policiers du SPVM
Vers 22 h 45, les policiers ont demandé aux gens de quitter les lieux pour la troisième fois. Le SPVM a indiqué que trois arrestations ont été effectuées, une pour méfait et les deux autres pour utilisation de pièces pyrotechniques contre des policiers.

Vers 23 h, des milliers de manifestants refusaient toujours de se disperser à l'intersection du boulevard de Maisonneuve et de la rue Peel. Des vitres de l'édifice du bureau du premier ministre ont été fracassées et une bombe fumigène a été lancée sur le bâtiment.

Des projectiles et des pièces pyrotechniques ont également été lancés en direction des policiers. Aucun d'entre eux n'a été blessé, mais cinq nouvelles personnes ont été arrêtées. Plusieurs avis de dispersion ont été

donnés et le groupe tactique d'intervention du SPVM était toujours sur les lieux.

Après avoir arpenté les rues du centre-ville et sillonné celles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, le cortège s'est rendu dans le secteur des rues Sainte-Catherine Est et Beaudry, vers 23 h 30, où les policiers tentaient toujours de disperser la foule.

La manifestation s'est finalement immobilisée à l'angle des rues Sainte-Catherine et Papineau, avant de prendre fin dans le calme et de façon pacifique peu avant minuit.

Pour plusieurs manifestants, cette marche était l'occasion de marquer le début de la campagne électorale qui, espèrent-ils, pourrait amener un changement de gouvernement. Ils ont d'ailleurs scandé des slogans contre les libéraux et contre les forces de l'ordre.

Les étudiants s'étaient peut-être faits plus discrets et moins nombreux au cours des dernières semaines à la place Émilie-Gamelin, mais quelques dizaines d'entre eux ont continué de garder le fort et n'ont jamais arrêté de manifester leur mécontentement depuis le 24 avril dernier, date de la [première manifestation nocturne](#).

La ministre de l'Éducation de l'époque, Line Beauchamp, avait alors signé une [trêve de 48 heures](#) avec la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) et les fédérations étudiantes, mais un groupe de militants avaient tout de même décidé de descendre dans les rues en criant des slogans comme « négocié, c'est se faire fourrer ».

La manifestation avait été marquée par des gestes de violence, faisant expulser la CLASSE de la table de négociations. La [suspension des pourparlers](#) entre les étudiants et le gouvernement du Québec a été décrétée le lendemain, jour marqué par de [nouveaux affrontements](#) entre policiers et manifestants dans la métropole.



Manifestation de casseroles dans Villeray

Concert de casseroles

Les casseroles ont par ailleurs repris du service mercredi soir dans l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, où des centaines de citoyens de tous âges ont marché dans une ambiance festive jusqu'à la place Émilie-Gamelin pour prendre part à la manifestation nocturne.

Les porte-parole de Québec solidaire, Françoise David et Amir Khadir, ont notamment pris part à la marche. Même le célèbre Anarchopanda était de la partie.

Un manifestant a déclaré que « la mobilisation qui commence [...] ne va pas diminuer au cours de la campagne électorale. » Au-delà des droits de scolarité, des gens de tous les âges ont dit vouloir manifester contre le « mépris du gouvernement », et pour la démocratie.

Un manifestant blessé et un délit de fuite

Un homme de 41 ans a par ailleurs été blessé après avoir été heurté par un automobiliste à l'intersection de la rue Saint-Denis et de l'avenue Laurier, peu avant 20 h.

Selon les policiers, le conducteur aurait délibérément foncé sur le manifestant, puis aurait pris la fuite. Une enquête a été ouverte et aucun suspect n'a encore été arrêté. Mais le porte-parole du SPVM, Yannick Ouimet, a confirmé détenir « une très bonne description du véhicule » ainsi que le numéro de plaque d'immatriculation.

Quant au blessé, il a été transporté à l'hôpital, mais on ne craint pas pour sa vie.

En complément



[Les commentaires \(482\)](#)

LE DEVOIR : 100e manifestation nocturne à Montréal - Place aux casseroles électorales - Jeudi 02 août 2012

Valérien Mazataud

Le mot d'ordre était lancé depuis plusieurs heures dans les réseaux sociaux. Déjà les mots clics #manifencours et #casseroleencours piaffaient d'impatience sur Twitter. Pour cette centième manifestation nocturne, et ce premier jour de la campagne électorale, ils seraient nombreux, et ils seraient armés... de leurs fidèles casseroles, prêts à revivre les grandes heures de la contestation du printemps dernier.

Dès 19 h, les plus motivées des casseroles, accompagnées de leurs manifestants, battaient le pavé et la mesure à l'angle de Saint-Denis et de Jarry. 19 h 15 et la troupe de quelques dizaines de marcheurs se met en branle, vite rejointe par des étudiants poussant un cube rouge géant. Quelques minutes plus tard, dans Hochelaga-Maisonneuve, un groupe similaire se met en route le long de la rue Ontario, direction place Émilie-Gamelin.

Le long de Saint-Denis, la troupe prend de l'embonpoint à chaque coin de rue. Parfois c'est un père et son fils, équipés d'un presto et d'une spatule, parfois c'est un véritable contingent de plus de cent personnes posté à l'angle de la rue Beaubien.

Métro Rosemont, un groupe plus large encore se joint aux autres. Une arrestation y provoque une brève altercation entre quelques grappes de manifestants et des policiers visiblement dépassés. Un manifestant a ensuite été blessé lorsqu'il a été heurté par une automobile à l'intersection Saint-Denis et Laurier, ont indiqué divers médias. Le conducteur ne s'est pas arrêté.

Charnière

« Je ne pense pas que ce soit de la nostalgie de sortir ses casseroles ce soir. Au contraire, c'est le début de quelque chose de nouveau », estime Catherine Elly, une résidente du quartier de La Petite-Patrie. « C'est un moment charnière »,

ajoute son voisin Frédéric Thériault, dont la cuiller en bois fêlée semble déjà avoir vécu quelques batailles.

Quelques coins de rue plus loin, le député de Québec solidaire, Amir Khadir, rejoint le cortège. Que la centième tombe le jour du déclenchement des élections semble un signe du destin pour le député de Mercier, « le destin de M. Charest », précise-t-il. « Vivement les élections, alors que la campagne débute dans une telle ambiance de fête. [...] Le Québec est prêt pour une métamorphose, et ça ne viendra pas uniquement des élections, mais aussi des manifestations. »

Pour d'autres cependant, il est important de recentrer le débat : « On n'est pas là pour faire tomber Jean Charest, on est là pour demander la gratuité scolaire », rappelle Catherine Brown, heureuse de manifester à nouveau après une longue pause.

Pour Jaggi Singh, un organisateur communautaire et activiste politique bien connu de Montréal, les élections ne doivent pas distraire les manifestants des véritables enjeux, qui sont la gratuité scolaire, mais au-delà, la remise en question du système néolibéral dans son ensemble. « Il ne faut pas tomber dans le piège des élections, le mouvement est dans la rue, dans la communauté [il ne passe] pas par les urnes. »

À 21 h, c'est une foule de plusieurs milliers de personnes qui atteint la place Émilie-Gamelin, alors que la nuit est déjà noire. Les manifestants choisissent de se diriger vers le sud, alors que le Service de police de la Ville de Montréal déclare la manifestation illégale, mais tolérée en l'absence d'actes criminels. Elle prévient cependant sur son fil Twitter : « L'utilisation de fusils à eau envers les policiers ne sera pas tolérée et passible d'accusations criminelles »...

Vives tensions

Les tensions ont été parfois vives entre les manifestants et les policiers qui ont utilisé des gaz irritants, ainsi que des bombes assourdissantes et tenté de contenir la foule à divers moments. D'ailleurs, les forces de l'ordre étaient parfois discrètes, mais tout de même nombreuses.

Vers 22h30, les policiers ont ordonné la dispersion de la foule, mais les manifestants ont continué à déambuler dans les rues du centre-ville, la quasi totalité de façon pacifique.

Les policiers ont dû intervenir après que des manifestants eurent tenté de construire une barricade de fortune sur la rue Sainte-Catherine, où se tenait le 12e festival Mode et Design de Montréal.

L'importance de la manifestation a contraint le Service de Transport de Montréal à avertir ses usagers que certaines lignes pouvaient être perturbées.

Certaines personnes s'étaient déguisées pour se moquer du règlement anti-masque adopté par la ville de Montréal. L'une d'entre elles avait opté pour un déguisement de... lapin. La plus connue de toutes ces mascottes, l'Anarchopanda pour la gratuité scolaire, était également présente.

Une personne, qui ne participait à la manifestation a également été blessée. Atteint par un projectile, l'homme saignait du visage.

Le SPVM a dispersé la foule sur Saint-Catherine Est peu après minuit. Le compte Twitter du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) a indiqué la fin de la manifestation par la suite.

Au moins une quinzaine d'arrestations ont été effectuées, pour utilisation de pièces pyrotechniques, pour méfaits et pour avoir lancé des projectiles aux policiers, a indiqué le SPVM.

Avec La Presse canadienne

[Vos réactions \(60\)](#)

[Galerie Photos, Annik MH De Carufel - Le Devoir](#)



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir

Plusieurs milliers de personnes ont ressorti hier casseroles et carrés rouges à Montréal, soulignant bruyamment le début de la campagne électorale.

Pour la première fois depuis plus de cinq semaines, les rues de Montréal ont à nouveau résonné du tintamarre des casseroles et des slogans, alors que le jour du déclenchement des élections coïncidait avec la centième manifestation nocturne.





THE GAZETTE : Student casserole protests resume – Thursday, August 02, 2012

By Chris Curtis, The Gazette August 2, 2012

After a summer lull, the deafening rattle of a thousand pots and pans echoed through Montreal's streets on Wednesday night.

On the same day Jean Charest triggered a Sept. 4 election, thousands of striking students poured into Émilie Gamelin park to remind the premier they will dog him at every turn.

"Whether it's through protests, political action or at the polls, we'll have our voices heard," said Shayne Tupper, a design student at Université de Québec à Montreal. "The youth will play a huge role in these elections."

During the "casseroles" themed rally, protesters banged pots and pans together as they marched

towards downtown under the roar of a police helicopter. Although the evening remained peaceful for the most part, the riot squad clashed with small groups of demonstrators, dousing them with cans of CS Gas on several occasions.

After a few small skirmishes near the Montreal police headquarters on Bleury St., a larger conflict erupted near McGill College Ave. after police say they were attacked with projectiles. They fired back using stun grenades, other chemical irritants and by charging at the crowd in a phalanx formation.

About 10 people were rounded up and arrested in the process, police said.

Despite the arrests, student leaders say they won't back down until the government takes university tuition hikes off the table or until the Liberals are unseated.

They also want to see the controversial Bill 78 struck down. Bill 78 was enacted in May to bring an end to the student strike, but critics argue it goes too far, violating the right to free assembly and imposing harsh restrictions on free speech.

The march came on a day where the premier accused students of practising "street" politics, subverting democracy and using violence to get their message across.

But UQAM student Valerie Darevie said Charest was the one out to squash democracy.

"He's just spewing political rhetoric, meanwhile thousands have been arrested under Bill 78 just for protesting," she said. Under the provisions of the strike-breaking law, Wednesday's protest was declared illegal before it began since students didn't pulge their marching route to police ahead of time. However, it was clear during the march that students will continue defying the law both on

the streets and in the courtroom with legal challenges. Although the Parti Québécois came out in support of the five-month-long student strike, no one from the party was in attendance. Québec solidaire leader Amir Khadir made an appearance at the protest, condemning the Liberal Party's handling of the crisis.

"As long as this province is run by crooks, we'll be marching," he said. Khadir himself was arrested for blocking traffic during a protest in Quebec City this spring. Wednesday was the first night in months that students took to the street in such overwhelming numbers. And if the heated tone of the opening day of Quebec's election is any indication of things to come, it won't be the last.

LA PRESSE : Des milliers de marcheurs pour une 100e manifestation - Publié le mercredi 01 août 2012 à 20h45 | Mis à jour le jeudi 02 août 2012 à 06h15



Photo Robert Skinner, La Presse

Gabrielle Duchaine, La Presse
 Les vacances n'auront pas eu raison de la mobilisation étudiante. Cent jours après la première manifestation nocturne contre la hausse des droits de scolarité et moins de 12 heures après le déclenchement officiel de la campagne électorale, des milliers de casseroles et de manifestants ont défilé mercredi soir dans les rues de Montréal. Un avis de dispersion a été lancé vers 22h30 par le SPVM, mais le mouvement ne s'est tari que vers minuit.

Même le célèbre Anarchopanda a montré le bout du nez. Il a reçu une véritable ovation à son arrivée, qui a galvanisé une foule déjà fébrile sous un ciel orageux.

Masques, carré rouge géant, mascottes, drapeaux, pétard, sifflets, foulards... il y a eu de tout et il y en a eu beaucoup.

Les protestataires ont affirmé ne pas avoir l'intention de se laisser décourager par la stratégie politique de Jean Charest, qui compte faire des élections un véritable référendum sur la question étudiante. «Ses arguments sont basés sur les préjugés et l'individualisme. J'ose croire que les gens ne sont pas nombreux à l'appuyer», dit Julie Bergeron, étudiante à l'Université de Montréal.

Même si plusieurs sondages montrent que la majorité de Québécois appuient la position du gouvernement sur la hausse des droits de scolarité et ne veulent pas qu'il cède devant les étudiants, et même si le premier ministre sortant a clairement montré son intention de faire du conflit le principal enjeu électoral, les manifestants ne comptent pas cesser de faire du bruit. «Notre combat est idéologique bien plus que politique, affirme Sébastien, un étudiant du conservatoire de musique. Ce n'est pas parce qu'il y a une campagne que je vais m'empêcher de parler.»

«On ne se laissera pas prendre au jeu politique», ajoute Léo, inscrit en sciences humaines au cégep du Vieux-Montréal.

Fidèles à leur habitude, les manifestants ont quitté leur lieu de rassemblement, le parc Émilie-Gamelin, vers 21h. Le Service de police de Montréal, présent depuis le premier jour, avait gonflé ses effectifs pour l'occasion. Les rassemblements de soir des deux derniers mois n'ayant regroupé que quelques dizaines de marcheurs, la présence policière était moins nécessaire. Mercredi soir, les choses ont été différentes. Même le groupe d'intervention était sur place.

Le début de la marche a été assombri par un accident. À l'angle des rues St-Denis et Laurier, [un véhicule a percuté un manifestant qui faisait partie](#)

[d'un groupe en route vers le point de rendez-vous.](#) L'automobiliste s'est enfui.

Après quelques confrontations entre manifestants masqués et policiers en début de marche, des projectiles ont été lancés sur le quartier général du SPVM. Un peloton de l'escouade a ensuite été encerclé durant de longues minutes sous le martèlement des casseroles.

Dans la riposte, plusieurs personnes ont été bousculées par la foule, faisant au moins un blessé. D'autres manifestants, armés de pétards, s'en sont ensuite pris de nouveau aux policiers. La situation s'est tendue.

Un avis de dispersion a été lancé vers 22h30 «étant donné les infractions criminelles commises», selon le SPVM. «Cette manifestation est considérée comme un attroupement illégal», a indiqué le service de police sur son compte Twitter.

Toutefois, les manifestants ont continué à déambuler dans les rues du centre-ville jusqu'à minuit, la quasi totalité de façon pacifique. Les policiers ont dû notamment intervenir après que des manifestants eurent tenté de construire une barricade de fortune sur la rue Sainte-Catherine.

Au moins une dizaine d'arrestations ont été effectuées, pour utilisation de pièces pyrotechniques, pour méfaits ou pour jet de projectiles aux policiers, a indiqué le SPVM.

Cent manifestations depuis avril

Rappelons que la première manifestation nocturne a eu lieu le 24 avril alors que la ministre de l'Éducation de l'époque, Line Beauchamp, avait pourtant signé une trêve de 48 heures avec la CLASSE et les fédérations étudiantes, qui devait les empêcher de mener des actions de perturbation. Quelques centaines de personnes étaient tout de même descendues dans la rue en criant des slogans comme «négocié, c'est se faire fourrer». Un petit groupe d'entre eux avait également fracassé les vitres d'une banque, faisant expulser la CLASSE de la table de négociations et menant à l'échec des pourparlers. Par la suite, si quelques-unes des 100 marches ont dégénéré dans la violence et parfois mené à des centaines d'arrestations à la fois, la majorité d'entre elles se sont déroulées dans le calme.

Au lendemain de l'adoption par le gouvernement de la loi spéciale 78, en mai dernier, ce sont 10 000 personnes qui avaient bravé l'interdiction de manifester à plus de 50 à la fois. À peine une heure après le début de la marche, le rassemblement avait été déclaré illégal parce que les policiers disaient avoir reçu des projectiles, dont des cocktails Molotov.



Photo Robert Skinner, La Presse

JOURNALDEMONTRÉAL : Manifestation : Les casseroles sont de retour! - Publié le: mercredi 01 août 2012, 20H24 | Mise à jour: mercredi 01 août 2012, 20H29

VIDÉO : Les étudiants et les opposants à la loi 78 se sont donné rendez-vous le 1er août 2012 pour une 100e manifestation nocturne à Montréal. , 2 août 2012

Paul Veilleux-Turcotte / Agence QMI
Pour une rare fois depuis le début de l'été, quelques milliers de personnes ont pris part

à la manifestation nocturne, la 100e, contre la hausse des frais de scolarité.

C'est dans une ambiance électrique que plus de 5000 personnes se sont donné rendez-vous à la place Émilie-Gamelin, lieu habituel des rassemblements avant le départ pour les traditionnelles manifestations.

La marche a été déclarée illégale avant même le départ, faute de trajet.

De nombreuses pièces pyrotechniques ont été lancées parmi la foule, en plus de projectiles qui ont été tirés sur les policiers et des immeubles. Alors que les marches des dernières semaines étaient beaucoup plus pacifiques et moins acha-

landées, le début de la 100e manifestation nocturne a été marqué par la présence de manifestants énergiques et bruyants, rappelant ainsi l'ambiance survoltée des premiers grands rassemblements nocturnes.

Une quarantaine d'adeptes du Black Bloc se sont aussi imposés lors du rassemblement, en étant présents à la tête de la manifestation une bonne partie du trajet.

Des manifestants masqués ont également été aperçus parmi la foule.

Au total, 17 personnes ont été arrêtées lors de cette marche. 11 d'entre elles ont été interceptées en vertu d'infractions au règlement municipal. Six autres devaient être accusées au criminel pour entrave au travail des policiers, agression armée, bris de condition et port d'arme dans un dessein dangereux.

Une vitre de l'édifice abritant les bureaux du premier ministre sur la rue McGill College avait été fracassée. Une bombe fumigène avait aussi explosé à cet endroit. Une deuxième vitrine a été fracassée sur la rue Sainte-Catherine Est, près de la rue Papineau.

De nombreuses pièces pyrotechniques ont aussi été lancées, selon la police.

Plusieurs avis de dispersions ont donc été lancés par la police, mais les centaines de manifestants ne les ont pas suivis. Les policiers ont ensuite chargé la foule pour la disperser.

Les manifestants se sont alors regroupés en revenant vers la place Émilie-Gamelin. Vers 23 h 30, ils étaient au moins un millier dans ce secteur, ce qui a causé de la congestion routière

dans le secteur. Ils marchaient toutefois pacifiquement.

Le retour des casseroles

Un peu plus tôt mercredi soir, après une pause estivale de quelques semaines, les étudiants et les opposants à la Loi 78 ont de nouveau pris la rue, casseroles à la main.

Plusieurs centaines de personnes avaient commencé à déambuler dans les rues de la métropole sur le coup de 20 h, l'heure à laquelle les concerts de casseroles avaient l'habitude de commencer.

Le départ a été effectué à la station de métro Rosemont.

Les manifestants ont emprunté la rue Saint-Denis vers le sud, ce qui a engendré une fermeture à la circulation dans le secteur.

Les marcheurs avec leur batterie de cuisine se dirigeaient vers la place Émilie-Gamelin afin de prendre part à la 100e manifestation nocturne contre la hausse des frais de scolarité.

Parallèlement, une autre manifestation avait lieu en même temps dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve.

Un automobiliste fonce sur des manifestants

Alors que le défilé des casseroles se voulait un rassemblement festif, la marche a été assombrie par un automobiliste agressif.

Quelques minutes après 20 h, un conducteur a délibérément foncé sur des manifestants à l'intersection de la rue Saint-Denis et de l'avenue Laurier.

Un protestataire heurté par le véhicule a été transporté à l'hôpital. Selon la police de Mon-

tréal, la victime est un homme de 41 ans, qui portait une mascotte à l'effigie de Jean Charest. Il a subi une entorse à la cheville et une éraflure à la jambe.

Les policiers tentaient de retrouver le chauffard mercredi en soirée.

Selon un témoin sur les lieux, le conducteur a délibérément foncé sur les manifestants. «On était au milieu de la rue et on jouait des casseroles. Une voiture a forcé le passage et a même accéléré. Elle est passée à un mètre de moi. Au croisement, elle a heurté quelqu'un que j'ai vu tomber sur le côté, il s'est pris la cuisse», a expliqué le manifestant.

Toujours selon ce témoin, la voiture s'est dirigée vers le sud avant de tourner à gauche sur une rue à proximité. La foule s'est rapidement mise à courir, et certains automobilistes, témoins de la scène, ont tenté de pourchasser le conducteur qui avait pris la fuite.

Les policiers recherchaient l'homme à l'origine de ce délit de fuite. Ils ont en main son numéro de plaque d'immatriculation. Des témoins ont indiqué qu'il conduisait une voiture beige américaine.

Un incident similaire s'était produit en marge de la 29e manifestation nocturne le 23 mai dernier.

Un chauffard avait heurté un manifestant à l'angle des rues Sainte-Catherine et Saint-Denis, avant de prendre la fuite.

L'homme avait subi des blessures, mais on n'avait jamais craint pour sa vie.

[Afficher 1-80 de 128 commentaires \(Montréal\)](#)

100e manifestation nocturne en photos - PHILIPPE-OLIVIER CONTANT / AGENCE QMI



Alors que la campagne électorale avait été déclenchée dans la même journée, des milliers de manifestants se sont rassemblés afin de protester contre la hausse des frais de scolarité et la loi 78, dans le cadre de la 100e manifestation nocturne, à Montréal, le mercredi 1er août 2012.





TVA NOUVELLES : Délit de fuite à Montréal : Un automobiliste force sur les manifestants - Première publication mercredi 1 août 2012 à 20h20 - Mise à jour : mercredi 1 août 2012 à 23h10

TVA Nouvelles

La [100e manifestation nocturne](#) a débuté avec un malencontreux accident, mercredi soir, alors qu'un **automobiliste a foncé** sur des manifestants vers 20h.



(TVA Nouvelles)

Un groupe de marcheurs se trouvaient au coin des rues Laurier et Saint-Denis et obstruaient la voie.

Un automobiliste qui tentait de passer par là a tout de même décidé d'avancer, heurtant violemment un manifestant. Ce dernier, qui portait une tête de mascotte à l'effigie de Jean Charest, a été hospitalisé. Il était conscient lorsque les secouristes sont intervenus pour l'aider.



(TVA Nouvelles)

Selon un témoin sur les lieux, le conducteur a délibérément foncé sur les manifestants. «On était au milieu de la rue et on jouait des casseroles. Une voiture a forcé le passage et a même accéléré. Elle est passée à un mètre de moi. Au croisement, elle a heurté quelqu'un que j'ai vu tomber sur le côté, il s'est pris la cuisse», explique le manifestant.



(TVA Nouvelles)

Toujours selon ce témoin, la voiture s'est dirigée vers le sud avant de tourner à gauche sur une rue à proximité. La foule s'est rapidement mise à courir, et certains automobilistes, témoins de la scène ont tenté de le pourchasser. Les policiers recherchent activement l'homme à l'origine de ce délit de fuite. Des témoins indiquent qu'il conduisait une voiture beige américaine. Selon le sergent Laurent Gingras du SPVM, les enquêteurs possèdent une description assez précise du véhicule recherché, ainsi qu'un numéro de plaque.

«On espère pouvoir effectuer une arrestation ou, à tout le moins, rencontrer des gens en lien avec ce dossier», a-t-il expliqué sur les ondes de LCN.

Un incident similaire s'était produit [en marge de la 29e manifestation nocturne le 23 mai dernier](#).

Un chauffard avait heurté un manifestant à l'angle des rues Sainte-Catherine et Saint-Denis, avant de prendre la fuite.

LA PRESSE : Une auto fonce dans les manifestants, blesse l'un d'eux - Publié le mercredi 01 août 2012 à 20h17



Photo: Bernard Brault, La Presse

Une voiture qui roulait vers le sud a foncé dans les manifestants, rapportent des témoins, happant un jeune homme sans s'arrêter.

Anabelle Nicoud, La Presse

(Montréal) Un piéton a été happé par une auto au coin des rues St-Denis et Laurier, lors d'une manifestation de casseroles, peu avant 20h.

Le jeune homme, blessé, a dû être transporté sur une civière en ambulance.

Une centaine de manifestants se trouvait au coin des rues St-Denis et Laurier quand l'incident est arrivé. La circulation était assurée par les manifestants, qui attendaient un autre groupe, descendant de Rosemont, sur St-Denis.

Mais le conducteur d'une voiture qui roulait vers le sud s'est impatienté, et a foncé avec son véhicule dans les manifestants, rapportent des témoins. Sur son passage, l'auto a happé un jeune homme sans s'arrêter.

«Il a foncé dans la foule exprès», dit Steve Michael, un manifestant, qui a été frôlé par l'auto beige.

Gina Couture, une manifestante, s'étonne que la police n'ait pas assuré elle-même la circulation.

«Oui, la police était là mais ne bloquait pas la rue, dit-elle. Je ne comprends pas pourquoi ils n'ont pas protégé les manifestants.»

Plusieurs témoins ont pu donner aux policiers le numéro de la plaque.

Vers 20h15, la manifestation s'est mise en marche sur St-Denis vers le sud, avec un cortège de plusieurs milliers de personnes. Le groupe ira jusqu'au parc Emile-Gamelin où doit commencer la 100ème manif nocturne.

TVANOUVELLES : 17 arrestations à Montréal - 5000 personnes manifestent leur grogne - Première publication mercredi 1 août 2012 à 17h53 - Mise à jour : jeudi 2 août 2012 à 04h55

Par Paule Veilleux-Turcotte | Agence QMI

Pour une rare fois depuis le début de l'été, **quelques milliers** de personnes ont pris part à la **manifestation nocturne**, la **100e**, contre la **hausse des frais de scolarité**.

C'est dans une ambiance électrique que plus de 5000 personnes se sont donné rendez-vous à la place Émilie-Gamelin, lieu habituel des rassemblements avant le départ pour les traditionnelles manifestations.

La marche a été déclarée illégale avant même le départ, faute de trajet.

De nombreuses pièces pyrotechniques ont été lancées parmi la foule, en plus de projectiles qui ont été tirés sur les policiers et des immeubles.



(Agence QMI)

Alors que les marches des dernières semaines étaient beaucoup plus pacifiques et moins achalandées, le début de la 100e manifestation nocturne a été marqué par la présence de manifestants énergiques et bruyants, rappelant ainsi l'ambiance survoltée des premiers grands rassemblements nocturnes.

Une quarantaine d'adeptes du Black Bloc se sont aussi imposés lors du rassemblement, en étant présents à la tête de la manifestation une bonne partie du trajet.



(Agence QMI)

Des manifestants masqués ont également été aperçus parmi la foule.

Au total, 17 personnes ont été arrêtées lors de cette marche. 11 d'entre elles ont été interceptées en vertu d'infractions au règlement municipal. Six autres devraient être accusées au criminel pour entrave au travail des policiers, agression armée, bris de condition et port d'arme dans un dessein dangereux.

Une vitre de l'édifice abritant les bureaux du premier ministre sur la rue McGill College avait été fracassée. Une bombe fumigène avait aussi explosé à cet endroit. Une deuxième vitrine a été fracassée sur la rue Sainte-Catherine Est, près de la rue Papineau.

De nombreuses pièces pyrotechniques ont aussi été lancées, selon la police.



(Agence QMI)

Plusieurs avis de dispersions ont donc été lancés par la police, mais les centaines de manifestants ne les ont pas suivis. Les policiers ont ensuite chargé la foule pour la disperser.

Les manifestants se sont alors regroupés en revenant vers la place Émilie-Gamelin. Vers 23 h 30, ils étaient au moins un millier dans ce secteur, ce qui a causé de la congestion routière dans le secteur. Ils marchaient toutefois pacifiquement.



(Agence QMI)

Le retour des casseroles

Un peu plus tôt mercredi soir, après une pause estivale de quelques semaines, les étudiants et les opposants à la Loi 78 ont de nouveau pris la rue, casseroles à la main.

Plusieurs centaines de personnes avaient commencé à déambuler dans les rues de la métropole sur le coup de 20 h, l'heure à laquelle les concerts de casseroles avaient l'habitude de commencer.

Le départ a été effectué à la station de métro Rosemont. Les manifestants ont emprunté la rue Saint-Denis vers le sud, ce qui a engendré une fermeture à la circulation dans le secteur.



(Agence QMI)

Vers 22h45, six personnes ont été arrêtées près de l'intersection des rues Sainte-Catherine et Mansfield. Un peu avant, une vitre de l'édifice abritant les bureaux du premier ministre sur la rue McGill College avait été fracassée. Une bombe fumigène avait aussi explosé à cet endroit.

Une quarantaine d'adeptes du Black Bloc se sont aussi imposés lors du rassemblement, en étant présent à la tête de la manifestation une bonne partie du trajet. Des manifestants masqués ont également été aperçus parmi la foule.

De nombreuses pièces pyrotechniques ont aussi été lancées, selon la police. Plusieurs avis de dispersions ont donc été lancés par la police, mais les centaines de manifestants ne les ont pas suivis.

Les manifestants sont ensuite revenus vers la place Émilie-Gamelin. Vers 23h30, ils étaient au moins un millier dans ce secteur, ce qui a causé de la congestion routière. Ils marchaient toutefois pacifiquement.



(Agence QMI)



(Agence QMI)



(Agence QMI)

TVANOUVELLES : G20 : Arrêtées parce qu'elles avaient les jambes poilues - Première publication mercredi 1 août 2012 à 15h51



Crédit photo : Archives Agence QMI

Agence QMI

La **police de Toronto** fait l'objet d'une nouvelle **poursuite** en lien avec ses interventions contre des manifestants et des membres du public lors du Sommet du **G20** de juin 2010.

Cette fois-ci, il s'agit d'un groupe de sept femmes de **Hamilton**, en Ontario, qui disent avoir été la cible de **profilage** par les policiers, notamment parce qu'elles avaient les **jambes poilues**. Elles réclament 1,4 million \$ en dommages pour arrestations et détention illégales, notamment.

Les plaignantes ont été arrêtées à leur sortie d'un restaurant sur la rue Yonge, le 27 juin 2010, a précisé leur avocat, Davin Charney.

«Elles ne participaient pas à une manifestation ou à des actes illégaux à ce moment, a expliqué Me Charney. Elles ont été rapidement embarquées puis envoyées au centre de détention.»

Alicia Ridge, une des plaignantes, dit avoir été fouillée par un policier dans la rue alors que des policières étaient déployées.

«On m'a passé rapidement une main sur la jambe avant que l'on me poigne le derrière, a raconté Mme Ridge. Il y a aussi eu plusieurs commentaires à caractère sexuel très intimidants.»

L'avis de poursuite a été déposé en Cour supérieure de l'Ontario le 26 juin 2012. L'avocat qui représente les femmes a servi le document juridique au Service de police de Toronto, mercredi.

THE GAZETTE : Tuition protest ready to rumble : Quebec's striking students ready to take to the streets in Montreal Wednesday night – Wednesday, August 01, 2012



Photograph by: Dave Sidaway / THE GAZETTE

Student demo passes Drummond St in Montreal, on Friday, June 22, 2012 in protest against tuition increases and Bill 78.

By Christopher Curtis, The Gazette August 1, 2012

MONTREAL – After fading out of the public eye in recent weeks, Quebec's striking students are poised to retake the streets.

The protesters will rally in Emelie Gammelin Park on Wednesday night just hours after Premier Jean Charest triggered a Sept. 4 provincial election. Student leaders say they won't back down until the government takes university tuition hikes off the table or until the Liberals are unseated.

They also want to see the controversial Bill 78 struck down. Bill 78 was enacted in May to bring an end to the student strike but critics argue it

goes too far, violating the right to free assembly and imposing harsh restrictions on free speech.

The march comes on a day where the Premier accused students of practicing "street" politics, subverting democracy and using violence to get their message across.

But in an interview with The Gazette on Wednesday, Quebec Solidaire leader Amir Khadir said the Premier was the one trying to squash democracy.

"What we're seeing in the streets is an expression of democracy in its purest form, it's just people exercising their democratic rights," said Khadir, who will be attending the protest. "Ninety per cent of those arrested in the protests, including myself, were arrested for nothing more than marching."

Khadir was arrested for blocking traffic during a tuition protest in Quebec City on June 5. The MNA's daughter 19-year-old daughter Yalda Machouf-Khadir was arrested twice during the student strike for her alleged role in the Jacques Cartier Bridge blockade in May and again in June for other alleged acts of mischief.

"When you have criminals in charge, that's when you see honest people in jail," Khadir said. "This is a corrupt party funded by illegal means."

Although the Parti Quebecois have expressed support for the student strike, they won't be attending the march. Neither will any of the province's three major associations, at least not in an official capacity.

"Our members will still be out there but we're not going to be playing party politics," said Ludvic Moquin-Beaudry, a press attaché for the Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante.

The march is expected to begin around 9 p.m.

JOURNALMÉTRO : Recours collectif contre l'arrestation de masse du 23 mai - Mise à jour: Mardi 31 juillet 2012 | 21:02



Archives Métro

La manifestation du 23 mai

Par Annabelle Blais Métro

Une demande a été déposée en Cour supérieure, vendredi, afin qu'un recours collectif soit autorisé contre la Ville de Montréal en lien avec les

500 manifestants arrêtés dans le cadre du conflit étudiant le 23 mai dernier.

Jean-Pierre Lord, étudiant finissant en travail social à l'Université du Québec à Montréal, est le requérant dans cette demande qui concerne les personnes encerclées et arrêtées à l'angle des rues Saint-Denis et Sherbrooke ce soir-là, vers 23 h 45.

L'avocat de M. Lord, Me Marc Chétrit, tentera de faire valoir que l'arrestation de groupe était illégale et que les conditions de détention ont porté atteinte aux droits et à la dignité.

Le caractère arbitraire de l'arrestation s'appuie notamment sur le fait que les manifestants ont été encerclés sans possibilité de se disperser. Ceux-ci feront valoir qu'aucun avis de dispersion n'a été émis. «Quinze minutes avant que nous soyons encerclés, le SPVM affirmait sur son fil Twitter que tout était pacifique», indique M. Lord.

M. Lord dit même avoir reçu des informations la veille selon lesquelles une arrestation de masse se produirait le 23 mai. «Dans ma tête, tant que la manifestation demeurait pacifique, je resterais sur place.» Mais alors qu'il tentait de quitter la manifestation en fin de soirée, il a été pris en «souricière».

Détenues dans des autobus, les personnes sont restées menottées par des attaches en plastique sans pouvoir boire ou aller aux toilettes pendant plusieurs heures, précise la requête. Des policiers auraient indiqué à M. Lord ainsi qu'à une femme qu'ils devaient uriner sur le plancher de

l'autobus. Ils ont dû s'y résoudre, menottes aux poignets et fenêtres fermées, dans une chaleur suffocante, relate M. Lord. Pourquoi en arriver là? Pour nous humilier, je présume. On ne m'a pas arrêté en vertu de la Loi 78, mais pour une infraction à un règlement municipal; ça n'a pas de sens. – Jean-Pierre Lord

Au terme de huit heures de détention pour certains, 506 manifestants ont reçu un constat d'infraction assorti d'une amende de 600 \$, en vertu du règlement municipal adopté quelques jours plus tôt et qui stipule que les manifestants doivent fournir un itinéraire, ce qui n'avait pas été fait. Le rassemblement avait donc été déclaré illégal à 20 h 45, bien que toléré.

«C'est assez excessif, plaide Me Chétrit. Lorsqu'on évalue les atteintes aux droits, on doit regarder la proportionnalité par rapport au but visé. Et pour huit heures de détention dans ces conditions, pour finalement remettre un constat d'infraction [...] qui aurait pu être envoyé par la poste, je ne pense pas que ce soit le cas», explique-t-il.

Au-delà des partis

Aux yeux de Me Chétrit, le fait qu'il soit membre de l'aile jeunesse du Parti libéral du Québec et qu'il défende un militant péquiste n'a rien d'inusité. «Au-delà du conflit étudiant, on a des droits protégés par les Chartres canadienne et québécoise», insiste-t-il.